

Comment solder un siècle de guerres inabouties en Asie du Nord-Est

L'ANE, c'est-à-dire l'Asie du Nord-Est est devenue le carrefour de quatre puissances mondiales : l'énorme Chine continentale, l'archipel japonais qui est dix fois moins peuplé qu'elle mais presque aussi riche, la Russie (sibérienne) et les Etats-Unis, aujourd'hui omniprésents. La mer de Chine septentrionale que borde cette région contient également deux "petits dragons" aux performances surprenantes, la Corée du sud et la province chinoise, insulaire et dissidente, de Taïwan, (respectivement 1/2 et 1/4 du Japon, environ, en termes démographiques et économiques). A quoi il faut ajouter la petite Corée du nord, fleuron de ce que les Etats-Unis de l'ère bushienne appellent "l'axe du mal", mais qui, néanmoins n'égale pas Taïwan. Il reste à considérer la vaste et vide Mongolie (2 millions d'habitants) qui est le principal tampon territorial entre la Chine et la Russie. A elle seule, la Chine est six à sept fois plus peuplée que l'ensemble des autres contrées de cette région, mais son immensité fait d'elle une partie prenante dans la plupart des autres régions asiatiques. Néanmoins, l'ANE est celle qui la plus préoccupe le plus, parce que, de Pékin à Shanghai, ses centres vitaux y sont logés, tandis que les principales tensions internationales où elle est impliquée se sont nouées dans cette région.

Ces tensions ont été façonnées tout au long du siècle précédent, quand les dernières vagues de l'impérialisme européen ont couvert cette zone, puis au cours des guerres mondiales du 20^e siècle, sans oublier la guerre froide. Plus récemment; de nouvelles complications se sont adjointes à ce lourd héritage, si bien que, sans être une zone volcanique comme le Proche et Moyen-Orient, l'A.N.E. est quand même une marmite où bouillonnent d'anciennes rancoeurs, mêlées de récriminations rafraîchies, le tout recoupé par divers conflits d'intérêts actuels. Bref, c'est la matrice potentielle d'une ou plusieurs guerre(s) mondiale(s).

Un siècle de guerres non ou mal achevées

Dès le début du 20^è siècle, le Japon, rénové politiquement depuis "l'ère Meiji" (1868), fit sentir ses nouvelles forces industrielles et militaires. Il participa au corps expéditionnaire à Pékin, en 1901, aux côtés des puissances européennes et des Etats-Unis. Il vainquit la Russie par une éclatante victoire navale (1905). Tout en concourant de la sorte à l'agonie de l'empire chinois (achevée par la révolution de 1911 que mena le Juomintang de Sun Yatsen) et au déclenchement de la première révolution russe (1905), il bâtit sur le continent ses premières possessions coloniales à Taïwan et, bientôt, en Corée, puis en Mandchourie. Il participa vaguement à la première guerre mondiale, aux côtés des "Alliés", puis à la fondation de la Société des Nations, ce qui ne l'empêcha pas de convertir sa Mandchourie en un Mandchoukouo satellite, puis, à partir de 1931, de grignoter la nouvelle république chinoise jusqu'à occuper tout son littoral et à s'assujettir les deux tiers de sa population. A l'approche de la seconde guerre mondiale, le Japon adhéra au pacte anti-communiste germano-italien et, après avoir détruit l'essentiel de la flotte américaine (Pearl Harbor, 1941), il conquit une grande part du sud-est asiatique jusqu'à Singapour et aux Indes Néerlandaises (future Indonésie), non sans pousser également jusqu'en Birmanie.

Cet étalement impérial du Japon fut effacé quand les Etats-Unis, laborieux artisans d'une reconquête des archipels du Pacifique et l'URSS, tardif vainqueur des armées japonaises du Mandchoukouo, enregistrèrent, en 1945, la capitulation d'un Empire du soleil levant assommé par les bombardements nucléaires de Hiroshima et Nagasaki. Des millions de Japonais (militaires, fonctionnaires et colons) quittèrent l'Asie occupée pour regagner un pays en ruine et fort exigü. Le contrôle des naissances rationna le croît démographique, si bien qu'un demi-siècle plus tard le Japon est devenu un pays grisonnant. Sa reconstruction fut rapidement suivie d'une nouvelle expansion, économique cette fois, qui fit du Japon, en moins de vingt ans, la troisième puissance économique du monde. Mais une puissance tenue en laisse par les Etats-Unis qui logèrent en plusieurs bases, sur son territoire, 45.000 soldats et dotèrent le pays d'une Constitution pacifiste et démocratique. Régionalement, la guerre froide avec l'URSS fut des plus chaudes. De 1950 à 1953, elle tua deux millions de Coréens et consolida la partition de leur pays en deux républiques correspondant à peu près aux zones d'occupation respectives de l'URSS et des Etats-Unis qui avaient été définies par les accords de Potsdam (1945). La Corée du sud devint une sorte de protectorat américain, où séjournent, aujourd'hui encore, 38.000 soldats américains, tandis que le Nord devenait un Etat de type

étatisme-socialiste* au régime très "stalinien". Dès 1980, le Sud prit un élan économique "à la japonaise", alors que le Nord s'empêtrait dans une économie peu souple et une politique aventureuse. Bien avant sa propre implosion, l'URSS perdit son influence au Nord où elle fut plus ou moins relayée par la Chine.

Cette dernière connut de multiples péripéties internes, entre la victoire du parti communiste de Mao Zedong, en 1949, qui fit refluer le Kuomintang et les restes de son armée vers Taïwan (décolonisée du Japon) et la lancée, après 1978, d'une politique dynamique initiée par Deng Xiaoping. Pendant cette période tumultueuse, un événement de grande portée régionale et mondiale survint quand les Etats-Unis et la Chine réussirent à formaliser, en 1972, un *modus vivendi* négocié notamment par Kissinger (sous la présidence de Nixon). La Chine permit aux Etats-Unis d'observer, de chez elle, les activités spatiales de l'URSS, et reçut, en contrepartie une reconnaissance explicite de l'appartenance de Taïwan à sa zone de souveraineté politique.¹ L'intervention américaine dans un Vietnam assisté par la Chine et l'URSS se prolongea trois ans encore, tandis que, de leur côté, les Etats-Unis ne purent faire ratifier par le Sénat leur accord avec la Chine maoïste qu'au prix d'un *Taiwan Relations Act* qui le vidait virtuellement de sa substance. Non sans oscillations depuis cette loi de 1979, les présidents successifs des Etats-Unis ont répété que Taïwan est chinoise, mais que cette île doit être abritée du pouvoir militaire de Pékin. Quelques années plus tard, la Grande-Bretagne tint son engagement de restituer à la Chine sa pleine souveraineté sur Hong Kong, moyennant la garantie que le régime politique de cette ex-colonie garderait pendant 50 ans l'essentiel de ses particularités semi-démocratiques. Le transfert est intervenu en 1997. Sa première décennie d'application s'est déroulée presque sans incident.

Le rapide panorama historique qui vient d'être esquissé serait gravement incomplet s'il n'évoquait pas les changements politiques les plus manifestes qui sont intervenus au sein de plusieurs des Etats régionaux. Ainsi, l'URSS a disparu, mais son ossature russe, affaiblie pendant une dizaine d'années, n'en a pas moins retrouvé presque toute sa vigueur, grâce notamment à l'exploitation des ressources pétrolières que Moscou a souvent récupérées après la foire d'empoigne des années 1990 et que la hausse des prix du brut a rendues plus significatives, d'autant que, régionalement, Sakhaline est devenue un important centre de

¹ Par ailleurs, la République de Chine (= le Kuomintang, de Taïwan) dût abandonner son siège aux Nations-Unis, ce qui permit à la République populaire de Chine (= le régime maoïste) de remplacer le précédent à l'ONU, notamment au Conseil de Sécurité dont la Chine est, de fondation, un membre permanent, titulaire d'un droit de veto.

production et qu'un oléoduc est en construction, vers l'est sibérien, depuis l'Asie centrale. Au Japon et en Corée du sud, les novations politiques sont plus contrastées : le premier a perdu de son élan pendant plus de dix ans et n'a retrouvé qu'en 2005-06 sa vigueur d'antan, au prix de quelques réformes politiques majeures, tandis que la seconde, après une brève crise monétaire, s'est élancée de plus belle et a amorcé une transformation politique profonde ; c'était, hier une "démocratie" encadrée de fort près par l'armée; grâce à la puissance de ses syndicats, c'est devenu une démocratie parlementaire de bon aloi. Mais c'est évidemment en Chine que les transformations internes ont été les plus importantes. Les secousses de l'époque maoïste avaient coûté fort cher en vies humaines, mais elles avaient aussi assoupli et fragmenté un héritage idéologique millénaire; les nets succès des réformes promulguées par Deng Xiaoping et ses successeurs ont bouleversé l'économie chinoise, en lui faisant battre, trois décennies durant, les records mondiaux de la croissance.

Néanmoins, l'Asie du nord-est, ainsi secouée et transformée tout au long du 20^e siècle n'a presque rien perdu des révolutions et des tensions, potentiellement belligères que ce siècle lui a léguées et que plusieurs Etats sont en mesure d'activer irrémédiablement par certaines des politiques qu'ils visent ou sont tentés de viser.

Depuis quelques années déjà, la Corée du nord semble jouer les boute-feux. Sans attendre que Bush l'ait rangée sur son axe du mal, ce pays a en effet enfreint plus que de raison les normes du bon voisinage comme celles de l'espionnage courtois. Des enlèvements opérés au Japon, des accostages de chalutiers pêcheurs de renseignements, des émissions (substantielles ?) de faux dollars et divers trafics militaires ont précédé son classement au rang des méchants. Le sort réservé par les Etats-Unis, en 2003, à l'Irak qui la voisinnait sur le banc d'infamie a durci son attitude. Des essais de fusée à moyenne portée et des efforts hautement proclamés pour enrichir sa production d'uranium jusqu'à disposer de quoi fabriquer un explosif nucléaire² ont alors fait suite aux négociations ouvertes depuis 1994 par l'administration Clinton, en vue d'équilibrer un abandon de l'enrichissement d'uranium par des fournitures successives de pétrole, puis d'une centrale nucléaire non-enrichissante. A partir de 2004, la Chine a essayé de calmer le jeu en organisant une négociation-à-six³ pour raviver ou remplacer les promesses de l'ère Clinton, mais ces débats intermittents semblent avoir échoué, si bien qu'en 2006, après de nouveaux lâchers de fusées, la Corée du nord a fait éclater, en

² A moins qu'il n'ait été acheté au réseau pakistanais auquel Bush a donné l'absolution en 2005.

³ Les 2 Corées, le Japon, la Russie, les Etats-Unis et la Chine.

octobre, ce qu'elle a présenté comme une bombe nucléaire, mais que divers observateurs présentent plutôt comme une explosion "de laboratoire", celle d'un "pétard" qui n'est pas encore apte à équiper l'ogive d'une fusée. Quoi qu'il en soit, les Etats-Unis et le Japon font mine de considérer l'alerte comme très sérieuse et la Chine a redoublé ses pressions sur Pyongyang pour rouvrir les négociations-à-six, alors que Washington et le Japon semblent tenir à une prise de sanctions par le Conseil de Sécurité, ce dont ne veulent ni Moscou, ni Pékin.

Cette gesticulation drappe une situation coréenne réellement très dangereuse. La Corée du nord est une dictature militaire héritée d'un régime étatique-socialiste aux abois, mais qui pourrait, plus longuement qu'une Albanie et plus médiocrement que Cuba, survivre des années encore, avec une économie peu efficace, rongée par l'effort d'équipement militaire et une population dont la survie n'est assurée que par une aide (en aliments et combustible) dont la Chine est le principal pourvoyeur depuis plus de dix ans. L'espoir que "le soleil allait se lever" sur ce malheureux pays exprimé en 1998 par la Corée du sud (sa *Sunshine Policy*) s'est dissipé, en raison des réticences nippo-américaines (et, peut-être, chinoises) ainsi que des craintes éprouvées par Séoul au vu des onéreuses difficultés de la réunification allemande. L'idée, parfois évoquée aux Etats-Unis que la Chine pourrait user et abuser de son influence pour contraindre la Corée du nord à rentrer dans le rang des nations bien élevées ou même pour inciter à une rapide réunification des deux Corées (malgré les cicatrices d'une très dure guerre de 1950 à 1953) n'est pas facile à mettre en oeuvre, car une Corée agrandie et héritière de l'expérience nucléaire de Pyongyang n'a rien de séduisant pour le Japon et peut-être même pour la Chine. Il faudrait sans doute que les Etats-Unis soient prêts à effacer les menaces associées à leur dénonciation de "l'axe du mal" et à reprendre les aides alimentaires et énergétiques promises par l'administration Clinton en 1994, pour que la négociation-à-six puisse finalement aboutir à une réunification échelonnée et bordée de ce qu'il faudrait d'aides et de contrôles. Mais l'A.N.E. est si riche d'autres tensions pouvant interférer avec celles-ci qu'un rebonds de la "crise nord-coréenne", voire son instrumentalisation au service d'autres fins régionales ou mondiales reste à craindre pour longtemps peut-être.

En reprenant un à un les Etats de la région, on afficherait un luxe de détails, parfois plus riche encore que celui qui vient d'être consacré à la Corée du nord, mais il peut suffire de rappeler sommairement les traits saillants de chaque cas particulier, si l'on veut accéder rapidement au niveau essentiel, celui où les situations singulières des Etats se nouent en configurations régionales, mieux à même d'éclairer les périls qui caractérisent cette zone.

La Corée du sud installe sa jeune démocratie parlementaire, discute plus librement de ses liens avec les Etats-Unis et partage avec l'autre Corée et la Chine⁴ une profonde méfiance à l'égard du Japon ex-colonisateur et conquérant brutal. Le Japon, de son côté, refuse tout *mea culpa* pour ses actions du 20^e siècle, mais n'oublie pas les massacres nucléaires qu'il a subis en 1945. Depuis lors, il n'a jamais démenti sa fidélité formelle à l'alliance américaine, même si les bases américaines près de Tokyo et surtout à Okinawa irritent de plus en plus sa population. Mais il a mis à profit toutes les occasions d'aider modérément les Etats-Unis, moyennant de nouveaux degrés de liberté : on en verra les derniers exemples à propos de la guerre d'Irak et des "grandes manœuvres" autour de Taïwan. Cette dernière province est déchirée, depuis dix-quinze ans entre un Kuomintang évincé du pouvoir local, mais fidèle à l'unité de la Chine qui est sa raison d'être et un parti plus moderniste qui caresse des rêves d'indépendance. Toutefois l'intensité croissante des liens économiques et financiers avec la Chine continentale modère mieux cet indépendantisme que les occasionnelles pressions militaires exercées par la marine et l'armée chinoises.

Pour sa part, la Chine semble d'une grande circonspection - traversée parfois de gestes plus guerriers.⁵ Sa priorité évidente est la poursuite de son essor économique avec toutes les manifestations commerciales mondiales qui l'accompagnent et bientôt sans doute, avec des prolongements financiers qui déjà se dessinent (notamment par des prises de participation, annonciatrices d'une nouvelle génération de FMN). La modernisation des armées et la montée en puissance des capacités militaires ne sont certes pas en reste, mais sont encore loin d'atteindre un rythme comparable à celui de l'essor économique. Au cours des toutes dernières années, les manifestations extérieures de l'essor chinois ont surtout été d'ordre diplomatique et de finalité commercialo-financière, en ciblant principalement l'Amérique latine et l'Afrique ainsi que les régions pétrolières. Sous ces divers angles, il est clair que l'Asie du Nord-Est n'est pas le théâtre privilégié de la Chine, hormis deux aspects précis : ne rien lâcher pour ce qui concerne Taïwan et demeurer vigilant vis-à-vis d'un Japon qui ne fut pas loin de s'assujettir la Chine au cours des années 1931-45.

Le panorama régional peut négliger la Mongolie, sauf improbable regain des tensions de la guerre froide, mais il ne peut omettre la Russie qui n'a pas encore retrouvé toute sa

⁴ Ainsi qu'avec plusieurs pays du sud et sud-est asiatique.

⁵ Comme si des luttes de tendance au sein de la direction du parti se soldaient parfois par des actions militaires qui touchèrent jadis l'URSS et le Vietnam et qui, depuis l'ère Deng Xiaoping, s'en tiennent à des démonstrations plus formelles (batteries de fusées côtières, tir "expérimental" par dessus Taïwan, etc.).

vigueur, mais a déjà renforcé ses positions en Asie du nord-est. En effet, la primauté pétrolière de sa reviviscence se manifeste, ici, par une mise en exploitation des gisements de Sakhaline - île vainement réclamée par le Japon - et par le choix stratégique d'un oléoduc reliant l'Asie centrale au Pacifique et non à la seule Chine, pourtant plus proche et gros débouché. La Russie ne veut pas se lier à un client privilégié pour les quelques décennies de haute rentabilité pétrolière. Mais cela ne l'empêche pas d'entretenir avec la Chine une coopération politique servante de leurs intérêts communs. L'organisation dite de Shanghai concerne l'Asie centrale plus que le nord-est, mais elle pourrait fort bien conduire la Russie à renforcer les efforts chinois jusqu'ici concrétisés par les rencontres "ASEAN 3".⁶

Ce dernier exemple souligne combien la situation asiatique s'est modifiée depuis la fin de la guerre froide. En 1974, la Chine, captée par Kissinger avait quasiment rejoint le camp américain, même si elle demeurait formellement "hostile" à l'Inde et "liée" au Pakistan. Redistribuées pour cette région des Indes, les cartes le sont aussi pour l'ANE. La méfiance entre Russie et Chine est au plus bas, depuis les divergences de l'époque Khrouchtchev, tandis que la méfiance réciproque entre Japon et Chine a perdu peu de sa vigueur, car les opportunités commerciales que le Japon a pu saisir en Chine, ne l'empêchent pas de craindre les effets futurs de l'essor chinois. Derrière l'extrême vigilance japonaise à l'égard des Corées (spécialement du Nord) et derrière le soutien modérément dosé aux Etats-Unis pour ce qui est de Taïwan, c'est en effet l'ombre de la Chine future que le Japon entrevoit avec crainte. Au reste, les rapports entre Taïwan et le Japon sont à décrypter prudemment. Prenant prétexte des missiles chinois qui menaceraient spécialement l'île de Taïwan, située à 260 km au large du continent et des manoeuvres navales de la marine chinoise dans le détroit de Formose⁷, le Japon a accepté d'inclure ledit détroit parmi les zones où sa propre marine - légalement contrainte à s'en tenir aux postures défensives - pourrait le cas échéant avoir à intervenir, aux côtés de la marine américaine, pour défendre Taïwan d'une attaque par la Chine de Pékin. Vue pour compte japonais, cette prise de position signifie que Tokyo a mis à profit une gesticulation américaine - destinée à satisfaire les clans réactionnaires du parti républicain (au pouvoir à Washington)⁸ - pour élargir le rayon d'opérations de sa marine. Mais cela ne

⁶ Voir *L'Inventaire du 21^e siècle*, tome 1, chapitre 5, reproduit sur le présent site.

⁷ Formose a été longtemps usité, en Europe, pour désigner Taïwan. Les géographes utilisent encore la désignation "détroit de Formose" pour dénoter l'espace entre Taïwan et le continent.

⁸ Ces mêmes clans ont été à l'origine du *Taiwan Relations Act* - déjà évoqué - imposé en 1979 à Nixon et Kissinger pour entériner leurs accords avec la Chine.

signifie pas que le Japon se soit engagé à suivre aveuglément les futures initiatives américaines concernant Taïwan, à supposer que l'agressivité de la droite républicaine (qui n'est pas sans alliés démocrates) trouve l'occasion de s'exprimer.

Une région qui se cherche entre Chine et Etats-Unis

Pour entrevoir l'ensemble des politiques futures de Washington autour de la mer de Chine septentrionale, il faudrait évidemment assembler tous leurs éléments vraisemblables à l'égard d'une Chine qui a de réelles chances de monter en puissance au cours des prochaines décennies et donc de concurrencer sous maints aspects les actuelles primautés américaines. Ici, à l'échelle plus réduite du nord-est asiatique, on peut seulement supputer ces relations futures en partant des occasions de conflits propres à l'Asie du nord-est.

Les risques de conflits territoriaux semblent, ici, assez modérés. La revendication japonaise sur Sakhaline n'empêchera pas le Japon de consommer le pétrole et le gaz de cette provenance, si bien qu'il faudrait qu'un conflit, né ailleurs, s'enfle considérablement pour qu'un théâtre d'opérations s'ouvre de ce côté. Sous un autre angle, on peut en dire autant de la partition coréenne. Lorsqu'au début des années 1990, la Chine et l'URSS ont reconnu formellement la frontière entre le nord et le sud, tracée par l'armistice de PanMunJon en 1953, ils ont éliminé un prétexte à une éventuelle extension d'un conflit entre les deux Corées. La *Sunshine policy* de Séoul a virtuellement minoré ce risque, mais elle est en panne. Si elle reprend vigueur après qu'un éventuel accord ait calmé l'agitation nord-coréenne, ce péril s'atténuera plus encore. Mais il faut aussi tenir compte d'une perspective déjà envisagée par la Corée du nord, à savoir : qu'elle accepterait, le cas échéant, le maintien sur le territoire réunifié des troupes américaines qui séjournent au sud, sans discontinuité, depuis 1953. En effet, la Corée du sud est une zone de contact virtuel entre les armées chinoise et américaine et une réunification qui ne calmerait pas cette survivance de la guerre froide aurait pour effet d'élargir cette zone et de l'étendre jusqu'à la frontière russe (qui borde la Corée du nord sur une vingtaine de kilomètres). Une autre zone de contacts - non plus terrestres, mais aéro-navals - pourrait s'établir entre Américains et Chinois, si Taïwan optant pour une indépendance dont la Chine ne veut pas adjoignait aux manoeuvres de porte-avions américains dans le détroit qui sont réactivées chaque fois que la tension monte entre l'île formosane et le continent, des bases maritimes et aériennes installées à Taïwan même : le risque d'accrochages en haute mer deviendrait alors un risque d'attaques pleinement

territorialisées. Bien évidemment les crises militaires qui pourraient s'ouvrir à propos de la Corée ou de Taïwan auraient toutes chances d'entraîner le Japon, car le traité d'amitié et les protocoles annexes qui le lient aux Etats-Unis ne pourraient être dénoncés ou désobéis qu'au prix d'un revirement japonais qu'aucun signe prémonitoire n'a jamais annoncé depuis 1945, nonobstant les réactions aux bases américaines qui ont parfois tourné à l'émeute, à Okinawa notamment. A s'en tenir là, on pourrait donc être enclin à penser que les futures tensions entre les Etats-Unis et la Chine - dont la probabilité est loin d'être négligeable - risquent de trouver ici un terrain où la "montée aux extrêmes" serait aisément atteinte, même si le conflit avait débuté ailleurs.

Mais nous sommes aussi dans une région où les risques de guerre "clauswitzienne" sont d'ores et déjà enveloppés par les contraintes nouvelles qui naissent de l'armement nucléaire. Savoir si ces contraintes aggraveront ou inhiberont un éventuel conflit est une question centrale pour le 21^e siècle. Actuellement trois des quatre puissances majeures, actives dans la région, disposent, en pleine souveraineté d'un arsenal nucléaire hérité de la guerre froide, ce qui est le cas, non seulement des Etats-Unis et de la Russie, mais aussi de la Chine, plus tard venue et moins fortement équipée, qui veille et veillera néanmoins à disposer de moyens suffisants.⁹ Le cas du Japon est plus complexe. Le traité de San Francisco (1945) et sa propre constitution¹⁰ lui interdisent de s'équiper en armes nucléaires et d'abriter de telles armes sur son territoire. Toutefois, on peut être sûr qu'au prix de contorsions juridiques et de protocoles secrets, les bases américaines à Okinawa et ailleurs dans l'archipel japonais et certains au moins des navires militaires américains stationnés dans les ports japonais ou y faisant escale enfreignent cette prohibition. Qui plus est, on peut être assuré que le Japon possède pleinement la capacité d'assembler des ogives nucléaires, des missiles pour les emporter et des repérages satellitaires pour les guider. Il dispose peut-être aussi du stock de matériaux fissiles requis pour armer tout ce système. En tout cas, je suis enclin à penser que les accidents pas trop rares qui ont scandé le fonctionnement de ses centrales nucléaires de production ou de recherche sont un indice significatif à cet égard. Et empilant mes hypothèses invérifiées, j'ajoute qu'à mon sens l'équipement nucléaire virtuel du Japon est totalement connu des services américains et peut-être parfois aidé ou "gardé" par leurs soins. En termes

⁹ Y compris en missiles, sous-marins, etc. à longue portée. Le calme relatif des Etats-Unis donne à penser que, pour le moment, les capacités chinoises ne sont pas encore jugées "très dangereuses" pour le territoire américain, mais en tout cas, la présence stratégique chinoise couvre tout le nord-est asiatique.

¹⁰ Rédigée par l'occupant américain, mais validée, à l'usage, par maintes délibérations du parlement nippon.

diplomatiques, communément usités dans les chancelleries, cela s'énonce par périphrases : le Japon est "au bord" de l'équipement nucléaire à des fins militaires, etc. Néanmoins, des considérations de politique intérieure imposent de masquer ce probable état de fait et des prudences de politique internationale inclinent le Japon, agresseur des années 1930 et 1940, à se draper diplomatiquement dans un pacifisme tenace. Celui, par exemple qui lui a fait présenter sa participation, depuis 2003, à la "grande coalition" bushienne en Irak, comme une participation purement humanitaire à la reconstruction de ce malheureux pays. Une chronologie détaillée des "assouplissements" et des "élargissements" des équipements et des rayons d'action de l'armée "défensive" du Japon, montrerait aisément que le Japon répond volontiers aux demandes d'aide qui lui viennent du Pentagone par des demandes d'allongement de la laisse par laquelle les Etats-Unis le tiennent. Toujours allongée, mais jamais rompue, cette laisse est d'ailleurs de moins en moins contraignante : de la guerre de Corée à la guerre d'Irak, le gardien américain s'est fait obéir, mais de moins en moins. Quelque part à l'horizon du 21^e siècle, la pleine autonomisation du Japon s'inscrit assurément. Elle sera d'autant plus rapide et aisée que des solutions coopératives régionales s'offriront où le Japon aurait convenance à prendre toute sa place.

Pour juger des chances qui s'offriront à de telles coopérations "pacifiantes" ou, à tout le moins, "sécurisantes", il est indispensable d'observer ou plutôt de supputer l'évolution probable des intérêts propres aux Etats-Unis d'une part et à la Chine d'autre part. Le cas de cette dernière est le plus simple, parce que cet ex-"empire du milieu" n'est plus un empire, au sens que ce terme peut prendre dans l'actuel système mondial; et qu'elle n'est plus au "milieu" des systèmes mondiaux de son temps, comme elle l'était avant le 19^e siècle, mais qu'elle est en somme, au milieu d'un monde où l'avion relie tous les grands aéroports en moins de 24 heures et où les fusées intercontinentales mettent toutes les puissances importantes, en mesure de se détruire les unes les autres. Bref, la Chine est stratégiquement redevenue une puissance comme les autres, à son degré de puissance près. Mais, précisément, ce degré qui était tombé très bas au cours du 20^e siècle est en train de remonter, très vite à l'échelle des siècles précédents, mais pas assez vite pour surclasser sans grands délais les autres puissances d'aujourd'hui; Régionalement, elle est encore surclassée par le Japon, sous maints respects. Mondialement, elle est faible vis-à-vis des Etats-Unis - et beaucoup plus faiblement ancrée que ces derniers dans la plupart des régions du monde. Ainsi, par exemple, la minuscule France, à l'extrême-occident de l'Eurasie, est pour un temps encore, plus riche qu'elle en termes économiques et mieux entraînée qu'elle pour ce qui est de valoriser ses richesses

culturelles. Tout cela va changer, mais graduellement; par étapes de durée inégale selon les qualités à considérer.

Donc, pour s'en tenir aux deux ou trois prochaines décennies où la Chine sera une puissance qui redevient candidate à la prééminence mondiale et où les Etats-Unis se découvriront peu à peu en perte d'influence relative, mais sans décliner rapidement et - comme il est inévitable - en ne prenant qu'avec retard une claire conscience politique de leur dépassement - qui ne sera pas forcément un déclin absolu - il est loisible de s'interroger sur ce que pourrait être l'optimum régional de la Chine, tel que ses dirigeants actuels et leurs tout prochains successeurs peuvent se le représenter. La réponse est simple : si Taïwan échappe durablement aux tentations d'indépendance, si elle reste arrimée à la Chine historique, les autres problèmes régionaux pourront se régler sans trop de difficulté, sauf provocations délibérées de la partie américaine - ou d'une direction chinoise devenue aventuriste. Cette perspective est, en somme celle que vise le Kuomintang, depuis qu'il a abandonné l'espoir - tout-à-fait illusoire - de reprendre le contrôle des provinces continentales. Il semble qu'elle soit également en train de devenir celle du parti anti-Kuomintang qui gouverne présentement à Taïpeh. Il est probable, enfin, que la diversification politique de cette île qui est à attendre des prochaines décennies a de fortes chances de confirmer ce truisme : Taïwan, c'est la Chine. Les seules difficultés objectives qui semblent de nature à démentir ce pronostic optimiste seraient soit celles qui naîtraient d'offensives délibérées et répétées des Etats-Unis pour rompre ce lien, soit d'accidents économiques majeurs épuisant l'intérêt de Taïwan pour les transactions avec le continent, soit, enfin, de maladroites politiques d'une Chine qui chercherait à imposer à la population taïwanaise l'abandon du mode de vie qui est le sien, pour lui imposer un collier économique, un carcan politique et une orthodoxie idéologique probablement insupportables. Bref, Taïwan pourrait se sentir à l'aise dans un statut transposant durablement celui de Hong Kong - et qui, peut-être pourrait aider les dirigeants chinois, souvent férus d'expérimentation sociale *in concreto*, à concevoir les voies et moyens d'un assouplissement démocratique des Dix-Huit provinces historiques et des territoires périphériques, du Tibet au Xinjiang.

Le reste des adaptations régionales pourrait être "négociable", c'est-à-dire ajustable aux aspirations locales et aux contraintes régionales, dans chaque cas particulier. Ainsi, la réunification ou non des Corée, et ses éventuels délais ne risqueraient pas, me semble-t-il, de dégénérer en *casus belli*, même si les intéressés avaient convenance à maintenir, pour un temps, un contingent américain dans ce pays. De même l'émancipation accélérée - et bientôt totale du Japon - ne devrait pas indisposer la Chine, que ce pays reste ou non officiellement

dénucléarisé, s'il cessait d'être l'allié inconditionnel des Etats-Unis, leur associé ou leur relais militaire. Ici, également, des garanties de longue durée seraient mieux qu'acceptables, si elles devaient donner au Japon le sentiment qu'il gardera sa pleine indépendance vis-à-vis de la Chine, tout en offrant aux Etats-Unis, pour un temps, la garantie qu'aucune nouvelle laisse tenue par la Chine ne remplacera celle qu'ils ont longtemps tenue en main.

Pour garantir la durée et les bénéfices d'une telle stabilisation globale de l'Asie du nord-est dans l'ordre diplomatico-militaire, il serait sans doute opportun d'instituer un système collectif de sécurité, adaptant au cas d'espèce, les principes et les méthodes du *Conseil Européen pour la Sécurité et la Coopération*¹¹ avec le concours éventuel d'autres Etats asiatiques. Plus ambitieuses seraient les idées de *Fonds Monétaire Asiatique* et de *Conseil de Sécurité régional*, etc.

Bien évidemment, ces développements hypothétiques qui découlent d'une réflexion sur l'optimum est-asiatique souhaitable ou acceptable par la Chine conduisent à des résultats d'allure utopique, parce qu'il n'y a aucune raison de penser, aujourd'hui, que les aménagements souhaités par les Etats-Unis se marieraient aisément avec les variantes précédentes; En effet, que peut souhaiter ce dernier pays, hormis le maintien d'un statu quo qui lui est favorable, du moins dans les conditions présentes ? Une alliance renforcée avec le Japon pourrait lui plaire si elle prolongeait le projet de Commandement régional intégré que le Pentagone a déjà évoqué pour coordonner l'emploi de ses troupes installées dans la région avec les 225.000 hommes de l'armée "défensive" japonaise et, mieux encore, pour leur adjoindre l'armée sud-coréenne. Une bonne dose d'interopérabilité appliquée à cet ensemble et quelques ajustements des champs d'action ouverts à ses troupes permettrait, par exemple, de "se porter au secours" de Taïwan, dès que la Chine semblerait menaçante. La casuistique d'une solidarité asiatique permettrait de ne pas mettre les troupes américaines trop en avant, de façon à leur permettre de "respecter" les engagements pris envers Pékin en 1974, tout en bloquant les initiatives pan-nationalistes chinoises. Mieux, un éventuel renforcement du ou des partis autonomistes de Taïwan pourrait permettre de conforter un nouveau gouvernement local par une aide militaire d'abord déguisée (utilisation de "facilités portuaires" par les navires "asiatiques" patrouillant le détroit, etc.). Un pas supplémentaire serait accompli en logeant sur quelques sites de Taïwan (comme de Corée ou du Japon (à Okinawa, notamment) des échelons avancés du bouclier antimissile dont les Etats-Unis rêveront longtemps encore,

¹¹ CSCE à ne pas confondre avec l'OSCE qui a pris sa suite : voir Maurice Bertrand - *De l'Europe apaisée à l'Europe pacifiante*, Hérodote, n° 108, 1er trim. 2003.

lesdites installations pouvant aussi offrir d'utiles emprises "défensives" à des batteries de missiles-antimissiles faisant face à celles que la Chine continentale a disposées sur son littoral. Et ainsi de suite : dans l'hypothèse nullement improbable où il se trouvera aux Etats-Unis (et pas seulement au Pentagone) des partisans de l'encerclement d'une Chine montant en puissance, le dosage des installations et des opérations pourrait être progressivement enrichi sur tout le théâtre nord-est asiatique, parallèlement à d'autres théâtres. La Chine ne manquerait pas de réagir à de tels déploiements par une vigilance accrue¹² contribuant à la classique escalade des accrochages et autres incidents qui peut servir de prétexte à un conflit élargi. L'issue dépendrait alors de la situation des forces et des intérêts américains dans les diverses régions du monde et, plus précisément, des réactions des principales puissances. Plus les Etats-Unis seraient soutenus par le Japon, la Grande-Bretagne, l'Australie, etc. plus le risque de guerre mondiale deviendrait éclatant. Mais plus - à défaut d'Europe unie - l'Allemagne, la France, l'Inde, le Brésil et la Russie refuseraient cet enchaînement guerrier, et plus le cantonnement ou la résorption du conflit deviendra probable.

Dans cette dernière hypothèse, la Russie pourrait être décisive. Elle est l'une des raisons principales dont le Japon peut exciper pour justifier sa montée vers l'équipement nucléaire. Héritée de la guerre froide et nourrie de souvenirs plus anciens dans un Japon qui tire encore fierté de sa première victoire contre une puissance européenne, cette tendance japonaise pourrait bien devenir la clé du système politico-militaire régional. Les Etats-Unis le savent déjà, qui font de grands efforts pour que le complexe de soumission et d'alliance qu'ils ont imposé au Japon depuis les années 1950 ne perde de sa vigueur du côté soumission qu'en se renforçant en termes d'alliance, c'est-à-dire en renforçant autant que de besoin les raisons non contraignantes qu'a le Japon de demeurer leur fidèle allié. Il serait donc très indiqué que la Chine et la Russie qui ont amorcé une coopération (libre de toute contrainte post-stalinienne) sachent offrir au Japon des chances d'épanouissement pacifique pour atténuer le risque de pérennisation d'une alliance nippon-américaine. L'intérêt économique du Japon a de quoi se satisfaire en Chine, mais c'est là une situation banale dont profitent toutes les puissances capitalistes, au gré de leurs habiletés marchandes. La Chine et la Russie pourraient offrir de concert de larges perspectives supplémentaires à un Japon qui souhaite entrer au

¹² Supérieure à celle qui obligea, en 2001, un avion militaire américain non respectueux de sa frontière à se poser, avion qui ne fut restitué aux Etats-Unis qu'en pièces détachées, après de longues tractations.

Conseil de Sécurité des Nations Unies, qui est tenté par de vastes initiatives financières,¹³ qui désire prendre la tête de certaines coopérations techniques internationales (en matière scientifique et technique, notamment dans l'espace et le nucléaire), qui serait un partenaire de tout premier plan dans la conversion de "l'ASEAN + 3" en une zone dynamisante, etc. Dans cette perspective, il conviendrait sans doute de favoriser la formation de firmes multinationales (FMN) associant intérêts privés - et publics - des divers Etats régionaux. A la limite, une prise de position conjointe de la Russie et de la Chine en faveur d'un plein accès du Japon au nucléaire militaire pourrait être décisif. Il n'accroîtrait en rien les risques de la Chine et de la Russie et il rendrait inutile la garantie (toujours douteuse) que le parapluie nucléaire américain est censé offrir à l'archipel japonais. Bref, je soutiendrai volontiers que celui qui - des Etats-Unis ou de la Chine - aidera le Japon à devenir une puissance nucléaire souveraine deviendra peut-être son meilleur allié; et que, si cette transformation était dûe au couple Russie-Chine, elle réduirait considérablement les risques de guerre mondiale éclatant au nord-est asiatique, durant les prochaines décennies.

Savoir ce que ces risques deviendront vers la fin du 21^e siècle et ensuite, dans un monde où la puissance chinoise aura rejoint ou dépassé celle des Etats-Unis, est une autre question que les générations suivantes auront à traiter. Moins le 21^e siècle aura comporté de guerres mondiales, mieux elles y arriveront.¹⁴

¹³ Muscler la Banque de Développement Asiatique qu'il préside, donner le jour à un FMI asiatique, progresser vers une défense commune des principales monnaies asiatiques, dynamiser le marché financier de Tokyo.

¹⁴ Note de méthode : pour ne pas surcharger le § consacré à "Une région qui se cherche entre Chine et Etats-Unis" (pp.8 sq ci-avant), je me suis abstenu d'y évoquer les recours éventuels au G8, au Conseil de Sécurité des Nations-Unies ou à leurs substituts formés au cours des prochaines décennies. Ce point est discuté dans le chapitre que je consacre par ailleurs aux "Grandes guerres du 21^e siècle".

L'Invention du 21^e siècle - Troisième partie- Vers un autre système mondial – *Chapitre 11*
(août 2006; version révisée en septembre 2007)

Comment bloquer la politique suicidaire d'Israël

Le suicide d'Israël est inéluctable si ce pays poursuit sur sa lancée des années 1948-2007. Sa disparition adviendra au plus tard durant les années 2050-2060. Elle résultera de la conjonction de trois transformations mondiales dont les prodromes sont déjà visibles : l'érosion du primat absolu des Etats-Unis, les convulsions du Proche- et Moyen-Orient aux approches de l'après-pétrole et l'inaptitude d'Israël à se faire agréer dans cette région du monde.

La disparition de cet Etat ne sera pas un événement isolé, ni le fruit d'une crise brève, ce sera un aspect d'un drame régional - voire mondial - aux péripéties multiples. Sauf réorientation politique radicale, Israël ne pourra pas survivre à cette crise qui sera, pour une grande part, son suicide, étant donnée sa part propre de responsabilité. Les politiques des pays qui chercheraient à garantir la survie de l'Etat d'Israël devront être de plus en plus contraignantes, d'année en année, tant leurs chances de succès se réduiront à mesure que la crise régionale finira de mûrir.

Pour soutenir ce sombre diagnostic, je vais m'appuyer sur les résultats des travaux¹⁵ que j'ai consacrés à l'évolution du système mondial actuel, sans répéter le détail des justifications qu'ils ont produites.

Israël enkysté au Proche- et Moyen-Orient

L'Etat d'Israel est en guerre depuis sa création par l'ONU en 1948. Une énorme bibliothèque - souvent plus journalistique qu'historiographique - décrit les diverses vagues d'immigration juive, avant comme après 1948, les escarmouches d'avant 1948, les grands

¹⁵ Le plus récent est ***L'Inventaire du 21^e siècle*** - tome 1 - *La dynamique du système mondial* (3 Mo); tome 2 - *Les principales transformation prévisibles* (1,5 Mo) - consultable et téléchargeable sur mon site (www.macrosociologie.com) et sur le site de l'Université de Québec consacré aux *Classiques des Sciences sociales* (<http://classiques.uqac.ca/>). Un essai antérieur sur *le Proche et Moyen-Orient* est également disponible sur ces sites.

épisodes proprement guerriers qui ont commencé dès le vote de l'ONU, les actes terroristes et les attentats ciblés qui ont scandé leurs intervalles, les intifadas qui se sont succédées peu d'années après qu'une organisation semi-étatique propre aux Palestiniens ait vu le jour pour l'application des accords d'Oslo(1993) et les évacuations, incursions et ré-occupations opérées par l'armée israélienne sur les territoires palestiniens ou en reflux de ceux-ci. Les interférences régionales les plus importantes sont, elles aussi, bien documentées, de la campagne de Suez (1956) à la destruction de la centrale nucléaire Osirak (1981) et aux négociations de Camp David (2000) etc. Seules restent dans la pénombre les conditions dans lesquelles se sont formées les diverses vagues de réfugiés palestiniens et l'évaluation des pertes de toute sorte infligées à ou par Israël

Il n'existe à peu près aucun accord entre Israéliens, Palestiniens et autres Arabes quant aux responsabilités des uns et des autres dans chacun de ces épisodes, dans leurs enchaînements temporels et dans les multiples complications adventices qui les ont envenimés. Entre Oslo et Camp David, j'ai commis l'erreur de croire qu'il se trouverait du côté palestinien comme du côté israélien des forces suffisantes pour bâtir entre leurs camps respectifs un accord applicable. Je ne le crois plus et je n'aperçois, dans l'avenir prévisible ou supputable, aucune chance de renouvellement pour cette espérance irénique. Les guerres où Israël est impliqué resteront inabouties, sauf novation radicale à voir plus loin. Presque tous les peuples du Proche- et Moyen-Orient (PMO) sont hostiles à Israël, perçu comme un greffon occidental, imposé par des méthodes coloniales et devenu l'avant-poste de son protecteur américain.

Tous les Etats de la région blâment Israël dès que de nouvelles actions de cet Etat suscitent d'énormes émotions populaires. Néanmoins, la dure leçon des guerres que beaucoup de ces Etats ont lancées contre Israël a assagi plusieurs d'entre eux. La Jordanie s'est jointe à l'Egypte et à la Syrie pour la principale de ces guerres (1967) avant de mater les réfugiés palestiniens, installés sur son territoire ("septembre noir" de 1970). L'Egypte qu'une volte face avait détachée de l'URSS a parachevé son virage par une démarche audacieuse de Sadate, venu à la Knesset pour offrir la paix. Les Etats-Unis, promoteurs ou soutiens de cette reconversion, ont aidé à l'élaboration d'un traité de paix (1979) qui a rendu à l'Egypte le contrôle du canal de Suez et de l'ensemble du Sinaï, y compris son gisement pétrolier et ont complété ces restitutions par une aide abondante qui ne s'est pas démentie depuis lors. Une même paix, accompagnée d'une même aide, a été signée par la Jordanie. Mais après que les armes se soient tues, les signes de bon voisinage économique, politique et culturel affichés entre Israël et l'Egypte ont été rares et fragiles - et à peine plus significatifs pour ce qui est de

la Jordanie. La Syrie, elle aussi battue en 1967, a perdu le contrôle du Golan - et donc des sources du Jourdain - sans se rallier à de telles "paix froides". Le Liban a été pris, de 1975 à 1990 dans un labyrinthe de guerres civiles, envenimées de toutes parts. Une incursion israélienne (1982) a donné à certaines milices maronites l'occasion de massacrer beaucoup de combattants palestiniens qui contrôlaient les camps installés sur son territoire. Ainsi s'est achevée la phase où Israël s'opposait principalement aux armées des Etats voisins, mais a aussitôt commencé une phase où les luttes armées contre Israël¹⁶ ont été le fait d'organisations palestiniennes

Repliée à Tunis, la direction de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), privée du contrôle des camps jordaniens - sinon des camps libanais qu'elle a bientôt réorganisés - s'est appuyée sur les camps syriens, d'ailleurs surveillés de près par le gouvernement local, et surtout sur les populations de Cisjordanie et de Gaza, ralliées à sa cause, mais organisées par divers partis et dotées de milices diverses et parfois rivales. Elle a d'abord poursuivi ses campagnes d'attentats visant à effrayer Israël ou à alerter l'opinion internationale (JO de Munich, 1972; capture du paquebot A. Lauro, 1985; etc) auxquelles Israël a répliqué (parfois préventivement) par des attentats ciblés. Puis le lent cheminement de négociations discrètes entre le gouvernement israélien et l'OLP a conduit, via Madrid et Oslo à l'installation d'une Autorité Palestinienne (1993) sur une partie substantielle de la Cisjordanie et sur la bande de Gaza. Toutefois ces deux territoires non jointifs ont été découpés en zones diverses, dont certaines, les frontalières notamment, sont restées sous contrôle israélien. Des luttes incessantes, d'ampleur variée mais souvent croissante, ont opposé Palestiniens et Israéliens. De toutes leurs péripéties, souvent épouvantables, les plus lourdes de conséquences politiques ont été la destruction par Israël de beaucoup d'éléments de l'appareil d'Etat, toujours embryonnaire que les Palestiniens ont construit (avec un financement européen et arabe), destruction répétée aujourd'hui encore. Sous cette pression, la haine populaire contre Israël n'a cessé de s'accroître, tandis que s'éloignait l'espoir de soumettre les Palestiniens à la tutelle de cet Etat, pour eux étranger. Pendant quelques années, Israël a caressé l'espoir que des forces palestiniennes pourraient maîtriser les "ultras" du

¹⁶ Qu'elles soient le fait de groupes politiques ou d'agences de l'Autorité para-étatique évoquée ci-après et qu'elles soient ou non aidées en sous main par des Etats tels la Syrie, l'Irak, l'Iran, etc., ces luttes ont été rangées par Israël, les Etats-Unis et maints autres Etats occidentaux sous la rubrique d'un "terrorisme" diversement qualifié, alors que les Etats régionaux ont généralement traité leurs participants palestiniens comme des "patriotes", des "combattants", voire des "martyrs". Rares ont été les analystes qui ont interprété ces luttes comme des guerres "du faible contre le fort", ce qu'elles sont pourtant.

"terrorisme" fût-ce au prix d'un nouveau "septembre noir". Cet espoir déçu, il a choisi de construire un mur entre le territoire qu'il juge sien et celui qu'il est prêt à abandonner, non point à un Etat palestinien souverain, mais à une Autorité aux frontières, aux finances et aux échanges internationaux .toujours contrôlés par ses soins vigilants. Esquissé de façon unilatérale, dès 2003, ce mur continue d'être édifié spasmodiquement. Les missiles tirés par le Hezbollah libanais sur le tiers nord d'Israël, durant la guerre d'août 2006¹⁷, attestent que cette nouvelle ligne Maginot ne servira à rien, si ce n'est à emmêler un peu plus la longue chaîne des guerres inabouties où Israël se débat.

Une région volcanique

Voici donc Israël isolé dans une région hostile et qui assure, vaille que vaille, le contrôle militaire de toute l'ancienne Palestine mandataire, sans avoir trouvé le moyen d'en conquérir le contrôle politique, ni d'en partager la souveraineté avec les populations arabes qui la peuplaient avant sa création. Les essais visant à marbrer le territoire palestinien tout entier par un semis de colonies juives ont été nombreux. Souvent impulsée par le gouvernement israélien, cette colonisation a été stoppée en 2004, par l'évacuation délibérée des principales incrustations dans la bande de Gaza, mais le grignotage se poursuit néanmoins, à Gazaz comme en Cisjordanie. Les forces politico-religieuses qui souhaitent poursuivre cette poussée vers un Grand Israël ne se tiennent pas pour battues, tandis que les projets d'évacuation (très partielle) des colonies sises en Cisjordanie préparés par les vainqueurs des élections israéliennes de 2005 se trouvent bloqués par les contrecoups de la guerre de 2006 contre le Hezbollah libanais. Le blocage est plus évident encore pour ce qui est de la coexistence de deux Etats sur le territoire de l'ancienne Palestine.

Donc, Israël n'est pas seulement isolé, mais il est aussi bloqué dans une impasse qu'il a aidé à construire depuis 1948. Dès lors, que va-t-il advenir ? Aucune attaque militaire majeure émanant d'un ou plusieurs Etats voisins ne semble à craindre à brève échéance, ni même sur une durée plus lointaine - disons: de l'ordre d'une ou deux décennies. La qualité des services de renseignement, la supériorité stratégique et technique de l'armée, le soutien apparemment pérenne des Etats-Unis et la garantie en dernier ressort qu'Israël tire de son armement

¹⁷ Ladite guerre menée par Israël contre la milice du Hezbollah - sans doute soutenu par la Syrie et l'Iran - s'est traduite, pour l'essentiel par d'énormes dégâts infligés à un Liban trop faible et divisé pour se charger lui-même "d'éradiquer" cette milice "terroriste".

nucléaire peuvent, lui donner l'assurance qu'il demeurera pour un temps encore, en position prépondérante dans le PMO. L'offensive d'août 2006 a quelque peu dévalorisé cette posture, par faiblesse du renseignement, illusions sur la précision des bombardements aériens et médiocrité des troupes au corps à corps terrestre, mais plusieurs de ces insuffisances sont réparables. Israël vaincu, peut encore se croire invincible.

Mais en sera-t-il de même au cours du proche avenir ? Non pas du proche avenir, comme l'entendent la plupart des dirigeants politiques, que leur horizon soit borné par les prochaines élections majeures ou par les espérances de succession dynastique. Mais bien le proche avenir que des prévisions bien fondées permettent d'apercevoir à l'horizon des prochaines décennies. Israël contrôle près de 11 millions d'habitants dont 85 % sur son territoire internationalement reconnu. Ce dernier contenait d'ailleurs 4/5è de Juifs et 1/5è d'Arabes. De façon plus fine, on pourrait d'ailleurs décomposer les Druzes parmi les Arabes et détailler les minorités exotiques qui n'ont pas fini de se fondre dans la masse des sépharades ou des ashkenazes (Ethiopiens, Yéménites et les Russes, venus nombreux surtout après 1990). Cet ensemble hétérogène va se gonfler considérablement. Sauf novation, son total sera proche de 17 millions en 2025 et supérieur à 22 millions en 2050, mais avec des proportions bien modifiées. Les Arabes de Cisjordanie, de Gaza et du territoire israélien proprement dit formaient 48 % du total général de 2005. En 2050, leur poids dépassera les 60 % de ce même ensemble. Noyés dans une population encore exubérante et des plus juvéniles¹⁸, les Juifs d'Israël devront également compter avec l'extrême ampleur de la population régionale. En effet, le PMO de 2005, étalé de la Turquie au Yemen et de l'Iran à l'Egypte, comptait un peu moins de 400 millions d'habitants, mais il en contiendra plus de 500 millions en 2025 et près de 700 millions en 2050..

Les prévisions démographiques de l'ONU¹⁹ dont les données précédentes sont tirées doivent être prises en compte, non comme une mesure exacte de la future démographie régionale, mais comme un élément qualifiant l'avenir d'Israël. Craint des Etats voisins, détesté par la grande majorité des peuples qui les habitent, rongé par des attentats et des révoltes de toute sorte, Israël sera inévitablement exposé à deux séries de circonstances aggravantes. La première tient à la surabondance croissante d'une jeunesse souvent mal scolarisée et dont une nette majorité afflue vers les bidonvilles et les taudis urbains à la recherche d'une activité rare

¹⁸ Plus de 50 % de <15 ans

¹⁹ Tendence moyenne, bien vérifiée au cours du dernier demi-siècle.

et d'une pitance médiocre, dans des agglomérations où le taux de chômage serait énorme si l'on savait le mesurer. Dans cette masse vite traversée par les émotions les plus diverses, il ne faut pas beaucoup d'aumônes (coraniques ou autres) pour lever une milice et l'équiper de kalachnikovs. Pendant la guerre de 1980-88, la jeunesse que les mollahs iraniens envoyèrent se faire hacher menu, par des troupes irakiennes mieux équipées et plus aguerries n'est que l'exemple extrême d'une mobilisation, arrosée d'un peu de rente pétrolière, que le régime de Khomeyni put opérer pour contenir l'agression de Saddam Hussein, alors soutenu par les Etats-Unis et la France. Fortement amplifiée, cette misère juvénile sera pour longtemps l'un des ressorts des luttes guerrières, des révoltes partisans et de toutes les autres luttes sociales, dans l'ensemble du PMO.

Le second facteur aggravant tient à l'activité des Etats-Unis dont Israël est perçu dans tout le PMO, comme le protégé, l'allié inconditionnel ou l'avant-garde, selon les circonstances. Les échecs américains, de la Somalie à l'Afghanistan, la destruction de l'Irak qui fait suite à leur agression de 2003, les menaces qu'ils font peser sur l'Iran et le soutien méfiant qu'ils accordent à l'Arabie séoudite sont les manifestations les plus voyantes d'une intrusion obstinément répétée dans toute la région. La démocratisation à leur manière qu'ils promettent à tout le PMO a fort peu de chances de progresser sur cette lancée. La série des interventions politiques et militaires qu'ils entreprennent ou poursuivent a toutes chances de se prolonger, de diverses manières, ne serait-ce qu'en raison du trésor pétrolier que contient cette région. En effet, les hydrocarbures qui en sont la principale richesse deviendront l'enjeu de tensions, voire de conflits ouverts jusqu'à leur tarissement au cours des prochaines décennies.

Partagée entre les sociétés internationales et les Etats locaux qui les taxent et qui sont parfois devenus, en titre ou en réalité, les propriétaires-exploitants des gisements, la rente pétrolière continuera d'être très disputée entre Etats et compagnies. La marchandise pétrolière et gazière sera plus disputée encore, tant les clients sont nombreux pour cette région qui détient, aujourd'hui, 62 % des réserves mondiales de pétrole "conventionnel",²⁰ une part moindre des réserves de gaz naturel et une part apparemment négligeable des ressources "non-conventionnelles". Toute cette turbulence, enrichie de crises temporaires et de conflits récurrents, passera sans doute par des phases distinctes, peu différentes de celles qui peuvent être anticipées à l'échelle mondiale : une correction saccadée de la crise, génératrice des hauts prix actuels, qui pourrait céder la place, vers 2035-40 à une nouvelle vague de hausses accompagnée d'une rétrogradation du pétrole "conventionnel" dans l'échelle des sources

²⁰ Non compris les asphaltes et bitumes dont l'onéreuse exploitation va se développer ailleurs.

d'énergie, après quoi ledit pétrole et le gaz liquéfié pourraient être, en 2050-60, de plus en plus réservés à quelques utilisations non ou mal adaptables aux énergies de remplacement. Certes, les hypothèses ci-avant sont hautement spéculatives, tant il est d'éléments qui pourraient les accélérer, les décaler ou les transformer. Mais cela importe peu, car en tout état de cause, les richesses pétrolières deviendront un enjeu de plus en plus essentiel pour le PMO qui en est riche, puis en sera inéluctablement privé, alors que les attentes des populations régionales ne cesseront de s'accroître par l'effet d'une démographie exubérante, d'une misère en probable voie d'approfondissement et d'une prise de conscience de plus en plus générale de la précarité de cette richesse.

En somme, le déficit économique principal du PMO apparaît ici de façon éclatante : cette région est riche des deux facteurs principaux de la croissance économique, mais elle ne sait pas les marier; riche d'un potentiel de rente pétrolière qui pourrait être largement converti en capital investissable **ici**, mais qui va s'employer ou se dilapider **ailleurs**; riche d'un potentiel de main-d'oeuvre aisément formable; mais pauvre en industries ! Pour quelques décennies, l'avenir du PMO sera plus pétrolier que son passé, ce qui contraindra les Etats-Unis à intervenir de plus en plus, jusqu'à ce que leur accoutumance à l'après-pétrole se soit établie

Les avènements d'Israël.

Donc, il est hautement probable qu'Israël sera mêlé à la plupart des nouveaux conflits régionaux, en tout cas élaboussé par plusieurs d'entre eux; et, assurément démonisé de diverses façons à l'occasion de ces tumultes. Ceci, indépendamment des colères, des attentats et des haines que pourront provoquer ses actions visant à discipliner les habitants non (ou peu) israéliens de la zone qu'il contrôle. Ce serait un exercice fort hypothétique que de concrétiser ce jugement central par tout un jeu d'exemples. Je me contenterai d'examiner un cas, hélas très plausible, même s'il se situe aux épouvantables limites du possible.

En 1979, les Etats-Unis ont perdu le Shah qu'ils avaient établi sur le trône après l'éviction de Mossadegh, nationalisateur du pétrole. La République islamique, alors fondée par Khomeyni et encadrée par le clergé chiite entend rendre à l'Iran le statut de "grande puissance" qui fut le sien à diverses étapes de l'histoire perse. Cette orientation s'est traduite au cours des dernières décennies par l'établissement d'une armée moderne, la poursuite d'une industrialisation non négligeable et l'octroi d'un soutien substantiel à diverses organisations chiites d'Irak (après l'agression américaine) ou du Liban, notamment au Hezbollah qui a su

résister à l'offensive israélienne d'août 2006. Mais il faut revenir en novembre 1979, pour bien comprendre l'actuelle politique américaine.

En effet, à cette date, les Etats-Unis, soutiens du Shah, avaient subi un affront "impardonnable"²¹ de par la capture de tout le personnel de leur ambassade à Téhéran. Les captifs n'ont été libérés qu'en janvier 1981, lors de la prise de pouvoir de Reagan qui avait accepté presque toutes les conditions iraniennes. Depuis lors, les Etats-Unis tiennent l'Iran pour un *rogue State* (un Etat voyou) que Bush n'a pas manqué de loger, en 2000, sur son "axe du mal". Ils cherchent à obtenir une décision onusienne qui permettrait, à tout le moins, de soumettre l'Iran à des sanctions économiques, s'il n'interrompt pas ses travaux d'enrichissement de l'uranium, lesquels préludent à une probable production d'armes nucléaires pour équiper les fusées à moyenne portée que ce pays possède déjà. Plusieurs des membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU sont réticents ou opposés à une telle décision. En 2001, la possession d'armes de destruction massive par l'Irak avait été lourdement évoquée par les Etats-Unis pour justifier leur agression contre ce pays. Cet argument fallacieux pèse sur le débat onusien. En outre, le traité de non-prolifération nucléaire autorise expressément l'enrichissement d'uranium dans les centrales nucléaires soumises au contrôle de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique. Enfin, le débat est obscurci par deux autres données: d'une part, Israël, aidé par la France, puis par les Etats-Unis dispose d'un arsenal nucléaire inavoué, mais substantiel; d'autre part, en 2005, les Etats-Unis ont officiellement pardonné au Pakistan d'avoir construit "clandestinement" un début d'arsenal nucléaire. Les balances dans lesquelles Israël, l'Iran et le Pakistan, sont pesés quant à la légitimité de leur armement nucléaire, sont donc truquées, quand les Etats-Unis les utilisent. Bref, je tiens pour probable que l'Iran poursuivra sa production d'uranium enrichi, ne serait-ce que pour allonger la durée d'utilisation et la rentabilité de son trésor pétrolier, en développant sa production nucléaire d'électricité; et qu'il se dotera d'un certain armement nucléaire.

Quand tel sera bien le cas, (vers 2015 ou peu après, me semble-t-il), une dissuasion réciproque pourra s'établir entre Téhéran et Tel-Aviv. Mais, avant d'en arriver là, les Etats-Unis résisteront mal à la tentation d'agresser l'Iran pour détruire tout ou partie de ses centrales nucléaires, à moins qu'ils ne décident Israël à frapper un coup préventif, comme il le fit en décembre 1981, quand son aviation détruisit la centrale irakienne d'Osirak. Si les coups sont portés par les Etats-Unis, sans implication visible d'Israël, ce dernier subira une aggravation

²¹ Presque comparable à l'effondrement des tours du *World Trade Center*, en septembre 2001.

probable de son statut régional actuel, mais non une aggravation irrémédiable. Si, par contre, Israël est directement impliqué, il sera exposé à des tirs de missiles plus puissants que ceux dont le Hezbollah a pu faire usage. On peut douter qu'en ce cas l'affaire se limiterait à quelques échanges de salves, car maintes actions adventices qui n'émaneraient pas toutes du Liban et de Palestine viendraient probablement s'y greffer. Bref Israël serait exposé à de graves dégâts et pourrait se trouver entraîné de proche en proche dans une guerre plus que régionale qui pourrait le conduire à utiliser, en dernier recours, son armement nucléaire. D'autres cheminements peuvent conduire à ce même recours, telle une agression déclenchée par l'Iran ou par une coalition plus large incluant certains de ses voisins, ou encore, une série de conflits pétroliers aboutissant, de proche en proche, à un démembrerment de l'Arabie séoudite ou, à l'inverse, au rassemblement de ses zones pétrolifères avec celles d'Irak, d'Iran et des émirats du Golfe dans une sorte de Fédération Pétrolière Arabe. Toutes ces variantes - et bien d'autres - susciteraient une probable intervention américaine, mais aussi des réactions de la part des pays voisins et des clients majeurs du PMO, traditionnels comme le Japon et l'Europe ou nouveaux venus, comme l'Inde et la Chine. Bref, le PMO peut devenir le détonateur d'une guerre mondiale, mais il peut aussi, sur sa propre lancée, conduire à des guerres où le maintien sur place du peuple israélien deviendrait intenable. Dans ces situations, le désespoir d'Israël pourrait aboutir au scandale majeur que serait l'utilisation d'armes nucléaires par ce pays.

Ce sont ces diverses éventualités, en toutes leurs variantes, que je résume d'un mot : le suicide d'Israël. En explorant la dynamique probable du système mondial actuel²² j'ai été conduit à la conclusion que les impasses dramatiques où Israël pourrait se trouver ne relèvent pas d'une hypothèse marginale, mais ont une probabilité significative qui croît à mesure que s'allonge la durée des conflits avec les Palestiniens et qui croîtra plus fortement encore à mesure que les troubles de la transition vers l'après-pétrole.²³ entreront dans leur phase la plus aigüe. Si bien qu'à mon sens le suicide d'Israël peut provenir tant de son obstination à maintenir sa ligne politico-stratégique que de la cécité des amis d'Israël qui ne sauraient l'écartier à temps de cette ligne, fût-ce en l'y contraignant.

²² Voir note 1 ci-avant.

²³ Aujourd'hui limités à des hausses de prix saccadées, à une vive compétition pour l'accès aux ressources et à un regain de "nationalisations" des gisements nationaux point trop difficile à capturer.

Une révolution culturelle israélienne ?

Le seul remède anti-suicide qu'Israël puisse mettre en oeuvre avec de bonnes chances de réussite tient dans une formule simple, mais d'une application si délicate qu'un pays n'ayant pas comme lui la mémoire des souffrances, le respect des intellectuels et l'habileté manoeuvrière des marchands peinerait à la mettre en oeuvre. Il s'agirait, pour Israël, de travailler méthodiquement à se faire agréer au sein du PMO, en bâtissant obstinément des relations de bon voisinage avec tous les Etats voisins. Il s'agirait en somme, d'opérer une véritable révolution culturelle pour découvrir et enseigner les voies et moyens d'une coexistence pacifique avec les peuples arabes, perses, turcs et autres dont toutes les diaprures étaient présentes dans le PMO bien avant que les premières colonies juives viennent y rejoindre les très maigres communautés paleo-juives héritières de la Jérusalem antique.

En explicitant cette proposition, je vais omettre d'évoquer les précautions qu'Israël jugera nécessaire de prendre avant d'abaisser sa garde, sauf à souligner que le temps est compté. Quant aux trois phases que je vais distinguer, je souligne qu'elles sont présentées pour plus de clarté, mais ne préjugent pas du travail préparatoire que devraient accomplir les diplomates et autres spécialistes.

Par une démarche radicalement nouvelle - par exemple un geste inspiré de Sadate se rendant à la Knesset en 1982 - le Premier ministre israélien pourrait déclencher la novation souhaitable en présentant devant le Parlement beyroutin, ses excuses au peuple libanais tout entier; en offrant la caution d'Israël aux emprunts à long terme que le gouvernement libanais contractera pour financer la reconstruction des biens publics et privés détruits en 2006; et en annonçant le retrait des troupes israéliennes des territoires palestiniens, dans un délai maximum de x semaines, le temps que soient prises les précautions qui garantiront la sécurité d'Israël et de tous les peuples et Etats frontaliers. Israël se replierait alors dans les limites définies par la conférence de Genève, en juin 2004.²⁴ Outre les précautions envisagées par cet accord, Israël demanderait au Secrétaire Général de l'ONU de former très vite une force

²⁴ Conférence organisée par des personnalités palestiniennes et israéliennes qui complétèrent les accords esquissés à Camp David, en décembre 2000, par Clinton, Barak et Arafat, mais que ce dernier rejeta.

internationale de contrôle du respect de cet accord.²⁵ Enfin, dès le discours de Beyrouth, Israël annoncerait qu'au plus tard dans le mois suivant l'installation de cette force internationale, tous les prisonniers palestiniens qu'il détient auront été libérés et annoncerait son intention d'interrompre toutes les incursions en territoire palestinien.²⁶

En une seconde phase, à clore dans les 18 à 24 mois, Israël prendrait toutes dispositions utiles pour donner à ses habitants non-juifs, une pleine et entière citoyenneté israélienne (y compris en ce qui concerne les recrutements publics, la conscription militaire, etc.). Sans renier son histoire, il cesserait de se présenter comme un pur Etat national juif et confierait à une administration publique - et à elle seule - la gestion de l'état-civil et de la nationalité. Il envelopperait également l'aliyah traditionnelle par un droit explicite de la naturalisation et par une sévère délimitation des "double nationalité".²⁷ De même, le financement public des écoles religieuses de toute sorte serait supprimé dès que les capacités d'accueil de l'enseignement public auraient été portées au niveau nécessaire, soit au plus tard dans les trois à cinq ans.

Dans une troisième phase, enfin, qui pourrait d'ailleurs débiter assez vite, dès que le positionnement régional d'Israël se serait stabilisé - et au plus tard dans les cinq ans suivants l'application de l'accord de Genève - une série d'initiatives préparées de longue date entreraient en vigueur. Par conversion de l'UNWRA²⁸ et avec le concours d'une fondation créée par Israël pour recueillir les fonds provenant de la diaspora juive et des ONG, une Agence pour les Réfugiés Palestiniens (co-dirigée par Israël, la Palestine et une tierce partie choisie par leur commun accord, la Malaisie, par exemple) s'emploierait à reclasser définitivement tous les réfugiés immatriculés par l'UNWRA, en leur offrant :soit un retour sur le territoire israélien dans la limite d'un quota annuel défini; soit une installation définitive sur le territoire où est situé leur camp, avec aide à l'adaptation et acquisition de la nationalité locale; soit une émigration vers tel pays d'accueil (du PMO ou d'autres régions) dans la limite

²⁵ L'idée serait que sous l'autorité d'Etats tels que le couple Inde-Japon, cette force appelée à surveiller les frontières israélo-palestinienne resterait en place pour au moins cinq ans, renouvelables. Une autre variante serait d'étendre la mission de la FINUL. Etc.

²⁶ Incursions terrestres, maritimes ou aériennes, capture d'individus, assassinats ciblés, etc.

²⁷ En cas de menace majeure portant sur une ou plusieurs communautés de la diaspora juive, la Knesset garderait le pouvoir d'établir par une majorité qualifiée (2/3 par exemple) et pour une durée déterminée, mais renouvelable si besoin était, une procédure ultra-simplifiée d'accueil en Israël et d'admission dans sa nationalité.

²⁸ *United Nations Relief and Works Agency* créée dès 1948 pour l'accueil des réfugiés palestiniens dont elle gère les camps à Gaza, en Cisjordanie, au Liban, en Syrie et en Jordanie.

d'un quota annuel défini); soit enfin une indemnisation forfaitaire et définitive, sans assignation de destination, mais avec l'octroi d'une nationalité négociée par l'Agence. Un tribunal établi auprès de celle-ci, dans chaque pays doté de camps serait juge des litiges éventuels et les appels seraient tranchés par un tribunal central installé au siège de l'Agence. Par subventions et par collectes, Israël s'engagerait à financer ou à cautionner des financements pour l'Agence de façon telle que le reclassement définitif des réfugiés palestiniens soit réalisé en moins d'une décennie..

Dès le début de la troisième phase, parallèlement au reclassement des réfugiés, Israël s'emploierait en collaboration avec les pays intéressés - et selon des modalités convenues avec eux - à créer et à animer diverses autres Agences d'intérêt commun dont le premier exemple devrait être une *Agence de l'Eau* (pour les pays de l'ancienne Palestine mandataire et ceux de leurs voisins qui souhaiteraient s'associer à cette Agence²⁹ pour tout ou partie de leur territoire). L'approvisionnement urbain, l'irrigation, le traitement des eaux usées et telles autres fonctions convenant aux parties, telle la gestion d'installations de désalement de l'eau de mer pour accroître la ressource), seraient assurés par l'Agence de l'Eau dont les services seraient facturés selon un barème rationnellement défini. Toutefois, Israël qui a capturé la majeure partie des eaux du Jourdain et des nappes phréatiques palestiniennes, verserait pendant *n* années une subvention annuelle en dédommagement de ses pompages excessifs. En cas de litige, la Cour Internationale de La Haye serait compétente.

Parmi les autres Agences à créer au PMO, après celle de l'*Eau*, devrait figurer celle du *Logement*, tant la misère accumulée dans les bidonvilles est potentiellement explosive. Le PMO qui a rénové l'art de construire des palais et qui a édifié suffisamment de mosquées pour s'offrir une pause, devrait tourner ses efforts vers l'habitat. Il est temps qu'il acclimate sur ses terres arides les fraîches villas du M'Zab saharien et qu'il imite Kuala-Lumpur et Singapour, dans l'art de construire et de gérer de vastes cités. Pour ce faire, il s'agirait non pas d'irriguer les Bechtel et les Bouygues, mais de développer une industrie régionale de la construction, animée par des architectes, des entrepreneurs et des dizaines de milliers de travailleurs tirés du chômage urbain.

Pour le *Logement*, comme pour l'*Eau* - et les autres Agences qui leur seraient éventuellement adjointes - les efforts budgétaires des Etats destinataires devraient être

²⁹ La Syrie, privée d'une part de son approvisionnement du fait de l'annexion du Golan par Israël en serait membre de plein droit, dès qu'elle l'accepterait, c'est-à-dire sans attendre qu'un traité de paix ait été convenu avec Israël.

abondés par une *Agence pétrolière arabe* qui recueillerait les subventions à provenir des Etats pétroliers du PMO et des Compagnies exploitant leur pétrole et leur gaz. Collectées sur une base volontaire, ces fonds pourraient aussi résulter des accords et traités qui régleront ceux des conflits régionaux (de caractère militaire ou non) qui seront arbitrés ou dénoués par une intervention internationale. Les sommes ainsi recueillies seraient utilisées par l'Agence pour financer une ou plusieurs Banques de Développement du PMO ou pour abonder le financement bancaire de travaux d'intérêt collectif. L'idée stratégique serait de drainer un maximum de rente pétrolière vers des investissements générateurs d'emplois durables dans la région. Les précautions tactiques seraient de limiter à un taux très bas les frais de fonctionnement de l'Agence pétrolière et de favoriser son intervention envers et contre toutes les parties impliquées régionalement dans la montée vers l'après-pétrole.

Il serait certes facile d'imaginer toutes les difficultés qui pourraient entraver ou dévier l'application d'une telle politique, si Israël, devenu conscient de son intérêt à long terme décidait de la mettre en oeuvre et s'y tenait obstinément, non sans saisir les autres opportunités qui ne manqueront pas de s'offrir au cours des prochaines décennies pour s'affirmer comme bon voisin, actif et inventif. Mais aussi comme voisin prêchant d'exemple quand il s'agirait de calmer les autorités religieuses jouant les boute-feux, les groupes juvéniles et autres va-t-en-guerre de toute sorte, etc., sans oublier les prébendiers de la rente pétrolière. D'une révolution idéologique qui le secouerait assurément, Israël tirerait finalement un mérite historique : celui d'ancrer la diaspora juive, grâce à un Etat indépendant, non clérical, et solidement assis qui se substituerait à l'ancrage (objectif, mais potentiellement versatile) qui lui est actuellement fourni par la principale puissance capitaliste du système mondial temporairement en vigueur.

L'hypothèse de travail qui vient d'être présentée – pour permettre la survie de l'Etat d'Israël et, du même coup, pour concourir à une pacification régionale – peut sans aucun doute être enrichie, voire concurrencée, par d'autres initiatives dont il est facile de dresser une liste imaginaire, qu'il s'agisse d'actions prolongeant l'extraordinaire élan des Emirats Arabes Unis dans des voies débordant de beaucoup leurs prouesses capitalistes-marchandes; de vastes projets politiques visant à nettoyer radicalement les archaïsmes dynastiques et religieux de la péninsule arabe; ou même d'initiatives anticipant audacieusement sur les effets régionaux de l'après-pétrole; Mais aucun pouvoir d'Etat, bien établi et puissamment motivé, n'est semble-t-il apte à promouvoir de telles initiatives, à les guider en mobilisant la plupart des vraies puissances régionales, à commencer par l'Egypte, la Turquie et Iran, ni à canaliser les interférences américaines et autres. Paradoxalement, Israël est l'Etat le mieux à même de faire novation, car son expérience étatique est d'une grande modernité – nonobstant les archaïsmes

religieux qui l'engluent – tandis que sa motivation collective peut être des plus puissantes, car il s'agit de sa survie en tant qu'Etat.

Aider ou gêner Israël ?

Qui peut aider Israël à opérer une révolution culturelle comme celle qui vient d'être suggérée ? Qui peut, à l'inverse, bloquer une telle révolution ?

Au sein même d'Israël, des voix se font entendre, de temps à autre, pour suggérer des réorientations radicales. Ecrivant ceci, je trouve dans le *Herald Tribune*³⁰ un article d'un ancien officier israélien qui estime qu'il est temps qu'Israël se décide à devenir un Etat du PMO, c'est-à-dire d'une région de culture arabe. Il propose, à cette fin, que l'arabe ne soit pas seulement reconnu comme langue officielle par l'Etat - ce qu'il est - mais qu'il devienne une langue obligatoirement enseignée et que les bureaux, les tribunaux, les services publics en fassent effectivement usage, jusqu'à inclure à tous les niveaux de ces institutions des arabophones qualifiés - comme il est d'usage au Liban voisin. La proposition me semble tout à fait pertinente, mais je la crois d'effet trop lent. Je crains en effet que la lente absorption d'une culture arabe qui résulterait d'une pratique courante de cette langue, ne puisse produire des effets pleinement utiles que d'ici trois ou quatre générations, alors que l'urgence qui presse Israël se mesure en années plutôt qu'en décennies.

Au reste, les voix qui se font entendre en Israël et dans la diaspora n'expriment pas une véritable crainte, même lorsqu'elles sont inquiètes. Le plus souvent, un certain mépris des Arabes, une confiance à peine ébréchée dans la supériorité et le savoir-faire de l'armée et une tranquille croyance dans le soutien américain sont les composantes principales d'une opinion publique où les critiques - point trop rares- sont souvent myopes. :Aujourd'hui, elles soulignent les défaillances militaires de 2006; hier, elles mettaient en doute les capacités d'un nouveau gouvernement où les généraux sont rares; avant-hier, elles se dispersaient entre l'appel à une colonisation accélérée et l'espoir d'une paix confortant le statu quo. Rien de cela n'est à l'échelle des tempêtes qui montent à l'horizon. Il est vrai que les grands retournements d'opinion - les "révolutions culturelles" - éclatent souvent à l'improviste, comme un mai 1968 français. Mais je crois qu'il est temps que les esprits déjà éclairés ou profondément inquiets

³⁰ Avi Azrielli - *Talking to the neighbors - It's time Israel embraced the Mideast* - I.H.T. du 31 août 2006;

donnent de la voix, sans attendre l'éveil général d'une opinion qui, d'ailleurs, pourrait basculer vers des vues plus bellicistes encore que celles des dernières années.

Je doute également que des opinions pertinentes mûrissent dans les communautés diasporiques, hormis quelques rares cercles mieux avertis ou plus réfléchis. L'existence d'Israël y est souvent perçue comme une sorte d'assurance contre de nouvelles catastrophes, même si elles devaient être moins monstrueuses que l'extermination massive réalisée ou provoquée par l'Allemagne nazie dans presque toute l'Europe³¹, si bien que l'idée de critiquer Israël sur autre chose que des affaires particulières ou des péripéties de second ordre est très généralement bloquée par une exigence morale, un commun devoir envers les morts des décennies 1930 et 1940. Je crains que cette vision moralisatrice contribue à l'aveuglement de communautés qui vivent loin du PMO, maintenant que les réactions des Etats arabes à la création d'Israël et aux défaites qui l'ont suivie ont entraîné l'éviction de presque toutes les communautés diasporiques de cette région. Je forme, certes, le souhait que la diaspora juive s'alarme en temps utile, qu'au lieu de raréfier ses visites familiales et touristiques en Israël quand "ça va mal là-bas", elle s'interroge sérieusement sur le "pourquoi ça va de plus en plus mal là-bas"?. Mais il faudra sans doute que les interrogations de l'opinion israélienne finalement nourries par la situation locale entrent en résonance avec les inquiétudes politiques de leurs pays d'adoption pour que ces communautés en viennent à des craintes utiles. Pourvu qu'on s'y souvienne à temps que les catastrophes sont des avalanches que l'on peut encore arrêter à leur début, mais difficilement par la suite : en 1932, plutôt qu'en 1942.

Israël ne vit pas quelque nouveau 1932 ou, en tout cas, n'en a pas conscience, parce que l'ombre tutélaire des Etats-Unis³² l'abrite. Mais c'est là un jugement myope. A supposer qu'aucune inflexion politique n'intervienne de sitôt aux Etats-Unis, Israël doit quand même se

³¹ Mon inculture biblique m'empêche d'utiliser le terme "Shoah" parce que je n'en comprends pas le sens et les connotations. En outre, je pense que le crime germano-européen des années 1930 et 1940 est mal analysé quand on oublie les massacres de tziganes et d'homosexuels qui l'ont accompagné; quand on ne le situe pas dans la chaîne des massacres qui se sont succédé au 20^e siècle, du fait de l'industrialisation de la guerre, de la conscription généralisée sur fond d'exaltation nationaliste et du surcroît de barbarie stimulé par la révolution bolchevique; quand on omet, enfin, les éclairages qu'un comparatisme attentif à l'échelle démographique, spatiale et temporelle tirerait de massacres commis sous d'autres cieux et en d'autres siècles ou millénaires..

³² La plus importante des communautés diasporiques vit aux Etats-Unis. Les Juifs américains sont plus nombreux que les Juifs israéliens. Il est permis de penser que, dans le reste de la diaspora, un éventuel refuge américain a plus d'attrait qu'un potentiel refuge israélien.

demander ce que deviendra l'intérêt de cette puissance pour le PMO, quand - après avoir peut être redoublé à mesure que le pétrole se raréfiera - il sera orienté par la dure désintoxication de l'après-pétrole. Israël n'est pas un Canada adossé à un puissant voisin, ni une puissance qui soit, par elle-même, en position d'élever la voix dans un système mondial que la Chine, l'Inde, le Japon, les Etats-Unis et l'Europe - si elle est suffisamment unie et organisée - apprendront à piloter plus ou moins de concert. Le PMO pèsera peu dans ce système-là, sauf si quelques puissances régionales sont en position de l'orienter dans ce nouveau contexte; L'Iran semble s'y préparer, la Turquie aussi. L'Egypte et un Irak peut-être restauré pourront être de la partie. Israël - s'il a survécu jusque là - ne pourra s'y mêler en tant que satellite lointain de la planète nord-américaine. Pour qu'il pèse bon poids dans le PMO de la seconde moitié du 21^e siècle, il faudra qu'il ait réussi à s'ancrer solidement dans cette région, qu'il y ait trouvé des alliés, à tout le moins des amis, et pas d'ennemis surpuissants. La liste des Etats du PMO sur lesquels il pourrait s'appuyer est aujourd'hui complètement vide. Il est grand temps qu'Israël entreprenne de s'ancrer là où l'histoire l'a placé.

Mais son choix ne sera guère aidé par les Etats-Unis. Si Israël "embrassait le PMO", il se heurterait à une réticence, voire à une hostilité de son principal allié d'aujourd'hui. Pour la vaincre, deux voies lui sont ouvertes qui pourraient d'ailleurs se recouper d'ici une bonne dizaine d'années. Ou bien, il convaincrerait les Etats-Unis que leur ambitieuse façon de réformer le PMO est inepte - ce dont, d'ailleurs les populations régionales se chargent fort bien - et il tenterait de les entraîner dans son nouveau sillage, ce qui ouvrirait des perspectives régionales fort intéressantes, mais que je ne projette pas d'explorer ici. Ou bien il s'emploierait à surmonter les réticences américaines en s'appuyant sur certains au moins des Etats européens (et d'autres régions) et en recherchant l'appui des communautés juives des Etats-Unis, lesquelles auraient sans doute besoin d'être travaillées à cette fin. Le virage d'Israël serait peut-être plus facile à prendre, si les orientations catastrophiques de l'administration Bush³³ était démenties par de nouvelles élections et si un désengagement hors des principaux borbiers militaires du PMO devenait pensable.

Mais il se pourrait aussi que l'Etat d'Israël, seul partisan ultime de sa propre survie ait à se débattre contre les réserves de son "grand frère" américain, contre les réticences de communautés diasporiques difficiles à arracher de leur erre actuelle et contre les fortes minorités politiques et surtout religieuses qui, en son sein, se crisperaient en défense du statu quo, si bien que les alliés utiles d'un gouvernement israélien engagé dans une survie audacieuse

³³ C'est-à-dire dont Bush est, tout au plus, le porte-étendard.

devraient être trouvés dans diverses parties de la "communauté internationale" où il s'en trouverait assurément. Mais assez ? et assez vite ?

Au total, je soutiens qu'Israël approche d'un carrefour décisif - probablement même vital. S'il poursuit sur sa lancée actuelle, dans le sillage de l'Amérique, en attendant que celle-ci se soit embourbée au PMO jusqu'à l'écoeurement ou qu'elle ait asséché le pétrole régional (avec l'aide du monde entier), il a de fortes chances de ne pas survivre aux spasmes régionaux des prochaines décennies. Mais s'il fait volte face et s'efforce de s'enraciner réellement dans le PMO, en termes économiques, politiques et culturels, en cessant d'y entretenir une inimitié générale - et souvent même une haine mortifère - il pourrait assurer sa survie en tant qu'Etat. Et si, par surcroît, il réussissait à obtenir un honnête soutien de la part des Etats-Unis après les avoir aidés à se libérer de leurs guerres bushiennes, ses chances de devenir l'une des puissances régionales se concrétiseraient finalement.

Les grandes guerres du 21^e siècle

(Pourquoi et comment éviter que les Etats-Unis s'en mêlent ?)

Dans ma Flandre natale, on avait une longue habitude des guerres qui se hissèrent des seigneureries aux villes, puis aux provinces, avant de se laisser envelopper par des nations, mais qui, toujours, ravagèrent le plat pays et ruinèrent parfois les villes. Les armées des Etats-nations de facture récente furent particulièrement ravageuses durant le 20^e siècle. Ypres devint, pour un temps, le haut lieu d'une nouvelle arme, le gaz de combat qui provoquait l'effroyable ypérite. La fois d'après, Dunkerque s'effondra bruyamment autour de moi, au cours d'une brève bataille qui préluda à l'absolue défaite de la France que de Gaulle déguisa plus tard en victoire. La lointaine Stalingrad offrit bientôt un exemple de meilleur aloi, puis Hiroshima détrôna à tout jamais Ypres dont l'arme nouvelle ne tuait les hommes que par dizaines, sans bien trier entre les tranchées ennemies et amies. Depuis lors, un fait inouï est advenu dans cette région – et dans beaucoup de ses voisines à quelques centaines de kilomètres à la ronde - aucune armée n'y a plus traîné ses chausses, aucune arme nouvelle n'y a fait ses preuves. Pour un peu, on y oublierait la guerre, n'étaient les Etats locaux – spécialement l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne - qui continuent de lever des troupes pour "pacifier" des zones lointaines ou pour y "défendre des intérêts nationaux" de qualité souvent douteuse.

Dans le système mondial plusieurs fois transformé où j'ai vécu, les guerres n'ont pas manqué, mais leurs axes, leurs enjeux et leurs méthodes se sont plusieurs fois modifiés. Le 20^e siècle a été scandé par deux guerres mondiales d'origine européenne. La première s'est achevée vers 1920, par la montée en puissance des Etats-Unis et par le déploiement, en Russie, d'une révolution qui devint contagieuse sinon exemplaire. La seconde mit fin à l'ancienne prééminence de quelques puissances européennes, consacra la nouvelle suprématie américaine, mais engendra également une longue guerre froide polarisée par les Etats-Unis, champions d'un capitalisme expansif, et la Russie, habillée en URSS, qui coalisa vaille que vaille les Etats que les traités de paix plaçaient sous sa tutelle et ceux que des

révolutions locales adjoignaient à son "camp socialiste". Dans le monde ainsi réagencé de vastes changements déployèrent peu à peu leurs conséquences. L'affaiblissement de l'Europe encouragea bientôt une décolonisation de l'Asie, puis de l'Afrique, qui ne s'acheva qu'au milieu des années 1970. L'arme nucléaire empêcha les Etats-Unis et l'URSS de s'affronter militairement, puis offrit à la Chine l'occasion de dénouer son alliance avec la Russie. Le tout s'accompagna d'une floraison de guerres périphériques en Corée, au Vietnam, etc. Enfin, la médiocrité des performances économiques et politiques de l'URSS affaiblit son contrôle sur ses voisins européens et finit par ronger sa cohérence propre. Ainsi, les années 1989-91 virent apparaître un nouveau système mondial où la suprématie des Etats-Unis devint mondiale.

Tel est, en somme, le bilan d'entrée du 21^e siècle, pour qui veut l'examiner sous l'angle de son potentiel guerrier. Bilan que le rapport 2005 du *Human Security Center* de l'Université de Vancouver (Canada) qui dénombre les victimes sur les champs de bataille du 20^e siècle assortirait d'une note d'espoir, puisqu'il souligne le net déclin de ces tueries depuis les années 1970, mais il faut déchanter : certes les guerres coloniales sont quasiment achevées et les guerres inter-Etats se sont raréfiées, mais les conflits rangés sous la rubrique des guerres civiles se sont multipliés, quel que soit leur habillage ethnique, terroriste, mafieux, religieux ou autre. Mieux vaut changer d'éclairage pour apercevoir les risques de guerre majeure, en observant, cas par cas, les tensions révélées par les dynamiques régionales étudiées par ailleurs, les conflits dont ces tensions portent la menace ou, à l'inverse, les transformations pacifiantes qu'elles pourraient produire.³⁴ Ensuite, il sera temps de s'interroger sur la portée générale des armements (nucléaire ou autre) et sur le rôle actuel ou potentiel des armées. Au terme de cet itinéraire complexe, la réflexion pourra enfin s'orienter vers les capacités belligènes ou pacifiantes que les transformations attendues ou provocables du système mondial lui-même pourront induire dans l'ordre militaire. La guerre est, en effet, un fait social total, à condition d'appliquer cette formule durkheimienne à la totalité des sociétés co-présentes dans le système mondial qui les intègre.

Panorama des guerres actuelles ou potentielles

En 2006, la priorité revient assurément au Proche et Moyen-Orient (PMO) où Israël est en guerre quasi permanente depuis sa création en 1948, où l'Afghanistan a connu

³⁴ Voir le tome premier de *L'inventaire du 21^e siècle* qui est disponible sur le présent site.

peu d'années paisibles depuis l'intervention russe de 1980 et où la Syrie et l'Iran se sentent menacés par les Etats-Unis, le tout risquant de déborder, au nord, vers l'Asie centrale détachée de l'URSS et à l'ouest, vers les pays de l'autre rive de la Mer Rouge, sans compter les nuages annonciateurs de l'après-pétrole qui, déjà, s'accumulent à l'horizon.

J'ai détaillé la menace pesant sur l'existence même de l'Etat d'Israël dans une étude particulière³⁵ où les vulnérabilités croissantes de ce pays se dessinent nettement. Sauf à imaginer que l'alliance américaine lui procurera une garantie pérenne, à jamais renforcée par l'équipement nucléaire dont il est seul à disposer au PMO, les chances de stabilisation de cet Etat (enclin à l'attaque préemptive) diminuent à mesure que la supériorité démographique de tous les autres Etats de la région s'amplifie, tandis que la quantité de pétrole vendable au reste du monde par le PMO se réduit d'année en année. Tel est le ressort principal d'une crise qu'Israël envenime par ce qu'il croit être sa légitime défense. Sauf novation, la seule politique qui permettrait à ce pays de survivre comme tel tout au long du 21^e siècle serait d'inverser sa démarche du dernier demi-siècle, pour travailler d'arrache-pied à se faire accepter par tous ses voisins proches et moins proches.

Justifier cette conclusion oblige à visiter tout le borbier régional dont la malheureuse Cisjordanie et la misérable bande de Gaza ne sont que de tristes échantillons. L'Irak attaqué par les Etats-Unis en 2003 achève l'année 2006, après avoir perdu bon nombre de ses services publics et un gros tiers de son PIB annuel. Il titube au bord d'une guerre civile à fronts multiples qui pourrait déborder vers la Syrie et l'Iran, sans compter divers autres voisins, tel le Liban, soumis en août 2006 à une agression israélienne qui a détruit, en trois semaines, beaucoup de ses immeubles et de ses équipements publics. L'Iran auquel les Etats-Unis n'ont jamais pardonné l'affront qu'il leur infligea en 1979³⁶, s'attend depuis des années à une attaque semblable à celle qui a visé l'Irak. Le prétexte en a été rajeuni depuis que ce pays affiche sa volonté de se doter d'un équipement nucléaire. A plus court terme, il joue pleinement des solidarités qu'il a ravivées avec la majorité chiite d'Irak, nonobstant les pénibles souvenirs de la guerre que l'Irak lui fit subir en 1980-88. Mais les Etats-Unis peinent à trouver des alliés pour les accompagner dans cette nouvelle aventure et des alibis pour la justifier devant l'opinion arabe et internationale, d'autant que la Russie voisine et la Chine,

³⁵ Voir sur le présent site : *Comment éviter le suicide d'Israël*.

³⁶ Le Shah restauré en 1953, quand fut chassé Mossadegh, nationalisateur du pétrole iranien, fut à son tour renversé en 1979 par une "révolution khomeyniste" dont les ultras retinrent en otages, pendant plus d'un an, tous les personnels de l'ambassade américaine à Téhéran et divulguèrent les archives de la CIA locale.

grande cliente du pétrole iranien, ne manifestent aucune inquiétude à l'idée que l'Iran devienne une puissance nucléaire.

D'année en année, le PMO est de plus en plus volcanique. La destruction de l'appareil d'Etat embryonnaire de la Palestine, l'arasement de l'appareil d'Etat irakien, à commencer par ses branches militaire et policière, le handicap infligé à un appareil d'Etat libanais qui n'était déjà pas des plus cohérents sont les conséquences, délibérées ou non, des offensives américaines et israéliennes, mais ne sont assurément pas les promesses d'un rapide rétablissement de l'ordre. A supposer que les émirats du Golfe persique dont plusieurs ont commencé d'investir leurs rentes pétrolières en activités durables continuent d'évoluer de la sorte, on doit craindre que l'Arabie séoudite - amas de tribus mal coagulées par un Etat médiocre où la rente amenuise l'impôt et où une milice cléricale surclasse la police - perde le peu de cohérence qu'elle a acquise. Privée de rente pétrolière suffisante pour calmer ses prébendiers, l'Arabie risque d'exploser entre un intégrisme wahhabite expansif, un commerce centré sur le pèlerinage de La Mecque, une projection djihadique d'équipées à la Ben Laden, et une diaspora nostalgique des rentes passées. Quand ceci adviendra, vers le milieu du siècle, le miséreux Yemen et la Jordanie aux ambitions dynastiques encore vives ne seront pas seuls à guigner les dépouilles de l'Arabie, car les Etats survivant aux tensions évoquées plus haut participeront à la curée dans la mesure de leurs forces, tandis que les géants régionaux d'Egypte, de Turquie et d'Iran tenteront d'encadrer le devenir régional, si les puissances mondiales de l'époque leur en laissent la possibilité. Bref, le PMO demeurera pour plusieurs décennies la matrice de guerres à rebondissements complexes dont certaines pourraient déraper vers une grande guerre mondiale.

Quoique récurrentes, les guerres d'Afghanistan n'ont pas la même portée potentielle. Elles peuvent se nourrir de la culture du pavot qui est parfois de grande ampleur. Elles peuvent aussi réactiver les énergies régionales-tribales qui ont été colorées d'idéologies diverses par les coups d'Etat révolutionnaires d'avant 1980, par les subversions pakistano-américaines d'après 1980, par les enracinements religieux ou djihadiques des talibans d'après 1988 et par toutes les incursions ultérieures. Il est probable, en effet, que les interventions militaires et financières des Etats-Unis et de l'Europe, ne déboucheront ni sur un Etat significatif, ni sur des enjeux entraînant les républiques d'Asie centrale, ni sur des engagements majeurs du Pakistan. L'Asie centrale sera soumise aux vigilances de la Russie et de la Chine, aujourd'hui liées par "l'organisation de coopération de Shanghai" qui mûrit depuis 2001 et a des chances sérieuses de se transformer en une alliance précise que l'on retrouvera plus loin. Certes soucieux de l'Afghanistan, le Pakistan a néanmoins d'autres

intérêts propres: ses travailleurs émigrés le rendront attentif aux évolutions de l'Arabie et des émirats du Golfe, ses traditions l'inclinent à suivre de près les transformations des Indes. De l'autre côté du PMO volcanique persistent les drames propres à une Afrique où les désordres tribaux sont encore de règle. L'immense Soudan ne semble pas apte à pacifier de sitôt ses tribus hétérogènes du sud et de l'ouest et à leur épargner les massacres et les rapines. L'immense et désertique Tchad qui survit grâce aux aides militaires françaises et à un peu de rente pétrolière n'est pas en mesure de former un Etat bien assis. L'Ethiopie qui a une tradition étatique un peu mieux fondée ne peut néanmoins assurer la cohérence de ses vastes périphéries où le désordre est récurrent, tant du côté de la Somalie que de l'Erythrée. Bref les sources du Nil et les plaines qui les entourent risquent, hélas ! de subir des misères longuement renouvelées, génératrices de guerres énormes, mais sans débouchés politiques durables. J'ai dit ailleurs quelles interventions me semblent nécessaires pour accélérer les coagulations étatiques souhaitables.³⁷ Non sans quelques variantes, il en va de même pour l'énorme Congo (ex-Zaïre) et ses voisins occidentaux et orientaux. L'Afrique risque de produire de multiples guerres locales ou régionales, dont aucune ne deviendra mondiale, faute d'entraîner les puissances prépondérantes du système mondial, ce qui n'empêchera pas ces "petites" guerres de produire des massacres semblables à ceux dont l'Afrique décolonisée a souffert depuis les années 1980. Autrement dit, l'une des inventions majeures d'un 21^e siècle, attentif au bâti d'Etats solides devrait trouver en Afrique son principal point d'application. Mais les promesses d'une telle invention ne se laissent entrevoir qu'aux extrêmes sud et nord de ce continent..

L'Asie contient un second foyer potentiel de guerres mondiales autour de la Mer de Chine septentrionale. Presque contemporaine de la création d'Israël, la guerre de Corée serait oubliée, n'était la coexistence de deux Etats coréens dont l'un distend ses liens avec les Etats-Unis, tandis que l'autre est classé par ces derniers sur "l'axe du mal". Le Japon semble partager les craintes des Etats-Unis à l'égard de cette Corée du nord. De son côté, la Chine s'emploie à calmer les tensions que cette Corée ravive en essayant de devenir une puissance nucléaire. L'inquiétude chinoise est autre. Pékin soupçonne les Etats-Unis de duplicité, car ils ont reconnu en 1975 que Taïwan est une province chinoise, mais poursuivent néanmoins leur aide militaire à cette île dont ils soutiennent les velléités d'indépendance. La Russie, dernière des puissances importantes de l'Asie du nord-est, est peu mêlée à ces deux conflits, et elle garde ses distances avec le Japon, qui n'a jamais accepté l'annexion de Sakhaline effectuée en

³⁷ Voir *l'Inventaire du 21^e siècle*, Tome 1, chapitre 4 : *L'Afrique en gésine*.

1945, tout en vendant audit Japon du pétrole extrait de cette île. Les interférences de ces divers conflits sont compliquées par la montée en puissance de la Chine et donc par la perspective d'un difficile rééquilibrage de ses rapports avec les Etats-Unis. Le regain de vigueur du Japon et la convalescence de la Russie vont interférer avec cette perspective. J'ai donc consacré une étude spéciale à cette zone qui pourrait devenir la matrice d'une grande guerre mondiale.³⁸ La pluralité des puissances nucléaires dans cette région, accrue par la probable accession du Japon à cet armement, oblige à s'interroger sur les chances d'une dissuasion réciproque entre plus de deux puissances. De ce point de vue, j'explore dans l'étude précitée l'hypothèse que l'établissement de relations non hiérarchiques entre la Chine et les Etats-Unis, puis avec leurs principaux compétiteurs, n'est pas une totale utopie. Des dizaines de millions de morts ou le bâti d'un autre cœur du système mondial : telle pourrait être l'alternative qui sera tranchée ici.

Parmi les incidentes de ce drame central, il faut prendre en compte les relations futures du Japon avec l'Asie du sud-est où, après l'échec, en 1945, de sa *Zone de Coprosperité Asiatique* d'ossature militaire, il a réussi, à partir des années 1960, à diffuser une certaine coprosperité marchande. Son anémie d'après 1980 a brouillé ce succès, mais le Japon aujourd'hui revivifié tentera sans doute de poursuivre sur cette lancée. Il se trouvera ainsi au contact de marchands et de banquiers chinois et indiens dont les incursions économiques s'ajouteront à celles grâce auxquelles la Corée du sud, Taïwan, la Malaisie et la Thaïlande ont pris de l'élan. Quand le Vietnam et peut-être les Philippines auront rejoint cette dynamique, la région centrée sur Singapour, deviendra l'un des hauts lieux du 21^e siècle, mais peut-être aussi le théâtre de conflits variés, à moins que "*l'ASEAN + 3*" continue de calmer ces conflits³⁹. Le sens et le volume des migrations internationales, l'éventuel saupoudrage de diasporas nouvelles, ajoutées à celles des Chinois et des Philippins et surtout, l'émergence dans tout ce réseau d'îles et de presqu'îles, d'une puissance qui s'affirmerait plus impérieuse que les autres pourrait toutefois démentir cette hypothèse optimiste, à moins que la Chine, l'Inde et le Japon découvrent le moyen de piloter coopérativement cette région où ils prédomineront vraisemblablement.

³⁸ Voir *Comment solder un siècle de guerres inabouties en Asie du nord-est*, étude disponible sur le présent site.

³⁹ On trouvera des précisions sur cette organisation – qui promet une zone de libre-échange, mais produit surtout une forme de coopération économique-politique, dans *l'Inventaire du 21^e siècle*, tome 1, chapitre 6

Une autre zone asiatique à considérer est celle des Indes et de leur périphérie. De la partition de 1947 aux toutes dernières années; l'Inde et le Pakistan se sont livrés quatre guerres et n'ont jamais cessé de s'affronter par guerillas interposées, notamment au Cachemire. Pour sa part, l'Inde a également provoqué ou subi plusieurs conflits frontaliers sur les confins chinois et aux limites du Bangla Desh, tout en étant soumise aux contrecoups des révoltes tamoules du Sri Lanka. Ces tumultes ont des chances de perdurer. Le statut nucléaire reconnu au Pakistan – sur lequel, je reviendrai plus loin – ouvre néanmoins l'éventualité d'une dissuasion réciproque avec l'Inde qui écartera probablement la perspective d'une guerre frontale entre ces deux pays, mais ne pacifiera le Cachemire que si les deux pays conviennent d'un arrangement acceptable par les populations locales. Toutefois, la fragilité de l'Etat pakistanais et les soubresauts qu'il pourrait connaître du fait des guerres du PMO (y compris celle d'Afghanistan et celles qui adviendront dans la zone arabique) ne permettent pas de poser une hypothèse fermement optimiste à ce propos. On peut craindre par ailleurs, que le Népal et surtout le Sri Lanka tardent à se pacifier.

En quittant l'Asie par le nord-est, on rencontre une dernière zone de conflits – ouverts ou potentiels – où se manifestent les divers stades de la décomposition de l'URSS et même de la Russie proprement dite. En Asie centrale, les républiques découpées à l'époque stalinienne dans l'ex-Turkestan russe, semblent pouvoir survivre, car elles ont hérité, non point de frontières "naturelles", ni de découpages "ethniques" qui garantiraient leur cohérence, mais bien d'Etats assez appareillés et de classes dirigeantes toutes faites. En effet, celles-ci ont perduré au prix de quelques arrangements avec les survivants des élites religieuses, par suite d'arbitrages parfois brutaux entre les divers clans de "cadres" soviétiques. Depuis quinze ans, elles trouvent leur assise dans l'exploitation de ressources locales (agricoles plus qu'industrielles, pétrole, base spatiale, etc.) et parfois dans la location aux Etats-Unis de bases d'où mener la guerre d'Afghanistan. Mais rien ne garantit leur stabilité à long terme, si elles cessent d'être étayées et contenues par la Chine et la Russie.. Or cet adossement pourrait faiblir, notamment si les Ouïgours du Xinjiang ne trouvent pas leur compte dans l'essor chinois ou si les troubles caucasiens se généralisent, à partir de l'abcès tchéchène, sans compter les contagions "pétrolières" qui pourraient provenir des républiques transcaucasiennes, mal remises de leurs guerres récentes (Arménie-Azerbaïdjan) ou de leurs

dissensions présentes (Géorgie).⁴⁰ La décomposition de la République yougoslave et les complications occasionnées par les Albanais vivant en son sein ou à son voisinage préfigurent, peut-être, une évolution à laquelle la Russie tente d'échapper. En Europe, les Etats-Unis soumis à la concurrence mal finalisée des puissances européennes ont aidé à calmer les tensions balkaniques, d'autant qu'ils craignaient qu'une aide "djihadique" aux musulmans de Bosnie y fasse mûrir une sorte d'abcès afghan. Ils s'aventurent aussi en essayant de détacher l'Ukraine de la Russie, comme si un tel "refoulement" devait parachever leur victoire dans la guerre froide.

Enfin, les Etats-Unis ne risquent-ils pas d'être entraînés, aux Amériques même, par de nouveaux conflits ? Leurs interventions *covert or overt*⁴¹ d'après 1945 (Guatemala, Chili, Panama, Grenade) pourraient aisément être suivies d'opérations multiples dans les Caraïbes ou dans l'isthme central et plus encore, dans les zones pétrolières de l'hémisphère sud ou dans les pays "en proie" à une révolution qu'ils jugeraient "contagieuse". La succession de Fidel Castro, l'éviction de Hugo Chavez sont des prototypes possibles. A l'inverse, une opération visant à débarasser la Colombie des paramilitaires dont le foisonnement a été favorisé au nom de la "guerre contre la drogue" ne serait pas unimaginable s'il fallait satisfaire un Congrès devenu sage. On peut même concevoir qu'au moment où les affres de l'après-pétrole deviendraient insupportables, faute de précautions suffisantes, la capture de ce qu'il resterait de gisements pétroliers au Mexique, au Venezuela, en Equateur et ailleurs, devienne une aventure tentante. Mais on peut douter que ces entreprises aillent très loin, non par crainte d'une "doctrine de Monroe inversée", soutenue (à l'ONU notamment) par une Europe ou une Chine devenues justicières, ni même en raison des solidarités latino-américaines qu'elles pourraient souder, mais bien parce que le jeu n'en vaudrait pas la chandelle. Hormis quelques courtes fougades, les Etats-Unis hésiteront beaucoup avant de mettre leur *backyard* à feu et à sang, dans le monde qui vient, monde où l'actuelle dissymétrie entre les puissances va se réduire, où les ennemis potentiels seront de moins en moins désarmés et où les "fidèles alliés" et autres "amis" deviendront de plus en plus circonspects. Telle est du moins la perspective qui va se dessiner, me semble-t-il, à mesure que les transformations détaillées ou supputées

⁴⁰ Ce pays est menacé par l'indépendantisme de républiques autonomes enkystées en son sein et, plus encore, par les efforts américains visant à prendre pied localement et par les pressions russes qui répondent à ces efforts

⁴¹ A visage découvert ou clandestinement

jusqu'ici se réaliseront.⁴² Encore faut-il vérifier si ce pronostic (optimiste à moyen-long terme, sinon pour la prochaine décennie) ne sera pas démenti par l'évolution des capacités militaires des Etats-Unis et des autres puissances, ni par le frileux rassemblement de trop d'Etats sous l'aigle américain. Car on peut craindre les "Grandes Armées" que les émules des Perses de haute époque ou des Français napoléonisés peuvent rassembler contre les Grèce ou les Russie d'aujourd'hui.

Bombes, missiles et kamikazes

Depuis un an, le tableau militaire mondial du 21^e siècle est devenu un peu plus prometteur. En effet "l'empire du chaos" – excellente formule d'Alain Joxe – semble pouvoir reculer, au bénéfice de la dissuasion.⁴³ Au prix de massacres répétés qui pourraient déraper vers une guerre civile de longue haleine, d'autant plus féroce qu'elle prendrait souvent l'allure d'une guerrilla urbaine, l'Irak est en passe de bloquer l'offensive américaine contre "l'axe du mal". Les projets d'attaque de l'Iran et même de la Corée du nord sont rentrés dans les cartons d'un Pentagone dont Rumsfeld et Wolfowitz ont été évincés. La pacification du Proche et Moyen-Orient est loin d'être acquise pour la Palestine, Israël et le Liban, mais l'empilement des conflits semble pouvoir s'arrêter là pour un temps. Néanmoins, les questions militaires mises en relief depuis la fin de la guerre froide demeurent entières : l'armement nucléaire va-t-il continuer de se banaliser ? la dissuasion dont il peut être crédité va-t-elle s'étendre de ce fait ? d'autres armements et d'autres façons de guerroyer vont-ils annuler cette évolution ? et le recul des armées nationales va-t-il se poursuivre au bénéfice de formations nouvelles dont le contrôle politique devient incertain ?

Pour ce qui est du nucléaire, la liste des Etats concernés semble devoir s'allonger. Non parce que les renonçants, plus ou moins volontaires (Brésil, Argentine, Indonésie, Egypte, Union sud-africaine) changeraient d'avis : au contraire leur effectif s'est accru de la Libye et de trois pays ex-soviétiques (Biélorussie, Ukraine et Kazakstan), virtuellement rejoints par les autres républiques d'Asie centrale qu'un pacte, patronné par la Chine et la Russie, vient de constituer en zone dénucléarisée. Mais bien par l'effet des *rogue States* classés sur "l'axe du mal". En 2006, la Corée du nord a fait éclater une bombe expérimentale, mais elle ne semble pas disposer d'engins miniaturisés. De son côté, l'Iran fait grand bruit de ses équipements d'enrichissement de l'uranium et de sa volonté d'acquérir la pleine maîtrise du nucléaire militaire. Il faudra quelques années encore pour que la Corée du nord affermisse son statut de neuvième puissance nucléaire⁴⁴ et moins, sans doute, pour que l'Iran prenne place au dixième rang. Toutefois, des négociations répétées, assorties de menaces et de compensations diverses viendront sans doute étaler ces deux mouvements. Mais le fait est que la Chine et la Russie ne manifestent aucune inquiétude particulière à la perspective d'un équipement iranien. Le cas de la Corée est plus complexe, car la perspective d'une unification des deux Corées, fût-elle lointaine, en modifie les données. Le Japon qui ne craint pas vraiment la Corée du nord, voit d'un plus mauvais œil l'idée d'une Corée unifiée et nucléarisée. La démarche chinoise pourrait

⁴² Voir les deux tomes de *L'Inventaire du 21^e siècle* disponibles sur le présent site.

⁴³ Voir le *Dossier n° 5* du Tome 2 de *L'inventaire du 21^e siècle*, qui est disponible sur le présent site.

⁴⁴ Derrière les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité, plus Israël, l'Inde et le Pakistan.

être affectée, elle aussi. Mais surtout les perspectives de cette Asie du nord-est seront profondément marquées par l'attitude des Etats-Unis, vis-à-vis de Taïwan, des Corées et du Japon. Dans l'essai auquel renvoie la note 5 ci-avant, je crois avoir montré que, pour l'essentiel, le sort de la paix dans cette région se jouera autour de l'armement nucléaire d'un Japon s'affranchissant des entraves qui lui ont été imposées depuis 1945. A l'horizon de la prochaine décennie où ces diverses potentialités se déploieront, on pourrait même s'attendre à ce que d'autres nouveaux venus s'installent sur la scène nucléaire. Peut-être la Suède, la Suisse ou le Canada qui en ont la capacité financière et technique; plus probablement encore l'Allemagne, sauf le cas difficilement concevable aujourd'hui, où la France et l'Allemagne réussiraient à inventer un condominium militaro-nucléaire, éventuellement assorti de prolongements vers l'Angleterre (si celle-ci détachait les liens spéciaux qui la lient aux Etats-Unis) ou, à l'inverse, vers la Russie, après que celle-ci ait fini de "mettre de l'ordre dans sa maison", notamment en l'équipant d'institutions politico-culturelles donnant pleine confiance à ses partenaires. Il ne faut pas s'étonner de voir apparaître de telles perspectives, ni écarter sans réflexion maintes autres variantes, car le 21^e siècle sera assurément nucléaire par besoin d'énergie, par rééquilibrage des puissances et par dynamisme industriel. La question n'est plus d'empêcher cette évolution, ce que les promoteurs du Traité de Non-Prolifération n'ont pas su faire, faute d'une réduction drastique des stocks américains et russes dès les années 1990. L'idée d'une capacité minimale de dissuasion qui avait germé en Inde comme en Suède s'est heurtée à l'orgueil des puissances – y compris les petits nucléaires d'Angleterre et de France. La perspective la moins déraisonnable que l'on puisse désormais viser est celle d'une capacité minimale de dissuasion à **n** participants, c'est-à-dire celle d'équilibres régionaux correctement emboîtés, sans prévalence d'une puissance solitaire et, s'il se peut, sans cristallisation de deux ou trois "alliances" aptes à se jalouser mondialement. Aussi difficile soit-elle à concevoir et à gérer, une telle perspective est moins périlleuse, même pour les grandes puissances d'aujourd'hui et de demain, qu'une dérive cahotique vers de réelles guerres nucléaires.

Au reste, l'armement nucléaire qui est en constant "perfectionnement" chez les principales puissances⁴⁵ laisse néanmoins celles-ci presque impuissantes lorsqu'il faut combattre des tribus africaines armées de machettes (Liberia), des nations féroce­ment accrochées à leurs pays (Vietnam) ou des peuples et peuplades dont la "pacification" relève de méthodes plus policières que militaires, impliquant une bonne connaissance des langues et cultures locales (Somalie, Irak, etc.). Mais les armées hautement industrialisées répugnent à ces basses besognes. Leurs dirigeants militaires et politiques ont d'autres soucis, surtout lorsqu'ils enveloppent l'ennemi dans des concepts presque sans signification territoriale (guerres contre la drogue ou, pire, guerres contre "le terrorisme mondial"). L'étanchéité des frontières revient paradoxalement à la mode, dans un monde où les transports internationaux foisonnent, au risque de voir importer des "armes de destruction massive" à des fins terroristes. Le fantasme suprême se fixe aujourd'hui sur les missiles à moyenne et longue portée, ces nouveaux chevaux de l'Apocalypse. S'en protéger par des "boucliers anti-missiles" est une illusion répandue par Reagan, dont la "guerre des étoiles" n'a jamais trouvé

⁴⁵ Consolidation des capacités de première frappe et de riposte, miniaturisation en armes nouvelles, dopage nucléaire d'obus et de bombes, notamment pour la destruction de bunkers enfouis, etc.

d'armements efficaces pour parer à coup sûr la plongée de missiles balistiques. Multiplier les boucliers de ce genre à l'échelle de régions particulières n'est guère plus efficace, quoi qu'en pense Israël dont le mur cisjordanien ne peut arrêter les menus missiles artisanaux pas plus que les missiles *Patriot* fournis par les Etats-Unis n'ont pu contrer pleinement les missiles Scud, de fabrication russe, tirés par l'Irak en 1991. Néanmoins, les états-majors s'obstinent, car les boucliers, majeurs ou mineurs, servent de prétexte à l'établissement de nouvelles bases polyvalentes et au bâti "d'alliances" pour les gérer. Les Etats-Unis plus que d'autres pays cultivent désormais cette formule qui permet d'ajouter à leurs réseaux de bases terrestres, navales et aériennes, des assises nouvelles pour téléguides les satellites d'exploitation commerciale et déployer du même coup, des instruments de mesure et d'écoute qui épaississent le lacis des stations militaires connectées à celles de leurs fidèles alliés anglais, australiens et autres.

Cependant, les pays détenteurs de missiles aptes à frapper loin sont de plus en plus nombreux et ils sont rejoints par des utilisateurs d'avions sans pilote, ces drones qui ne sont plus des jouets d'enfant, mais des armes de terrain. Du missile portable qui est une sorte de grenade très efficace contre les tanks et contre les avions et hélicoptères volant à basse altitude, aux missiles guidés, la panoplie s'enrichit fréquemment. Elle atteint ses sommets de portée et de précision avec les missiles de croisière et, plus encore avec les missiles balistiques intercontinentaux porteurs de plusieurs ogives nucléaires. Parer cette arme que des leurre et d'autres ruses rendent imparable est évidemment le souci suprême des Etats-Unis et de la Russie, mais la Chine, le Japon et l'Europe sont sans doute déjà ciblés par de tels engins ou le seront avant longtemps, comme toutes les autres puissances se hissant vers leur niveau. On peut juger cette situation épouvantable, en raison des craintes que provoque l'hypothèse de certains peuples (ou dirigeants) supposés enclins au suicide collectif, mais on peut tout aussi bien la juger riche des possibilités nouvelles qu'une dissuasion en voie d'extension, si ce n'est en voie de quasi généralisation pourrait déployer avant la fin du 21^e siècle.

Néanmoins, le repérage des guerres à venir – et le prolongement des guerres en cours – oblige à redescendre vers d'autres échelles d'observation. Israël ne craint pas les fusées intercontinentales, mais tente de se protéger contre toutes les armes à courte et moyenne portée, y compris celle qui l'inquiète le plus : le neo-kamikaze, auteur d'un attentat suicide. Le nom *kamikaze* s'est répandu lorsqu'en 1944-45, le Japon qui perdait la guerre navale du Pacifique, a mis en œuvre toutes ses ressources culturelles et militaires pour envoyer à la mort une génération d'apprentis pilotes dont l'avion devenait une bombe plongeant sur un navire ennemi. Les kamikazes du Proche et Moyen-Orient sont des individus, certes encouragés par

la culture locale, mais motivés par un puissant esprit de revanche ou de lutte et leur action requiert une organisation plus délicate qu'un vol sur la pleine mer, donc une organisation terrestre et ramifiée qui donne prise aux contrôles policiers préventifs ou de terrain. La rareté des kamikazes en Irak et leurs regains dans toute l'ex-Palestine mandataire attestent d'une différence de nature : Israël ne maîtrisera jamais cette guerre des faibles contre sa force, fût-ce à grand renfort d'"assassinats (plus ou moins) ciblés" s'il n'effectue pas la révolution culturelle suggérée dans l'étude "anti-suicidaire" qui lui est consacrée (voir note 2 ci-avant).

La valeur des territoires change du tout au tout dans les guerres majeures d'aujourd'hui et de demain. Non point celle des territoires imaginaires, comme celui où est censé se livrer une "guerre contre la drogue" qui rappelle la guerre contre l'alcool à laquelle les Etats-Unis se livrèrent vainement, durant les années 1920. Ni celle des territoires à conquérir pour arrondir un domaine monarchique ou un empire colonial, car les annexions de ce genre sont désormais désuètes, hormis les Etats en gestation, encore abondants en Afrique. Mais plutôt celle des territoires transnationaux enrichis et vulnérabilisés par l'essor du commerce mondial. Les réseaux d'oléoducs et de gazoducs qui foisonnent à partir de la mer Caspienne, qui sillonnent l'Asie comme les voies ferrées transcontinentales structurèrent l'Amérique du nord au 19^e siècle et qui plongent sous la mer du Nord pour parachever leur trame européenne vont encore gagner d'autres régions en s'étirant au sud de l'Asie et de l'Amérique. L'Afrique n'aura sans doute pas le temps de bénéficier d'un tel maillage avant que son pétrole soit épuisé, mais celui-ci nourrit un autre espace international requérant un fort gardiennage : celui des canaux, détroits et défilés qui pourraient devenir des cibles pour attentats terroristes ou pour blocus moins clandestins. Ces mêmes voies sont traversées par des flottes marchandes exposées à des regains de piraterie, notamment dans le détroit de Malacca. En un sens, les énormes porte-conteneurs qui font la navette de l'Asie à l'Europe et à l'Amérique renouvellent, par leur masse imposante⁴⁶ ce que les Vénitiens réalisèrent avec leurs convois de galères marchandes protégées par de légères galères de guerre. Quelques leçons se dégagent de ce parallèle : il faut l'accord et le soutien de toutes les souverainetés établies au long des parcours les plus risqués pour que la navigation soit calme et rentable et ce résultat suppose que les autorités des divers sites y trouvent leur compte, que les lois et coutumes du cru soient connues et respectées. Bref que le transterritorial et l'international respectent les peuples locaux et leurs

⁴⁶ Eventuellement protégée par des forces navales américaines, britanniques, allemandes et françaises à partir de bases régionales comme Djibouti ou sous couvert de l'OTAN, etc.

institutions. La vitesse qui est aujourd'hui de règle n'y change rien : la soudaineté et la violence des attaques finissent toujours par équilibrer la mobilité et la protection des cibles.

Grande Armée ? Légion Etrangère ?

L'OTAN, création éminente de la guerre froide, lui survit depuis 1990 et tente de se transformer en quelque chose qui ne réussit pas à prendre tournure. L'OTAN première manière ne livra jamais bataille ouverte. L'OTAN survivante guerroye loin de l'Atlantique nord qui la vit naître, mais ne réussit pas à monopoliser les guerres des "bons" contre "l'axe du mal" et les autres trublions réels ou supposés du système mondial actuel. Son pilote américain la transformerait volontiers en une *Légion Etrangère* projetable en n'importe quelle région du monde, mais les refus et les passivités de certains de ses "adhérents" et "partenaires" et l'hostilité polie ou explicite de beaucoup de ses non-membres obligent son promoteur à façonner, cas par cas, des *coalitions of the willings* où les volontaires coalisés forment des ensembles plus hétéroclites que la *Grande Armée* avec laquelle Napoléon fit un célèbre aller-retour de Paris à Moscou. Rien n'est acquis dans ce bricolage international, car les guerres enchevêtrées qui en sont l'objet – ou le prétexte – ont des enjeux politiques qui dépassent de très loin les considérations militaires auxquelles les états-majors américains aimeraient les réduire. En définitive, ce qui se cherche à tâtons, c'est la structure globale d'un système mondial en mutation accélérée.

Dans l'essai intitulé *L'Europe ou les Europes*,⁴⁷ j'ai détaillé la première vie de l'OTAN. Née pour organiser le soutien des Etats-Unis et du Canada aux pays européens effrayés par l'URSS et son "camp socialiste",⁴⁸ l'OTAN est restée l'arme au pied devant toutes les crises du camp oriental, notamment lors des révoltes polonaise et hongroise de 1956 et durant le "printemps de Prague" de 1968, mais elle a intégré les armées d'Europe occidentale dans une organisation unifiée sous commandement américain, par la coordination des budgets militaires et l'adoption de procédures et d'armes identiques. Seules les troupes coloniales des Etats ouest-européens et leurs survivances d'après la décolonisation sont demeurées hors cette organisation intégrée, championne de "l'interopérabilité" des moyens militaires. Parallèlement, le commerce international de ces pays a été expurgé des exportations de

⁴⁷ Essai de 2003 téléchargeable sur le présent site.

⁴⁸ Sans prendre formellement le risque d'exposer le territoire nord-américain à une frappe nucléaire russe, si des armes de ce type devaient être employées en Europe même.

matériel "sensible" vers le "camp socialiste". Enfin, l'OTAN a aussi servi de couverture à des actions politiques, souvent surnoises, visant à protéger lesdits Etats des "mauvaises" majorités parlementaires où figureraient "trop" de communistes ou de neutralistes. Les réticences exprimées par certains Etats n'ont pris un peu d'ampleur que du côté de la France devenue "gaulliste" en 1958.

La mauvaise volonté française a reçu divers soutiens après la destruction du mur de Berlin et l'implosion de l'URSS et de son "camp européen". Diverses tentatives, appuyées par l'Allemagne et quelques autres pays ont essayé de donner vie à une armée européenne ou à un commandement politico-militaire européen poliment incorporé dans l'OTAN. Mais les tergiversations françaises, les concours britanniques rares et ambigus, les participations allemandes toujours limitées par un refus de porter atteinte au "parapluie" américain et les variations politiques de ces pays (comme des autres Etats de l'Europe naguère occidentale) ont donné du champ aux contre-maîtrises américaines. D'autant que les Etats dégagés du "camp socialiste" ou dissidents de l'URSS se sont très généralement jetés vers les Etats-Unis pour se protéger d'éventuels retours de flamme de la Russie. Quelques projets proprement européens ont vu le jour dans le domaine des armements (avions, missiles, navires spécialisés, etc.) et ont même esquissé en matière aéro-spatiale une réelle concurrence au monopole du contrôle aéro-satellitaire visé par les Etats-Unis (Arianespace, Galileo, etc.) Toujours est-il que l'armée européenne autonome est une espérance pour certains et une utopie pour d'autres. La plupart des Etats européens peu engagés dans le reste du monde s'assoupissent volontiers dans la niche otanienne.

Au cours des années 1990, la confusion a été grande. L'Europe, sans guerres internationales depuis quarante-cinq ans redécouvrit, à travers l'enchevêtrement des guerres balkaniques, la vigueur et la cruauté des conflits nationalitaires. Tandis que la Yougoslavie fédérale se découpait en Etats-nations aux contours taillés avec acharnement, l'Albanie implosait puis se reconstituait, non sans interférences avec les luttes des minorités albanaises qui tentaient de s'émanciper de la Serbie et de la Macédoine. En configurations diverses, l'ONU, l'Union Européenne, plusieurs Etats de cette Union dont la France et l'Allemagne, mais aussi les Etats-Unis et l'OTAN refusèrent ou acceptèrent d'intervenir, de concert ou à des fins diverses. Quand le siècle s'achèva, la remise en ordre de cette région demeurait inaboutie et ses perspectives n'étaient pas toutes clarifiées. Dans ce brouillard sanglant, l'OTAN ne put s'affirmer comme acteur important, du fait des hésitations américaines et des contradictions européennes. En 1999, tandis que la campagne aérienne pour évincer l'armée serbe du Kosovo battait son plein, son *Initiative pour le Sud-est européen* fut une pure gesticulation.

Durant cette même décennie 1990, une nouvelle guerre éclata au fond du golfe Persique. L'Irak envahit et annexa le Koweït, peut-être pour se payer des services rendus aux Etats-Unis par les années de lutte contre l'Iran (1980-88), mais ces derniers, missionnés par l'ONU, rassemblèrent une énorme coalition pour libérer le Koweït et battre l'Irak. Il ne fut guère question d'entraîner l'OTAN dans cette action tout-à-fait extérieure à l'Europe et qui ne devait rien aux manœuvres d'une URSS, alors déliquescence. Les Alliés qui s'associèrent aux Etats-Unis furent nombreux et hétéroclites pour exécuter, en février-mars 1991, l'opération que les Américains appelèrent *Tempête du désert*. Plus de 500.000 Américains et de 100.000 Séoudiens, 35.000 Egyptiens et 65.000 Arabes de divers Etats du Golfe furent rejoints par 36.000 Britanniques et 19.000 Français. Vingt-sept autres pays adjoignirent à cela des renforts décomptés avec bienveillance : ainsi, la Turquie procura 95.000 hommes, mais se contenta de les déployer sur sa frontière avec l'Irak, alors que la plupart des autres Alliés n'apportèrent que des centaines ou de petits milliers d'hommes. A cela s'ajoutèrent des contributions financières dont la plus généreuse fut celle du Japon (13 milliards de \$) Cette immense armada suréquipée écrasa l'armée irakienne en peu de semaines, mais s'abstint d'occuper le pays vaincu.

Quand s'achèva le 20^è siècle, l'OTAN essaya de faire bonne figure. Elle créa en 1997 un *Conseil de partenariat euro-atlantique* en direction des "partenaires" nouveaux, venus d'Europe de l'est , en attendant qu'ils deviennent "membres" à part entière. En 2002, elle créa un *Conseil OTAN-Russie* pour apaiser les craintes russes qui, néanmoins, s'accrochèrent à mesure que les Etats de l'ancien pacte de Varsovie furent intégrés à l'OTAN, avant d'y être suivis par les trois républiques baltes détachées de l'URSS. Quand l'Ukraine oscilla au bord de l'adhésion en 2004-05 et que, presque aussitôt, la Géorgie sembla se laisser charmer par les mêmes sirènes, la coupe déborda. Nonobstant le *Partenariat pour la Paix* établi entre Washington et Moscou en septembre 2000 et les divers concours américains qui concrétisent ce Partenariat pour financer des destructions de mines terrestres, des transferts d'armes nucléaires des ex-républiques soviétiques vers la seule Russie et des transports de matériaux fissiles excédentaires vers les Etats-Unis, la Russie se rebiffa. Le président ukrainien pro-OTAN élu en 2004 se heurta à une vive résistance politique interne à laquelle la Russie n'est pas étrangère. Les manœuvres conjointes otano-ukrainiennes, coopérativement organisées en Crimée (où la Russie garde le contrôle de la grande base navale de Sébastopol) furent chahutées. Les amorces de coopération esquissées par l'OTAN en direction de la Biélorussie furent coincées en 2005. Bref, les Etats-Unis découvrirent que la Russie est prête à défendre sa zone d'influence, son "étranger proche", c'est-à-dire les conquêtes de la Grande Catherine

au 18^e siècle et celles des tsars suivants, dans les steppes et au delà du Caucase. Les souvenirs de la "Grande guerre patriotique" de 1941-45 refont surface : il n'est pas dit que l'avance extrême des armées allemandes, finalement bloquées à Stalingrad, serait suivie quelques décennies plus tard, par l'avance extrême d'un OTAN plus tenace. Mais cette opinion particulièrement sensible chez les Russes installés en Ukraine (dont ils forment au moins la moitié de la population), décrit une frontière internationalement reconnue et définitive.⁴⁹ Comme pour les républiques ex-soviétiques d'Asie centrale, déjà évoquées à propos des intérêts conjoints de la Chine et de la Russie, on est ici dans une zone potentiellement conflictuelle.

C'est d'ailleurs en Asie centrale et au Proche et Moyen-Orient que se situent les principaux engagements des Etats-Unis après les attentats qu'ils subirent en septembre 2001 : nouvelle guerre d'Afghanistan et ses suites toujours brûlantes; nouvelle guerre d'Irak commencée en 2003 et dont l'issue, apparemment peu glorieuse, reste à trouver. Le premier de ces conflits écrasa les talibans – propulsés vers le pouvoir, dix ans plus tôt, par une aide pakistano-américaine substantielle.⁵⁰ L'Europe finança la reconstruction d'un Afghanistan fort mal en point, mais elle dut bientôt apporter un concours militaire pour policer cette région; Avec d'autres figures que dans les Balkans, un second ballet fut dansé par l'ONU, les Etats-Unis, certains pays européens et l'OTAN. Les sournoiseries ou les incapacités du Pakistan et l'énorme regain de la culture du pavot se mêlent, aujourd'hui encore, à l'activisme des talibans pour entretenir une situation confuse où Kaboul n'a presque aucune prise sur la moitié de ses provinces. Le second conflit d'Irak, conduit par une armée américaine nettement moins substantielle que celle qui intervint lors de la présente guerre du Golfe,⁵¹ renforça cette dernière par des contingents multiples où la Grande-Bretagne (ex-mandataire de la Société

⁴⁹ A ces propos teintés par les propagandes électorales d'Ukraine ou de Géorgie, on peut adjoindre les termes plus diplomatiques employés, dans le même temps, par Ivanov, ministre des Affaires Etrangères de Russie : "Nos partenaires au Conseil OTAN-Russie doivent nous montrer qu'ils prennent au sérieux nos préoccupations relatives à nos frontières" Ou encore : "L'entrée de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN serait un glissement de terrain d'ampleur colossale" (*a colossal geopolitical shift* dit la version anglaise).(septembre et octobre 2006).

⁵⁰ Elle-même consécutive à une invasion soviétique effectuée, en 1980.

⁵¹ Rumsfeld, installé au Pentagone par Bush en 2000 modifia considérablement la panoplie américaine : toujours plus d'avions et de missiles modernisés, mais des armées terrestres allégées et rapides. En outre, il fit le pari que ses soldats libérant l'Irak de la dictature de Saddam Hussein et du parti Baas seraient accueillis en libérateurs.

des Nations en cette région) fit seule un apport substantiel. Pour le reste, les "coalisés volontaires" résultèrent de choix politiques divers : des pays européens qui désapprouvaient les refus allemand et français de laisser engager l'OTAN et quelques rares "pays musulmans" désirant prouver que l'islam n'était pas en cause, le tout accompagné de partenaires plus variés dont le principal fut le Japon, qui saisit cette occasion pour exporter une part de son armée défensive vers un théâtre d'opération où elle se cantonna dans des missions pacifiques. Arrivée en 2003, cette Grande Coalition souffrit d'entrée de jeu de l'abstention turque qui ferma l'une des voies d'accès terrestre. Mais la puissance américaine déferla sur un Irak mal remis de sa guerre précédente. La promenade militaire initiale ne tarda pas à tourner au chaos, faute de moyens politiques, policiers et administratifs pour remettre le pays en ordre et en marche. Les clivages religieux, les tensions ethniques, les rapines tribales et, bientôt, les révoltes politiques se mêlèrent dans presque toutes les provinces (hormis les Kurdes du nord) à des interventions discrètes, mais substantielles des pays voisins. Dès 2005, la coalition se délitait, à la fin de 2006, il n'y reste plus, pour l'essentiel, que des Britanniques et des Américains fort pressés de partir, tandis qu'une constitution et un parlement point trop mal élus ne peuvent soutenir un gouvernement de coalition sans visée commune, adossé à une administration déchiquetée. La guerre d'Irak s'achèvera on ne sait quand, ni comment. Quant aux tentatives, plusieurs fois répétées pour y entraîner l'OTAN, elles se sont chaque fois engluées. Pour l'essentiel, les Etats européens – autres que l'Angleterre – qui ne se sont vu offrir aucune prise réelle sur les décisions politico-militaires de 2001 à 2006 ont tergiversé plus encore que dans l'affaire afghane, au point que leurs "caveats" ont réduit un peu plus la liberté de manœuvre du commandement américain.⁵²

Les Etats-Unis ne pourront pas choisir de sitôt entre la ferme conversion de l'OTAN en *Légion étrangère* à leur service et l'organisation de *Coalitions* spécialisées cas par cas. La première voie les tente, des échos fréquents, venus de Washington, évoquent l'étrange liste des Etats qui pourraient ou devraient être adjoints à l'OTAN, au delà des républiques ex-soviétiques dont la séduction serait à poursuivre : les Etats balkaniques, en tête desquels la Serbie semble être désormais rangée; et les amis fidèles – ou supposés tels – que sont, pour les Etats-Unis, Israël, l'Australie et le Japon. A l'horizon de ces rêveries on voit se profiler une

⁵² Dans le jargon juridico-militaire de l'OTAN, un *caveat* désigne une mise en garde, un mode d'emploi limitatif, bref une restriction à ce que le commandement peut faire avec les troupes et les matériels relevant de tel pays "membre" ou "partenaire". Un *caveat* est à l'*interopérabilité*, ce qu'un frein est au moteur d'un véhicule.

réforme de l'OTAN qui gommerait ses références géographiques initiales pour mondialiser son profil en tant que *Légion Etrangère*.

Les perspectives esquissées depuis l'Europe ne sont pas moins confuses. Il est vrai que "l'Europe de la défense" s'essouffle faute de capacités de financement"⁵³ et de choix politiques clairs, que les succès d'Arianespace sont contrebalancés par les graves difficultés des nouveaux Airbus; que le Galileo (rival du GPS américain) est retardé par des désaccords où le stratégique se mêle au financier; que les liens avec la Russie deviennent problématiques.⁵⁴ Tout aussi problématique est le sort d'une armée européenne (dans ou hors, voire contre l'OTAN) dont il existe de-ci de-là divers embryons ou séquelles : la brigade franco-allemande; un état-major fantôme à Bruxelles; un accord anglo-français de mise en commun des porte-avions; des engagements plusieurs fois renouvelés, mais à géographie variable, visant à réserver aux industries européennes d'armement une meilleure part des budgets militaires européens; et d'occasionnelles nouveautés, telle cette gendarmerie européenne esquissée à Nordwijk (Pays-Bas, 2004) et dotée d'un commandement à Vicence (Italie, 2006)⁵⁵; etc. L'année 2006 s'achève avec un projet d'armée européenne indépendante de l'OTAN avancé par le leader parlementaire des Sociaux-démocrates allemands, mais aussitôt rejeté par le Président polonais. Ce n'est ni le premier, ni le dernier projet de ce genre, mais ni son contenu, ni son contexte ne lui permettront de surmonter victorieusement l'hostilité américaine (enrobée dans un refus otanien) à toute proposition émancipant l'Europe.

Les Etats-Unis, coupables inconscients

L'impression générale qui se dégage des pages précédentes, comme de beaucoup des textes du présent volume, est que les Etats-Unis seraient les principaux responsables des guerres récentes et les probables déclencheurs des grandes guerres futures. Au temps de la guerre froide, l'URSS partageait ou accaparait ce triste rôle, mais son

⁵³ Le Monde, 14 novembre 2006

⁵⁴ La Pologne essaie vainement d'opposer un "OTAN de l'énergie" au projet d'oléoduc sous la Baltique que dirige l'ex-chancelier Schröder en association avec le fournisseur russe. L'établissement de liens économiques plus diversifiés et plus larges entre l'Union européenne et la Russie se heurte de son côté à une opposition polonaise.

⁵⁵ Elle associe présentement la *Guardia civil* espagnole, l'*Arma dei carabinieri* italienne, la *Maréchaussée royale* hollandaise, la *Guardia national* portugaise et la *Gendarmerie nationale* française. Les 800 hommes dont elle dispose seront étoffés de renforts, selon les besoins et les apports de nouveaux adhérents.

rabougrissement en une Russie peu présente sur la scène internationale, laisse toute la place aux Etats-Unis. Même en amont des guerres ouvertes, on les devine piaffant d'impatience devant une Amérique latine qui tourne mal, on les voit brutalement hyperactifs dans tout le Proche et Moyen-Orient, on les sent aux aguets autour de la Chine et des débris de l'URSS qu'ils n'ont pas encore récupérés, on les voit se rapprocher de l'Inde et se renforcer dans toute l'Asie du sud, y compris l'Insulinde. Il faut faire un détour par l'Afrique pour les supposer moins présents en apercevant une Angleterre et surtout une France encore mêlées à diverses "petites" guerres. Si l'on passe par la stratosphère pour terminer cette revue sommaire, on y constate une écrasante présence des Etats-Unis, lesquels viennent de préciser, en octobre 2006, une *national space policy* où ils déclarent leur hostilité à tout traité, présent ou passé, qui réduirait leur liberté d'action dans cet espace nullement national.⁵⁶ Tous les autres acteurs semblent réduits aux seconds rôles ou à la figuration sur une scène mondiale où la vedette américaine tient une place énorme avec son réseau de surveillance aéro-satellitaire, ses flottes présentes dans tous les océans, ses bases terrestres également omniprésentes, hormis l'Asie russe et chinoise aux marges desquelles elles viennent se loger. A ces accessoires de scène par trop visibles, la CIA ajoute, de façon souvent plus discrète, sa toile d'araignée quasiment mondiale tandis que sa cousine aux grandes oreilles, la NSA⁵⁷ (assistée par les principaux Etats britanniques) dispose de bases multiples en d'autres régions, de l'Europe au Japon.

Pour corriger cette image simpliste, il faut se souvenir que les Etats-Unis, tardivement contaminés par la fièvre impérialiste du 19^e siècle européen, n'ont guère guerroyé après avoir achevé (en 1812-15) leur émancipation d'avec l'Angleterre et avoir massacré beaucoup d'Indiens. Que, depuis l'indépendance, leur territoire n'a jamais été occupé par une armée étrangère. Que les deux guerres mondiales du 20^e siècle qu'ils n'ont pas provoquées, les ont trouvés aux rangs des vainqueurs – et même au tout premier rang en 1945. Leur entrée en lice ne peut être réduite aux sauvetages de la démocratie qu'une pieuse légende glorifie, mais jamais jusqu'alors, ils ne se sont élancés sur les traces des conquérants irrépressibles, qu'ils soient "révolutionnaires" comme Napoleon, "nationalitaires" comme Bismarck, ou "hyper-impérialistes" comme Hitler. Leur dernier grand vaincu a été le Japon, tardivement lancé dans un bâti d'empire à l'anglaise ou à la française. Toutes ces occurrences sans chevalier blanc

⁵⁶ Le *New York Times* appelle cela "*a macho space policy*" et en souligne les périls pour les USA eux-mêmes.

⁵⁷ *National Security Agency*, agence écoutant – dit-elle- 18 milliards de communications par an

doivent être décrites avec des nuances de gris et même de noir, mais parmi les puissances évoquées, les Etats-Unis relèvent d'un gris très pâle.

Leur rôle a changé après 1945 où ils ont partagé avec la Russie soviétique toutes les noirceurs de la guerre froide et des soubresauts qui l'ont suivie pendant plus d'une décennie. Puis il s'est modifié du tout au tout au début du 21^è siècle. Non point du fait de l'accession à la Présidence, en 2000, du Républicain Bush Jr, plus inculte encore que Reagan de glorieuse mémoire, mais par la réponse que son entourage et les forces qui l'inspirent l'ont conduit à donner à l'attentat de septembre 2001. Ici, je vais traduire les réflexions qu'Arthur Schlesinger Jr ⁵⁸ a consacrées au tournant stratégique alors amorcé..⁵⁹. Il caractérise la politique initiée sous Truman, dès le début de la guerre froide, comme une combinaison d'encerclement (*containment*) et de dissuasion (*deterrence*) qui est devenue le principe d'une politique bipartisane sous la présidence d'Eisenhower et a été ensuite soutenue par tous les Présidents, de Kennedy à Clinton. "*Pendant les longues années de la guerre froide, la guerre préventive était impensable (unmentionable). Ses avocats étaient considérés comme des cinglés (loonies).*" Le Président Bush Jr a remplacé cette politique "*qui visait à assurer la paix en prévenant les conflits (prevention of war) par une politique qui vise à assurer la paix par une guerre préventive*".

Pour qui ne partage pas les illusions et les simplismes des neo-conservateurs aux vues desquels Bush Jr s'est ainsi rallié, l'erreur stratégique était évidente. La vraie difficulté était – et demeure – d'en repérer les racines et les remèdes, ce que Schlesinger ne réalise que très imparfaitement, parce qu'il ne déborde pas des visées diplomatico-militaires dont il a l'expérience et ne trouve pas dans l'histoire – américaine ou mondiale – dont il est spécialiste de nouvelles avenues où s'engager. Ni lui, ni la plupart des intellectuels américains, ni la quasi totalité des élites politico-culturelles de ce pays ne peuvent pousser plus avant leurs réflexions sur un pays où ils sont immergés, car aucune force politique, syndicale, religieuse ou autre de quelque importance ne peut les aider à prendre vis-à-vis de l'ordre social existant une distance critique qui mettrait en doute les idées communément reçues sur les mérites des Etats-Unis, sur les qualités de leurs institutions démocratiques, sur les labeurs obstinées et souvent inventifs de tous ceux qui s'activent en ce pays – y compris les nouveaux venus que

⁵⁸ Schlesinger Jr , né en 1917, est un historien qui a servi dans l' Administration Kennedy. Son père Arthur Schlesinger Sr (1888-1965) fut un influent professeur à Harvard.

⁵⁹ Le texte cité est un compte-rendu publié par Schlesinger dans *The Nex York Review of Books* , Vol. 50, n° 16, du 23 octobre 2003.

l'immigration apporte sans cesse – sur les fréquentes générosités du peuple américain, sur les services qu'il a rendus aux Européens empêtrés dans leurs guerres et à maints autres peuples, sur la confiance qu'ils ont très souvent en leur Dieu, y compris dans ce temps où les croyants des religions du Livre biblique font place peu à peu à des fidèles d'autres confessions.

J'arrête là cette esquisse rudimentaire de l'idéologie américaine⁶⁰, pour en souligner la portée. Elle est le discours commun – riche de variantes et nuances – par lequel les Américains et les immigrés qui s'insèrent parmi eux communient dans un stock de valeurs partagées, dans un éventail de certitudes et de motivations. C'est-à-dire dans une représentation du monde qui ne peut représenter le monde dans sa réalité mondiale, mais qui retrace seulement ce qu'on en voit communément quand on est américain. Evidemment, les peuples qui vivent ailleurs baignent dans d'autres représentations du monde qui peuvent avoir, parfois, des traits communs avec celle des Américains, mais qui en diffèrent toujours – et parfois du tout au tout. Si bien que, par exemple, quand une troupe américaine doit policer un quartier de Bagdad, l'incompréhension réciproque est de règle. Toutes ces idéologies diversement détaillées selon les peuples ont une qualité commune : ce ne sont pas des discours de vérité, des représentations rationnelles ou scientifiques, mais des amas de savoirs empiriques, de normes traditionnelles ou légales, de "vérités révélées" dont quelque clergé se fait gardien, de rêveries singulières, etc.

C'est dans cette brume épaisse que divers appareils spécialisés – inégalement développés et diversement orientés, d'un pays à l'autre, tentent de dégager une éclaircie, qu'il s'agisse d'une clairière scientifique, d'un champ d'action technique ou de cent autres investigations qui se veulent utiles au peuple à desservir⁶¹. Ainsi, par exemple majeur pour le monde actuel, c'est dans le brouillard de l'idéologie américaine que les pouvoirs établis aux Etats-Unis se représentent les "intérêts nationaux" de leur peuple, les "intérêts vitaux" de leur nation, les "priorités internationales" en vertu desquelles l'Etat doit orienter ses activités.

Les institutions politiques américaines sont suffisamment démocratiques, les medias américains suffisamment pluriels et contradictoires, les débats politiques suffisamment transparents pour qu'on puisse se faire une idée plus claire qu'en bien d'autres pays de la façon dont les "intérêts vitaux" américains sont formés, exprimés et défendus. En effet, dans le brouhaha politique et médiatique incessant de cette société, les intérêts particuliers des

⁶⁰ Sur *Les structures idéologiques*, je renvoie au tome 6 de *La Société*, ouvrage disponible sur le présent site.

⁶¹ Ou, s'il est fermement asservi, à ses diverses classes de dirigeants.

entreprises, des églises, des syndicats, des professionnels de toute sorte, des familles de tout acabit, etc se laissent apercevoir : ils sont rapportés ou sondés, ils se cristallisent en appareils spécialisés, ils s'expriment par divers votes, etc. Tout cela n'est pas dépourvu d'ignorance et d'opacité et les filtres qui totalisent les comportements, les opinions, les votations, etc ne sont pas omniprésents ni d'égale qualité. Les pouvoirs politiques n'opèrent pas à l'aveuglette, ni par caprice, ils s'orientent dans ce dédale d'informations, en vertu de leurs capacités institutionnelles, de leurs limites culturelles propres et des partis, *lobbies*, *think tanks* et autres relais spécialisés qui les approvisionnent. Ainsi, le Président en exercice aux Etats-Unis⁶² extirpe de l'idéologie américaine une idée des "intérêts vitaux" de son pays et de la bonne façon de les servir dans une situation donnée dont il a une représentation "qui vaut ce qu'elle vaut".

Quand une douzaine de "terroristes" - saoudiens pour la plupart - s'arment de Boeings pour effondrer les deux plus hautes tours de New-York, de quels "intérêts vitaux" le Président en exercice et les mini-groupes dirigeants qui l'entourent se sentent-ils responsables ? Au delà de l'émotion surmédiatisée qu'ont à gérer les divers échelons d'un pouvoir d'Etat fort décentralisé, les appareils d'espionnage et de police, les faiseurs d'opinion et les autres appareils pertinents pour s'exprimer, quelles idées globales des "intérêts vitaux" à servir voit-on se dégager ? Bien évidemment, sont mis à contribution des intérêts politiques (diplomatiques, militaires et autres), des intérêts économiques (financiers, industriels et autres) et des intérêts culturels (patriotiques, religieux, propagandistes et autres). Le tout se laisse synthétiser en quelques formules qui apparaissent pertinentes puisque "l'idéologie américaine" se reconnaît en elles.

Autrement dit, le pouvoir mobilise des intérêts communément répandus (mon pétrole, mes voyages en avion, ma sécurité dans mes aéroports, etc.) pour remonter jusqu'aux racines des "intérêts vitaux" à défendre d'urgence : les compagnies pétrolières du Proche et Moyen-Orient, les nids de frelons-talibans à finir d'exterminer, les candidats à l'armement nucléaire à museler et tous les Etats étrangers qui, s'ils ne comprennent pas l'urgence de la situation, risquent de nous trahir – à l'allemande ou à la française. Nos amis se comptent aisément, ils nous apportent un concours immédiat et inconditionnel (ou paraissant tel). Pas question de perdre du temps avec les douteuses procédures de l'ONU, pas question d'échapper au fardeau de notre destinée. En se protégeant vigoureusement et offensivement, l'Amérique vole une fois de plus au secours de la liberté et de la démocratie, aujourd'hui menacées par le terrorisme.

Traduit en actes cette réaction quasi viscérale se réduit à ceci : nous, Américains, nous avons construit le meilleur pays du monde actuel, nous devons **le défendre tel qu'il est** ou,

⁶² Dont on connaît assez bien la machine-à-gouverner qui l'entoure et assez mal la personnalité propre, comme la qualité et le poids de ses plus proches conseillers

s'il se peut, l'améliorer chemin faisant (en matière politico-militaire notamment) et faire bénéficier les Etats amis – ou les Etats que nous aurons à soumettre d'abord – de réformes dont nous connaissons la recette : **celle des institutions efficaces et excellentes qui nous ont si bien réussi jusqu'ici**. Bref, nous devons protéger **le système mondial tel qu'il existe, sauf à l'améliorer à notre manière**. Nos succès l'attestent, cette façon de procéder est juste et pertinente. Nos principaux ennemis de la dernière guerre mondiale, celle qui s'acheva en 1945, nous sont reconnaissants de l'aide que nous avons procurée à l'Italie, y compris pour la sauver du communisme, de la démocratie que nous avons reconstruite en Allemagne, de l'essor économique que nous avons stimulé au Japon et en Corée (du sud) tout en y enracinant la démocratie. Les peuples aujourd'hui soumis à "l'axe du mal" finiront, eux aussi par nous être reconnaissants pour la liberté que nous leur apporterons.

Ce discours accompagnant la réorientation politico-militaire initiée en 2001-03 explique en quoi les Etats-Unis sont dangereux dans le monde actuel. Pour aller droit à l'essentiel, on peut négliger les vices secondaires et les sornoiseries de détail qui accompagnent la mise en œuvre de leur beau programme, on peut en juger comme s'il traduisait des projets de bonne foi, des orientations en tous points généreuses et un réel souci de corriger les éventuelles bavures que la mise en mouvement d'une énorme armée peut entraîner. En effet, **la pleine application d'une telle politique, lavée de toutes ses impuretés potentielles, conduira nécessairement à de nouvelles guerres mondiales**. Les Etats-Unis doivent protéger les ressources qui leur sont indispensables, y compris les mines et gisements que leurs entreprises "ont mis en valeur". Les surtaxer ou les nationaliser peut devenir un *casus belli* et il en ira de même pour les autres entraves à leurs activités économiques internationales, s'ils n'y ont pas consenti explicitement et si, à l'usage, leur Congrès s'abstient de juger un tel consentement dommageable pour le peuple américain. Ils doivent entretenir les bases et les points d'appui qu'ils ont créés dans beaucoup de régions pour y maintenir la paix et y prévenir de nouveaux désordres. Une campagne locale visant à les évincer pourrait devenir un *casus belli*, surtout si d'autres puissances avaient l'ambition de les y remplacer, non pour relayer leur effort pacifique, mais pour y poursuivre d'autres fins. Les Etats-Unis sont les gardiens d'une paix mondiale qui est bonne, puisqu'ils y prospèrent à leur manière et sont prêts à communiquer leur savoir-faire aux Etats qui voudraient les imiter. Mais pas pour faire de la banque d'une façon qui gênerait leurs bourses et leurs banques, pour produire des films qu'une fiscalité ou une censure mal venues protégeraient de la légitime concurrence hollywoodienne, ni pour laisser proliférer des medias de type Al Jazira qui développeraient leur propagande belliciste, ni non plus pour cantonner nos touristes, nos reporters et nos ONG, alors qu'une pleine transparence doit garantir la qualité de la vie sociale et la loyauté démocratique – ou démocratisable – des pouvoirs établis dans chaque Etat. Les Etats-Unis sont évidemment prêts à supporter transitoirement de tels travers, le temps que la sagesse

infuse dans les esprits prévenus contre eux, le temps aussi qu'ils réussissent à vaincre les préventions avec l'aide de leurs medias, de leurs églises, de leurs institutions de bienfaisance et s'il le faut absolument de leurs armées. Bref, le système mondial ne doit pas être désorganisé, car il est bon dans son principe capitaliste à notre façon, démocratique selon nos usages et fidèle à Dieu – ou à ceux de ses cousins dont le culte nous paraît admissible, voire imitable.

Pour un atterrissage en douceur

Voici donc un Etat qui est devenu le plus puissant et le plus riche du monde actuel, sans conquérir d'autres peuples, ni annexer d'autres territoires – hormis quelques erreurs de jeunesse. Une économie qui absorbe une grande part des ressources naturelles de la planète, mais croit les payer bon prix. Une société qui est la véritable Jérusalem de la diaspora juive comme de bien d'autres immigrants, attirés par centaines de milliers chaque année. Un marché qui dispose de banques et de bourses aspirant et foulant la majeure partie des capitaux en quête d'emploi de par le monde. Une contrée qui est la plus créative de savoirs et de techniques, comme d'œuvres populaires et de gadgets. Un peuple (composite, mais plutôt assimilateur) qui répand presque partout ses marchandises, ses idées et ses occasionnelles générosités. Et pourtant, le gouvernement assez démocratiquement élu de ce pays de cocagne croit devoir répondre aux attentats qui l'atteignent et aux autres maux qui le menacent par l'attaque "préventive" de divers Etats supposés complices desdits attentats, si ce n'est des trafics d'armes et de drogues. Cette erreur stratégique, peut-être passagère et correctible,⁶³ n'est que l'écume d'une menace beaucoup plus vaste et profonde. En effet, les transformations massives du système mondial actuel – à savoir : l'enflure démographique qui se prolonge, les puissances qui prennent vigueur dans plusieurs régions très peuplées, les performances économiques de plusieurs d'entre elles, les potentiels militaires dont ces résultats portent la promesse, etc. – sont souvent interprétées, déjà, et le seront de plus en plus, comme des menaces actuelles ou potentielles pour les "intérêts vitaux" de "l'Amérique".et donc du "monde libre" ou de la "démocratie". Autant que de besoin, l'idéologie américaine actualisera ces formules un peu trop usitées naguère, mais il y a peu de chances que, malgré les courageux efforts de divers groupes marginaux et les occasionnelles lueurs projetées par quelque événement, cette idéologie puisse assimiler une donnée essentielle des prochaines

⁶³ Encore que ses victimes proche et moyen-orientales pourraient être difficiles à apaiser.

décennies : **les transformations du système mondial saperont l'actuelle prééminence américaine**, les Etats-Unis devront s'adapter à un système différent, évoluant vers une pluralité de grandes puissances dont aucune ne pourra hériter de leur primauté actuelle. L'histoire des gloires passées sera d'un faible secours pour éclairer cette évolution, car celle-ci sera marquée par une novation déjà acquise : contrairement aux siècles passés où la planète était couverte de systèmes mondiaux distincts, non ou peu communicants, dans lesquels plusieurs puissances ont pu se considérer comme un "Empire du Milieu", chacune dans son système mondial particulier, la planète est désormais couverte par un système mondial unique dont l'intrication se resserre d'année en année. Il faudra faire place à une puissante Chine sans empire, à une Inde non enkystée dans l'empire anglais, à un Japon réussissant à loger sa prospérité dans une Asie ouverte, sans doute aussi à une Europe qui sera une coopérative d'anciennes primautés, peut-être même à quelque Brésil, lointain héritier d'une *Hispanidad* qui l'ignorait, et pourquoi pas ? à diverses résurgences d'ampleur plus modeste, de la Russie retrouvant ses esprits à la Perse aussi "éternelle" que la Grèce, etc.

Chemin faisant, la gésine de ce nouveau système mondial dérangera tant d'"intérêts vitaux" américains, que le risque est grand de voir les Etats-Unis dérapier derechef, comme en 2001-03, à moins qu'ils ne se trouvent entraînés vers (ou par) quelque autre aventure à contre courant. C'est pourquoi, en réfléchissant aux "grandes guerres" du 21^e siècle, j'ai jugé nécessaire de mettre l'accent sur les responsabilités potentielles de ce pays prééminent. **Les intérêts propres à l'Etat le plus puissant peuvent être la principale source de guerres à rayonnement mondial.**

Ceci posé, il faut considérer également que la guerre a été jusqu'ici congénitale à toutes les sociétés humaines et que ses variations principales ont été liées à la structure propre des systèmes mondiaux incluant ces sociétés. Or il se trouve que le système mondial actuel va lèguer à son successeur deux particularités radicalement nouvelles : d'une part, ce monde est, pour le moment, soumis à l'évidente primauté d'une puissance unique dont la prééminence est pour un temps incontestable; d'autre part, ce monde a hérité, de son prédeceseur immédiat, d'une arme nucléaire dont l'expérience a montré qu'elle pouvait servir soit à des destructions plus radicales que jamais, soit à une dissuasion réciproque entre des puissances majeures qui avaient tout ce qu'il fallait d'"intérêts vitaux" contradictoires pour se livrer à un énorme conflit – qu'elles ont pourtant "refroidi" en un infini chapelet d'assez "petites guerres". Dès lors, la question se pose de concevoir quelles pourraient être pour les prochaines décennies du 21^e siècle, les politiques qui éviteraient les "grandes guerres" mondiales impliquant les Etats-Unis et minimiseraient l'ampleur et le nombre des "petites guerres" entre Etats de moindre

envergure. Ici, où je considère uniquement les "grandes guerres", je vais négliger ces "petites guerres" sur lesquelles divers aperçus ont été donnés ci-avant.⁶⁴ S'agissant donc des "grandes guerres" impliquant les Etats-Unis, la sagesse politique peut s'exprimer en quelques formules :

(1) – Ne pas s'associer aux politiques paranoïaques des Etats-Unis.⁶⁵ Ne pas refuser les contrôles d'identité auxquels Washington entend soumettre tout voyageur vers ses rives, mais ne pas hésiter, non plus, à dissuader lesdits voyageurs de se rendre aux Etats-Unis et à soumettre les voyageurs américains à d'aussi laborieux contrôles. Bref, ramener les Etats-Unis à la raison, ce qui n'interdit nullement une coopération policière bien contrôlée pour repérer les véritables liaisons terroristes "internationales". Agir de même pour les autres manifestations ultra-peureuses des autorités américaines.

(2) – Ne pas s'associer aux désordres juridiques que les Etats-Unis tolèrent ou organisent. Ne pas prendre Guantanamo pour la capitale d'un Etat de droit. Ne pas accepter le transit et l'hébergement de prisonniers récoltés par des agences américaines hors conventions de Genève.

(3) - Ne pas s'abandonner aux automatismes d'alliances défuntes ou en déshérence. En Europe, tendre à la dissolution de l'OTAN ou, à tout le moins, à son entière européanisation, éventuellement accompagnée d'un fractionnement en trois alliances militaires : l'une pour les inconditionnels des "liens spéciaux" avec les Etats-Unis; l'autre pour les Etats encore frileux, récemment "venus du froid" - c'est-à-dire du "camp socialiste"; la troisième, enfin, pour les Etats européens aptes à coopérer pour une action politico-militaire dont ils seront seuls à décider. En attendant que de telles novations – ou leur équivalent – soient possibles, empêcher toute dérive de l'OTAN vers un rôle de Légion Etrangère au service des Etats-Unis et vers une ouverture à tous les Etats situés autour de la Russie et de la Chine, comme dans le reste de l'Asie.

(4) – S'efforcer d'entraîner la Russie vers une coopération politico-militaire avec l'Europe (du 3^e groupe ci-avant ou de ce qui pourra en tenir lieu), parallèle à la coopération sino-russe à favoriser pour ce qui est de l'Asie.

⁶⁴ Voir *L'Inventaire du 21^e siècle*, notamment les chapitres 3 à 6 du *tome I*.

Sur les "petites guerres", je recommande vivement l'étude d'Alain Joxe publiée dans le cahier du *Cirpes* en novembre 2006, article où, à l'occasion des dernières actions d'Israël en Palestine et au Liban, il s'interroge sur "*L'unilatéralisme impérial et les guerres asymétriques*". Voir : www.cirpes.net

⁶⁵ Paranoïa soulignée par Brzezinski en octobre 2003. Zbigniew Brzezinski a été le principal conseiller de politique internationale du Président Carter. Contrairement à son "patron", ce fut essentiellement un "faucou", mais non un zélote du "neo-conservatisme".

(5) – Favoriser l'émancipation du Japon hors la tutelle des Etats-Unis. Soutenir de même l'affirmation politico-militaire de l'Inde. Concourir à l'établissement, en diverses zones, de "mesures de coopération et de confiance", analogues à celles qui ont rendu de bons services en Europe après le traité d'Helsinki (1975).⁶⁶

(6) – Favoriser l'entrée de l'Allemagne, du Japon et de l'Inde au Conseil de Sécurité des Nations Unies⁶⁷, avec statut de membre permanent doté d'un droit de veto. Ultérieurement, c'est-à-dire après une suffisante évolution du Brésil, de l'Afrique du sud et d'autres pays, faire participer ceux-ci au dit Conseil. Mettre un terme aux activités du G7, G8 et autres avatars d'un pseudo-directoire international sans statut ni légitimité; rabattre ses "ordres du jour" vers le Conseil de Sécurité. Réformer l'exercice du droit de veto, de façon telle que ni les Etats-Unis, ni quelque autre Etat ne puisse l'exercer solitairement.⁶⁸

(7) – Susciter la formation de Conseils de sécurité à l'échelle des grandes régions du monde (par exemple : 1 ou 2 pour l'Europe, 2 ou 3 pour l'Asie continentale, 1 pour l'Asie insulaire du sud-est, 1 pour l'Amérique latine) et faire de l'actuel Conseil de Sécurité une instance d'appel desdits conseils régionaux).

(8) – Mettre à profit les réformes des principales agences de l'ONU pour en éliminer les prépondérances unilatérales (ou presque) qu'y exercent aujourd'hui les Etats-Unis, par exemple à la Banque Mondiale ou au FMI.

⁶⁶ En tenant compte des observations formulées par Maurice Bertrand dans *De l'Europe apaisée à l'Europe pacifiante*, Hérodote, n° 108, 1^{er} trim; 2003.

⁶⁷ Les tentatives de réforme dudit Conseil ont toutes avorté, fondamentalement du fait des Etats-Unis, gardien jaloux d'une prééminence qu'ils défendront tant que faire se pourra. Mais, précisément, les crises envisagées par la présente note se joueront toutes *on the brink*, c'est-à-dire au bord de la guerre mondiale, situation où les Etats-Unis devront constater la montée en puissance des Etats mentionnés. Faute de pouvoir réduire cette poussée, c'est-à-dire faute d'une suffisante alliance internationale répressive, ils devront se résigner à des réformes successives du Conseil de Sécurité. C'est cet (épouvantable) jeu de guerre ou paix qui, seul, conduira à l'institutionnalisation progressive de nouveaux rapports de force, de par le monde. La réforme du Conseil me paraît pouvoir être le résultat de ces crises successives. Les étapes produiront des voiles diplomatiques habillant pudiquement le grignotage de la surpuissance américaine, puisqu'aucune "bonne guerre" n'aura pu trancher en leur faveur... Au reste, l'une des étapes de cette reculade qui occupera une grande partie du 21^e siècle pourrait être une réforme générale des Nations-Unies, accompagnée de beaux discours sur l'indéfectible continuité des efforts américains (et autres) pour la paix des nations et la prospérité des peuples.

⁶⁸ Autrement dit, selon l'effectif global du Conseil de Sécurité, porter à 2, puis 3, le nombre des Etats requis pour que leur veto collectif soit valide.

Naturellement, ces perspectives seront diversement débattues et combattues. SI elles se concrétisent, ce sera sans doute avec maintes variantes. Mais en attendant qu'elles voient le jour, elles laissent entrevoir les axes des politiques internationales qui seraient souhaitables un peu partout pour entraver le dérapage belliqueux des "intérêts vitaux" américains et, sans doute aussi pour calmer maints autres conflits potentiels. Derrière tous ces cas particuliers un même principe général devrait être valorisé : pas d'automatisme des alliances et des "amitiés traditionnelles" entre Etats; pas d'engagement militaire sans une délibération publique préalable des gouvernements et des organes législatifs dont ils relèvent.

L'objectif n'est pas d'isoler ou de brimer les Etats-Unis, mais de les aider à civiliser toujours mieux leur peuple et leur gouvernement.⁶⁹ De les aider, en somme, à orienter leur politique mondiale de façon telle qu'ils réalisent un objectif qu'ils ne cessent de recommander quand une de leurs institutions est prise dans les turbulences d'une crise : assurer un *soft landing*, un atterrissage en douceur, depuis leur sommet actuel, jusqu'au plateau pluraliste où se rangeront les puissances du prochain système mondial. Ce qui, je le souligne, ne fera pas d'eux une société pauvre.

⁶⁹ Voir *Civiliser les Etats-Unis*, sur le présent site.

La longue marche de l'Asie vers le centre du système mondial

Evidemment, le 21^e siècle sera celui d'une remontée de l'Asie – et spécialement de la Chine - vers la position centrale qu'elle a souvent occupée au cours des siècles. On peut craindre que les Etats-Unis, actuel tenant du titre, fassent barrage par tous les moyens directs et indirects dont ils disposent, tandis que le challenger réagirait par des moyens semblables ou originaux. Partant de cette hypothèse, aujourd'hui vraisemblable, j'ai déjà consacré une étude aux *Grandes guerres du 21^e siècle*⁷⁰, en recherchant *pourquoi et comment éviter que les Etats-Unis s'en mêlent ?* Cette question est importante, mais incomplète. Elle est tournée vers les multiples potentiels de guerre dont le système mondial actuel est surchargé et centrée sur la façon dont les Etats-Unis pourraient en jouer pour contenir la Chine tout en servant localement leurs divers intérêts propres.

Comme la Chine actuelle est loin de pouvoir rivaliser avec les Etats-Unis en matière militaire – et en bien d'autres domaines – l'étude précitée n'a pas détaillé les actions ou réactions que la Chine pourrait opposer aux Etats-Unis à mesure qu'elle prendra de la vigueur. Qui plus est, elle n'a pas non plus supputé les visées et les tentations propres aux Etats-Unis, à mesure que l'ascension chinoise se confirmera. J'entends donc compléter cette esquisse préliminaire, par deux études dont la première commence ici. Elle mettra l'accent sur la montée en puissance de la Chine. Ultérieurement, il s'agira d'observer la façon dont les Etats-Unis pourraient se comporter vis-à-vis de la Chine, à mesure que l'ombre lointaine de la puissance chinoise à venir - qui tracasse déjà certains des pouvoirs étatsuniens – se concrétisera effectivement. Je me propose, en somme, de disjoindre pour la commodité de l'analyse, les deux branches de la contradiction sino-américaine du 21^e siècle.

Ce faisant, je n'oublierai pas que d'autres puissances, pour la plupart asiatiques, participent, elles aussi, au grignotage de la primauté américaine; que rien ne garantit que la Chine les surclassera toutes; ni que les Etats-Unis, en leur consistance présente ou en quelque nouvel avatar plus vigoureux encore, ne réussiront pas à prolonger, sinon à pérenniser leur actuelle prééminence. Bref, les deux études annoncées porteront en fait sur le devenir du système mondial et de son centrage au cours du 21^e siècle.

Si elle se voulait tout-à-fait systématique, une telle recherche déborderait beaucoup de mes capacités solitaires. En fait, je centrerai mon travail sur les pentes du 21^e siècle que les deux volumes de *L'Inventaire* déjà publiés sur le présent site ont mises en lumière. Pour filer cette métaphore montagnarde, je dirai qu'ici je m'intéresserai d'abord aux *grimpeurs*, c'est-à-

⁷⁰ Etude reproduite sur le présent site.

dire aux puissances qui se hissent, en même temps que la Chine, vers des niveaux supérieurs du système mondial, et je réserverai l'étude à venir aux puissances qui, comme les Etats-Unis, reculeront plus ou moins dans les classements mondiaux..⁷¹

La Chine fait ses comptes

Nul ne doute que la Chine soit engagée dans un puissant développement économique. Les exemples répétés de Hong-Kong et de Singapour, puis de Taïwan et de la Corée du sud - ces "dragons" de culture chinoise⁷² - faisant suite à l'expansion prodigieuse du Japon au sortir des ruines de la guerre et précédant l'élan manifesté par les "tigres" de Malaisie, des Philippines et de Thaïlande - nourrissent cette conviction. L'afflux des capitaux étrangers confirme que cet élan durera.

En dressant, il y a deux ans, un *Inventaire du 21^e siècle*, j'ai néanmoins repris des résultats (établis par Angus Maddison) qui semblent minorer la vigueur de l'élan déjà pris, car cet auteur juge que le PIB par tête (en \$ internationaux) allait croître, en moyenne annuelle, de 5,5 % entre 1995 et 2015, avant de se hisser au voisinage de 7 % l'an, de 2015 à 2030. Comme Maddison est l'un des meilleurs experts mondiaux – non de la Chine, mais des comptabilités économiques nationales – et que ses chiffres d'allure modeste, sont tirés du panorama historique et prospectif du développement économique mondial, qu'il a dressé après plusieurs décennies passées au service de l'OCDE,⁷³ il faut bien comprendre sa démarche avant de s'en écarter.

En fait, le déficit principal dont a souffert Maddison tient aux faiblesses de l'appareil statistique chinois, lesquelles sont en cours de résorption, mais ne pourront être toutes corrigées rapidement, parce que la statistique est un sous-produit de maintes autres activités étatiques. On dispose désormais d'études chinoises bien détaillées, qui permettent de comprendre ce qui freine encore la production de comptes économiques nationaux pleinement comparables à ceux des grands pays industriels. Le NBS (ou *National Bureau of Statistics*) n'est pas le producteur principal des comptes chinois, car il existe des Bureaux de la Statistique dans toutes les provinces, comme dans les régions et les municipalités autonomes. Le Bureau National qui inventorie directement les résultats relatifs aux activités des entreprises et des appareils d'échelle nationale, doit les coordonner avec les résultats régionaux et fixer les normes partout applicables. Des erreurs de collecte et des écarts méthodologiques s'ajoutent à d'éventuelles dissimulations déformant des comptes régionaux, tandis que l'insuffisante centralisation des appareils fiscaux et bancaires et de diverses autres administrations, ne permet pas au BNS de recouper aisément tout ce qu'il doit assembler.

⁷¹ Je n'opposerai pas une image unique à celle des *grimpeurs*, car il faut s'attendre à ce que des Etats réussissent à s'accrocher, de façon quasi-stationnaire, au niveau déjà atteint – comme une Suisse assise sur sa montagne de banques et d'industries – alors que d'autres dégringoleront – comme une Argentine, dixième puissance économique mondiale au début du 20^e siècle.

⁷² La distinction entre Tigres et Dragons évoquée ici, n'est pas d'usage général. Elle tient compte d'un écart dans le degré de pénétration de la culture chinoise qui doit plus à l'histoire de longue période qu'aux réalités sociales du présent.

⁷³ L'OCDE est l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique, qui rassemble la plupart des Etats actuels et qui, depuis quelques années, a commencé de s'émanciper d'une trop stricte fidélité aux Etats-Unis.

D'enquête générale en recensement global, le progrès des Comptes nationaux est tangible. Il permet d'homogénéiser peu à peu les séries historiques et d'adosser la coordination des nouveaux résultats annuels à des séries relativement fiables. Mais comme ce travail s'effectue dans une société en surchauffe permanente, depuis le début des années 1980, le bâti d'une honnête fiabilité est une entreprise héroïque qui n'atteindra pas de sitôt une suffisante maturation.

Les éléments assemblés vaille que vaille sur le PIB (et autres agrégats) entre 1952 et 1977 n'ont pu être retravaillés qu'au cours des années 1978-1984, c'est-à-dire au début de l'ère Deng Xiaoping. Puis la série historique ainsi façonnée a été prolongée d'année en année, non sans d'énormes enquêtes, comme celle de 1991-92 sur les activités tertiaires, qui a fait rehausser de 7 à 9 % environ, les résultats établis auparavant. En 1995, le NBS a entrepris une autre enquête pour recadrer tous les résultats afférents aux années 1978 à 1990, afin de consolider la série historique. Après quoi, la périodicité des changements de base qui était de dix ans, a été ramenée à cinq ans. Ainsi 2005 va devenir l'année de base pour toute la période 2006-2010 et ainsi de suite.⁷⁴

Les performances économiques chinoises se situent quelque part entre les 5,5 % par an et par tête, jusqu'en 2015, devenant 7 % entre 2015 et 2030 que Maddison a supputés, et les 9 à 10 %, voire 11 %, qu'affichent désormais les statisticiens chinois, repris par l'OCDE, comme par la Banque Asiatique de Développement. Je tiendrais volontiers que, lorsque les comptes chinois auront été alignés sur les standards OCDE, les résultats affichés pour 2015-2030 seront proches des données établies par Maddison, d'autant que d'ici là plusieurs accidents conjoncturels auront sans doute secoué l'économie mondiale. En tout cas, si l'on se propose d'évaluer – ou plutôt d'apprécier - l'écart entre la Chine et les Etats-Unis quant à leurs capacités respectives, il faut centrer la réflexion sur ce que la Chine peine encore à mesurer, voire à apercevoir, dans son propre développement.

L'immense Chine est très inégalement maillée d'administrations fiscales, de banques et autres caisses financières. Ses comptes sont difficiles à recouper depuis plusieurs sources. Les stratégies d'entreprises mêlent des dissimulations semblables à celles du capital marchand de toute époque avec des sournoiseries héritées du socialisme étatique de naguère (lequel survit largement). A cela commencent à s'ajouter les habillages financiers qui accompagnent trop souvent la prolifération des banques et des bourses et les turpitudes "paradisiales" dont les firmes multinationales (FMN) sont coutumières. Par ailleurs, la vaste fraction de la PIB qui provient des campagnes est encore mal connue. Enfin, aucune taxe transversale (du type TVA) ne vient insérer les diverses formes du commerce dans un maillage qui soutiendrait leur vertu. De leur côté, les administrations et tous les appareils qui ne sont pas tournés vers une production directe commencent seulement à découvrir leur rôle économique. Quand l'assignation à toutes ces entités des parts qui leur reviennent dans la production, l'investissement, l'impôt, l'épargne, etc. sera bien éclaircie, il restera à s'assurer que les prix intérieurs⁷⁵ (y compris sous forme d'intérêts, de loyers, etc.) sont très correctement mesurés et agrégés pour tout l'espace chinois, de Hong-Kong aux provinces les plus reculées. Alors, les PIB globaux et par tête pourront être comparés de façon tout-à-fait significative avec ceux des Etats-Unis (et des autres pays membres de l'OCDE). Il ne restera plus qu'à résoudre les inévitables difficultés de fabrication des PPA internationaux et les très capricieuses difficultés de conversion monétaire entre des Etats-Unis qui jonglent diversement avec leur \$ (tant que

⁷⁴ D'autres précisions sur les travaux effectués ou projetés par le NBS sont donnés dans l'annexe ci-après.

⁷⁵ Qu'il faut connaître pour passer des PIB en valeur (à prix courants) vers les PIB en valeur (à prix constants).

les normes du FMI lui en laisseront toute latitude) et une Chine qui n'abandonnera pas de sitôt sa vigilante gestion du yuan sur le marché des devises.

Autrement dit, pendant les prochaines décennies, il faudra user avec une extrême prudence de tous les indicateurs globaux, pour comparer les deux pays. Les comparaisons basées sur le PIB réel total⁷⁶ seront sans doute invoquées pour mesurer les capacités respectives des deux pays, mais il faudra les nuancer selon le domaine visé. Ainsi les prix internationaux devront être utilisés pour les équipements importés, mais non pour l'immense majorité des productions locales utilisant peu de ressources importées. Un seul exemple permet de comprendre cette nuance : tant que la Chine importera ses matériels militaires les plus sophistiqués, ses dépenses seront "aux prix internationaux" occidentaux, japonais, russes ou autres), mais lorsqu'elle aura suffisamment sophistiqué ses propres capacités de production, les dépenses pour de tels matériels seront de plus en plus "en prix intérieurs chinois". Si, par ailleurs, la comparaison doit porter sur les niveaux de vie des deux pays, il faudra évidemment passer aux PIB par tête, mais en se souvenant que la politique limitant la descendance à un enfant par famille n'a pas empêché toute naissance d'enfants non déclarés aux autorités.⁷⁷ Tant que les statistiques démographiques n'auront pas été lavées des "erreurs et omissions" dûes à ce fait, il faudra donc se méfier des PIB par tête.

Si la qualité technique des comptes chinois demeure inférieure à celle des comptes OCDE, le trajet accompli au cours des toutes dernières décennies est d'une ampleur manifeste. A suivre Maddison, la Chine produisait déjà en 1995 un peu plus de la moitié du PIB global des Etats-Unis. Selon ses hypothèses prévisionnelles, l'égalité serait en vue vers 2015, puis vers 2030, la Chine dépasserait de 60 % environ le niveau global du PIB américain, soit cinquante ans après les réformes initiées par Deng Xiaoping. Les dernières données publiées par l'OCDE s'inscrivent sur cette trajectoire. Les données bien avérées qui apparaissent dans les statistiques de plusieurs pays confirment peinement ce jugement, en matière de commerce international, à l'importation comme à l'exportation. Elles trouvent leur conclusion dans la puissante ruée des capitaux de multiples pays vers des investissements en Chine, lesquels sont aujourd'hui encore des investissements industriels plus que financiers. Toutefois le rapide essor des jeunes bourses de Shanghai et Shenzhen et le ragaillardissement de celle de Hong-Kong donnent à penser que la Chine ne tardera plus à être exposée aux appétits de profits financiers à court terme.

La croissance mondiale de l'économie atteint des niveaux qu'elle n'avait plus connu depuis les années 1960 et les dépasse même. Les principaux moteurs de la production mondiale ne sont plus situés, comme à cette époque, en Amérique du nord, en Europe de l'ouest et au Japon, "troisième grand". Désormais les élans principaux proviennent d'Asie, tout spécialement d'une Chine que certains aux Etats-Unis craignent comme un compétiteur direct de leur actuelle prééminence. Il est vrai que, vues de Chine, les premières années du 21^e siècle sont une véritable épopée, scandée en 2007 par la mise en service d'une voie ferrée entre Pékin et Lhasa, en 2008 par l'achèvement de la mise en eau du barrage des Trois Gorges, travaux gigantesques auxquels succéderont bientôt les Jeux Olympiques de Pékin et la Foire Internationale de Shanghai (2012) où la Chine étalera ses merveilles, des plus antiques aux plus modernes, sans compter ses multiples projets ambitieux. En somme, ce

⁷⁶ Evalué en dollars internationaux PPA, comme il est montré en annexe. L'équipe de l'OCDE spécialisée dans l'étude des comptes chinois estime – contrairement à moi – que les résultats de la présente période pourraient être plus élevés encore que les chiffres aujourd'hui affichés.

⁷⁷ Celles-ci peuvent désormais être autorisées, moyennant une forte taxe spéciale, mais les campagnes les plus traditionnelles qui sont aussi les plus pauvres se rangent malaisément à ces normes

pays se hissera en majesté sur le socle de ses succès déjà acquis. De façon moins emphatique, on peut aussi juger de l'image que la Chine entend offrir au monde, en observant les efforts idéologico-policiers qu'elle a entrepris pour "civiliser" Pékin en vue des J.O., notamment en soignant la propreté des rues et en "faisant la guerre au crachat" qui est geste commun dans les lieux publics. Ou, dans un tout autre registre, en soulignant l'ambition affichée par Macao – qui est "rentré" en Chine en même temps que Hong-Kong - de dépasser durablement Las Vegas dans son "industrie" traditionnelle, celle des jeux de casino. Certes, l'arasement des vieux quartiers de Pékin illustre les dégâts (écologiques et autres) que la modernisation accélérée produit et la gloire marchande de Macao ouvre une petite fenêtre sur les immenses problèmes d'éthique politique que la société et l'Etat chinois auront à traiter. A titre provisoire, il vaut mieux conclure sur le fait que, d'une décennie à l'autre, la Chine s'efforcera de gravir plusieurs marches dans la voie tracée par Deng Xiaoping : les années 2010 auront été celles du rattrapage – global et grossier – des Etats-Unis, la décennie 2020 pourrait être celle d'un franc dépassement – toujours en PIB global – et la décennie 2030 verrait la Chine accéder à la zone des comparaisons devenant significatives en termes de PIB par tête. Celle aussi où, à en croire l'*Asian Development Bank*, la consommation des ménages dépasserait l'exportation et l'investissement, comme levier de la croissance économique chinoise.

La Chine s'épanouira, mais non sans crises.

La Chine a gagné une place de premier plan dans le commerce mondial. D'abord cantonnés dans des productions qui réclament plus de main d'œuvre que de techniques avancées (jouet, chaussure, textile, habillement, mobilier, etc.), ces progrès sont devenus manifestes lorsqu'ils ont débouché sur des fabrications raffinées (électronique, informatique, etc.) ou, plus exactement lorsqu'ils ont dépassé le stade des pièces et accessoires (puces, écrans, etc) pour atteindre celui des assemblages composites (ordinateurs, automobiles, etc.) sinon, déjà, celui des innovations majeures. La Chine a construit beaucoup de centrales thermiques ou nucléaires et prévoit d'en ajouter trois ou quatre douzaines, rien que pour le nucléaire, d'ici 2020. Mais ces achats s'assortissent désormais de transferts de technologies qui présagent d'une industrie nucléaire nationale. L'immense barrage des Trois Gorges est loin d'épuiser le potentiel d'équipement hydro-électrique du pays, mais il est certain que la Chine adjoindra à son savoir-faire-béton, un savoir-faire-turbine. La liste des industries comme l'automobile, les constructions ferroviaires et bien d'autres où l'importation de produits sophistiqués se doublera de transferts de technologie imposés aux vendeurs va s'allonger. Ainsi, par exemple, l'amélioration de la qualité des voitures produites par des entreprises chinoises est désormais stimulée par l'établissement d'une licence d'exportation qui réserve aux bons produits chinois l'accès au marché mondial, aux côtés des modèles assemblés en Chine, par les FMN de l'automobile. Autrement dit, ce pays vise aussi à construire par lui-même une large partie du milliard d'automobiles qu'il atteindra d'ici 2030. L'aéronautique suivra une évolution comparable, tant par les efforts propres et les acquisitions de brevets qui devraient permettre de produire de nouveaux jets chinois vers 2020, que par les coopérations, avec la Russie notamment, qui concernent la production militaire. Avant longtemps, l'aéronautique – où la Chine a déjà acquis quelques capacités – connaîtra une même évolution. Chemin faisant, ces probables modernisations des deux prochaines décennies s'accompagneront d'innovations chinoises. Par exemple par conversion du charbon en un combustible nettement moins polluant que dans l'usage qu'en font, aujourd'hui, les centrales thermiques. Mais sans doute aussi dans divers autres domaines pouvant aller jusqu'à l'aéronautique et au spatial. D'ici peu d'années, on discernera plus clairement les futurs

domaines d'excellence que les industries déjà établies, les instituts techniques qui se multiplient et les universités scientifiques qui s'étoffent auront commencé à faire mûrir. Bref, la Chine incite les entreprises nationales ou multinationales installées sur son territoire à "viser haut", à tendre vers des productions de qualité, à se hisser aux meilleurs rangs de la compétition internationale. Elle y parviendra, en quelques décennies, si ses universités et ses centres de recherche se déploient bien, si son positionnement dans les échanges internationaux s'accorde avec le statut qu'elle vise et si aucun embargo, ni aucun blocus à motivation politico-militaire ne vient l'entraver.

En affermissant son assise de grande puissance industrielle, activement mêlée aux grands courants du commerce international, la Chine s'expose à des difficultés, d'ordre interne ou non, dont son économie pourrait souffrir. L'actuel mélange d'un capitalisme fougueux, (importé par une poussière de PME⁷⁸ ou d'affairistes et par des multinationales souvent très puissantes) avec de vastes séquelles d'un socialisme étatique dont la réforme est très inégalement engagée – ni même envisagée – expose ce pays à des accidents de nature et d'échelle très variées. L'accaparement de biens d'Etat que facilite l'insuffisant contrôle bancaire et l'étalement sur cinq niveaux de la puissance publique peut bafouer les communautés rurales, notamment dans les zones hyperactives et accompagner des spéculations immobilières ou boursières, des détournements de fonds publics, des crédits bancaires mal gagés et irremboursables, etc. Par ailleurs, les exportateurs américains et européens, mettent en lumière la difficile protection de la "propriété intellectuelle" dûment brevetée, dans un pays qui découvre cette notion à mesure qu'il s'ouvre au commerce mondial. Les piratages et contrefaçons sont légion, mais difficiles à poursuivre dans l'état présent d'un système législatif et d'un appareil judiciaire qui les visent peu à peu. Néanmoins les saisies et destructions de tels produits illicites se multiplient par les soins d'une police qui n'attend pas qu'une décision de justice l'en ait chargée, dès lors que les autorités locales la mettent en mouvement. La difficulté redouble quand la libre circulation de produits et services intellectuels ou multimédiatiques, posée en principe commercial, se heurte à la politique culturelle d'un pays qui n'entend pas s'ouvrir inconsidérément à tout ce que la presse, la librairie, le cinéma et internet peuvent véhiculer. Un riche terrain s'ouvre ainsi à des fraudes et contrebandes qui ne sont pas sans rappeler les trafics qui firent la richesse de Venise, Genève et Amsterdam, dans l'Europe du 18^e siècle. Dans un autre registre, élargi par le développement boursier du pays, une affaire type est celle du "scandale de Shanghai" où, en 2006, l'équivalent d'un milliard de \$, a été détourné d'un fonds de sécurité sociale. Le responsable du Bureau Fédéral d'Audit annonce un redoublement des contrôles visant à résorber de telles rapines, comme à assurer la transparence des transactions boursières.

Dans la presse internationale plus qu'en Chine même, les activités boursières ont commencé de relayer les dysfonctionnements bancaires qui ont longtemps été supposés périlleux pour toute l'économie chinoise. Il est vrai que les grandes banques spécialisées, créées par la Banque Centrale, durant les années 1980 ont fini le 20^e siècle, lourdement chargées d'un stock croissant de créances irrécouvrables qui auraient entraîné leur faillite si elles avaient dû fonctionner "à l'occidentale". Mais en juger de la sorte, c'est ne rien comprendre à la transition lente et prudente, par laquelle les dirigeants chinois, au premier rang desquels Zhu Rongji, ont entrepris de démêler les institutions et les activités de la banque centrale d'avec celles de banques devenant commerciales, comme de disjoindre les financements budgétaires des recours au crédit ou même de maintenir en survie des entreprises étatiques parfois énormes, pour offrir à quelques centaines de milliers de salariés une sorte de sécurité sociale. Ces exercices ultra-périlleux ont donné à la Chine la possibilité

⁷⁸ Abréviation française pour désigner les Petites et Moyennes Entreprises

de sortir du socialisme étatique sans subir l'équivalent d'une "décennie Yeltsine", riche de cadres locaux et d'affairistes étrangers accaparant les "meilleurs morceaux" de l'économie chinoise au prix d'un chômage énorme. Leur pari risqué, mis en œuvre d'une façon de moins en moins improvisée, a été de profiter de l'exceptionnelle croissance des exportations, des investissements étrangers et d'une production nationale dûment encouragée, pour supporter cette fluxion bancaire et la réduire peu à peu. En 2007, les quatre banques précédemment spécialisées (Agriculture, Construction, Industrie et Commerce, Import/ Export), assainies par des concours de la banque centrale et par des sociétés de défaisance aidant à reconvertir les entreprises étatiques enflées de crédits, ont si bien progressé dans la voie de l'apurement des bilans qu'elles ont toutes réussi à lever, dans les bourses chinoises, quelques dizaines de milliards de \$, par introduction de leurs propres actions, ou par augmentations de capital. A leur entour de multiples nouvelles banques sont apparues depuis le début du 21^e siècle et les banques internationales, déjà autorisées à ouvrir dans les principales villes des filiales opérant en \$ et autres devises, voient leur champ d'action s'élargir peu à peu vers de nouvelles aires géographiques et, qui plus est, vers des opérations en yuan, ce qui les fait entrer sur le marché monétaire chinois.⁷⁹

Le "péril bancaire" chinois, si souvent évoqué, a pour compagnon la "surchauffe" de l'économie. Ni l'un ni l'autre ne sont des risques imaginaires, mais tous deux sont à relativiser, en les interprétant en fonction de l'histoire effective des dernières décennies en Chine – on l'a vu pour la "fluxion de crédit" – et en demeurant attentif aux développements en flèche qui ont pu caractériser diverses novations (par exemple dans la Hollande et l'Angleterre du 17^e siècle) et maintes reconstructions (dont celle du Japon après 1945). Depuis 1955 la Corée du sud a mêlé ces deux sources d'élan national, avec le succès et les effets d'entraînement que l'on sait. La seule véritable surprise venue de Chine continentale, est, qu'après sa mise en route par Deng Xiaoping – au moyen d'une demi-douzaine de zones économiques spéciales – elle a réussi à entraîner presque toute son énorme masse à un rythme comparable à celui des petits Tigres et Dragons, encore que l'Ouest du pays ait tardé à se mettre en branle. Savoir de combien la croissance chinoise a dépassé celle de ses voisins de l'Asie dynamique est une question à laquelle les hésitations, déjà rencontrées, sur ce que la Chine peut voir et laisser voir d'elle-même dans ses comptes nationaux ne permet pas de répondre de façon assurée. Mais il reste que la durée multi-décennale d'une progression exceptionnelle ne trompe pas : l'économie de la Chine est en surchauffe.

Sans inquiétude particulière, son gouvernement travaille depuis peu d'années à calmer cet élan excessif, nourri par des apports de capitaux extérieurs, par des investissements publics décidés à tous les niveaux du pouvoir, bien au delà des grands travaux pharaoniques, et par des investissements privés qui mêlent les créateurs de firmes et de commerces aux promoteurs immobiliers spéculant hardiment sur la demande à venir. Le freinage se fera peut-être sentir, du côté des grands travaux en ne renouvelant pas au même niveau les initiatives publiques en matière de rénovations urbaines et de créations d'équipements lourds. Mais ici la difficulté est politique : il s'agit de tenir en laisse les provinces, les villes autonomes et les agences spéciales qui sont toutes piaffantes – et ce dans un pays qui, nonobstant l'ère Mao et la réputation du socialisme étatique, ne s'est pas départi d'une profonde décentralisation traditionnelle, mâtinée d'enquêtes et d'injonctions par les envoyés "du Palais", c'est-à-dire, aujourd'hui, "du centre". Du côté des investissements étrangers, de premiers frémissements sont également observables, tant par l'alignement du statut fiscal des firmes (étrangères ou non) que par d'occasionnelles manifestations de "patriotisme économique" où le respect de

⁷⁹ Un chapitre spécial permettra de juger des perspectives ouvertes aux politiques bancaires et boursières des principales puissances dont la Chine.

pactes d'associés (entre investisseurs étrangers et partenaires chinois) devient défavorable aux premiers, si on en juge par leurs plaintes – qui toutefois n'ont pas encore atteint un niveau judiciaire ou diplomatique. Il se pourrait d'ailleurs que l'activité fébrile des jeunes bourses chinoises soit une caisse de résonance pour ces troubles point inhabituels dans la vie des affaires.

Le freinage principal ne peut provenir que d'une modération des dépenses publiques, c'est-à-dire de la discipline respectée par (ou imposée à) la vaste collection des décideurs décentralisés autonomes, y compris en les incitant à se libérer des patriotismes provinciaux qui les font concourir entre eux par de belles initiatives, tandis qu'ils aident à entretenir une sorte de protectionnisme local qui les dispense de se fournir à meilleur compte dans les provinces voisines. Mais le centre pourrait tout aussi bien avoir besoin d'eux pour contenir une crise économique majeure et pour en atténuer les conséquences, car c'est – me semble-t-il – de ce côté que se trouve le risque principal encouru par la Chine. Elle est déjà suffisamment pénétrée par le capitalisme pour être pleinement exposée à ses crises majeures, venues des Etats-Unis, d'Europe et d'autres régions encore, sans oublier les crises à la source desquelles pourrait se trouver son capitalisme local. Tant que le gouvernement chinois n'aura pas perdu le contrôle des leviers principaux qu'il détient, sur et dans l'économie nationale, son exposition principale aux risques de crise viendra de son commerce extérieur, de ses filiales de FMN importées et des banques et bourses pénétrées par des intérêts étrangers, tandis que ses capacités de défense, liées à la dose d'influence centrale qui vient d'être évoquée pourraient s'appuyer sur deux réserves profondes, sinon également durables : d'une part l'activation par les dépenses et le crédit public d'une partie (aussi bien choisie et dosée que possible) de l'énorme stock d'équipements publics que la modernisation chinoise peut durablement requérir et, d'autre part, la stimulation de la consommation intérieure par un peuple encore miséreux dans sa masse, mais porté à l'important effort d'épargne auquel les populations à dominante paysanne pauvre se soumettent traditionnellement dans toute l'Asie. Néanmoins, ce risque existe, il est congénital au capitalisme. Quand il éclatera, l'habileté de la politique économique chinoise sera mise à l'épreuve. Pour minorer ce risque, il serait souhaitable que la Chine conserve durablement une suffisante capacité de contrôle central sur son économie, ce qui peut s'obtenir de différentes façons et en différents dosages selon les évolutions futures du système mondial et, en Chine même, des propriétés publiques, de banques bien pilotées et des modulations fiscales.

D'autres crises, héritées plus qu'importées, menacent à relativement court terme sa croissance propre et seront aggravées par la poursuite de sa surchauffe : il s'agit de celles que les écologistes dénoncent sans bien les hiérarchiser. Que la Chine satisfasse ses besoins d'énergie par l'installation de centrales nucléaires ou de barrages "dévastant" de vastes zones n'est pas ici en cause, car ces choix sont présentement parmi les moins irrationnels qui soient. De même l'extrême richesse en réserves houillères dont elle est dotée et l'emploi qu'elle fait du charbon ne peuvent être condamnés, surtout si – ce qu'elle a à peine commencé – la Chine s'emploie aussi vite et ingénieusement que possible à centrer l'emploi du charbon sur des usages et des mécanismes dûment modernisés. Le temps n'est plus où l'Angleterre put inaugurer la révolution industrielle capitaliste grâce ses richesses minières, en inventant par la même occasion un smog que les vents chassaient de son archipel échancré. La masse territoriale chinoise n'offre pas un tel alibi, même si beaucoup de ses centrales sont installées sur le littoral. Plus généralement, on ne peut approuver les commentaires vindicatifs qui accompagnent la publication des statistiques mondiales sur la pollution atmosphérique en soulignant que la Chine devient "plus polluante encore" que les Etats-Unis, car ce vieux pays industriel, inventeur de trop rares technologies anti-pollution, use de toute son influence politique pour faire ignorer le protocole de Tokyo et les autres initiatives internationales visant à combattre les pollutions de toute sorte. Ceci dûment souligné, il reste que la Chine

charbonnière, en plein élan d'industrialisation ne peut prendre son retard pour excuse, alors que le réchauffement climatique mondial dessine des menaces de plus en plus sensibles. Elle devra nécessairement contribuer aux restrictions et réorientations inéluctables des toutes prochaines décennies, ce qui pourrait finalement lui donner un avantage économique vis-à-vis des pays d'industrialisation plus ancienne, si elle accroît la part de ses équipements économes en énergie, alors que l'assemblage de son capital fixe est à peine commencé. Mais elle ne s'apprête pas à développer une industrie et une société propres, lorsqu'elle diligente son équipement automobile-à-l'essence, multiplie les liaisons aériennes-au-kérosène et construit des kilomètres carrés d'usines, de bureaux et d'habitations que son climat, joint à sa jeune richesse, l'incite à équiper d'un chauffage et d'une climatisation d'ancien modèle. Une puissante croisade écologique lui est d'autant plus nécessaire qu'elle gaspille depuis deux décennies trop de ses espaces naturels et beaucoup de ses ressources en eau. Durant les années 1960, l'une des graves erreurs du maoïsme fut de dénoncer les politiques de limitation des naissances que les Congrès démographiques mondiaux appelaient déjà de leurs vœux. Il fallut encore vingt ans pour qu'elle se rende à cette raison. Il est hautement souhaitable que sa modération écologique mûrisse plus vite que sa sagesse démographique.

Quant à sa sagesse sociale, elle semble bénéficier d'une nouvelle germination. Le temps n'est plus où les recettes simples et expéditives du socialisme étatique de style maoïste dirigeaient la Chine, d'une guerre révolutionnaire et nationaliste finalement menée à bien à des réformes qui, pour l'essentiel, partagèrent la misère entre tous. Ni aux saccades du Grand Bond en avant et de la Révolution culturelle prolétarienne où furent perdus les maigres progrès acquis après 1949. Maintenant que la relance d'une économie ouverte au capitalisme international a produit les succès que l'on sait, la misère s'efface, mais non pour tous. Parfois même sa vigueur s'accroît. Néanmoins l'ensemble de la société est en mouvement et la très inégale répartition des bienfaits de la croissance, caractéristique des démarrages capitalistes, se fait pleinement sentir. D'un fin laci géographique de tensions sociales fort différenciées, naissent beaucoup d'espérances et bon nombre de révoltes qui visent des appareils étatiques et des entreprises, mais de façon fragmentaire. Des interrogations plus globales se font néanmoins entendre.

Avec les réserves qu'appelle le critère monétaire simpliste dont elle fait usage, la Banque Mondiale estime que 10 % des Chinois vivent encore en dessous d'un seuil de pauvreté qu'elle fixe à 1 \$ par jour et par personne. Ce nombre de pauvres serait très inférieur à celui de 1990, mais il continuerait de recevoir des renforts dans les campagnes reculées, comme dans les masses migrant vers les zones urbaines les plus actives. La pauvreté menace aussi les personnes âgées dont le poids démographique ne cesse d'augmenter, cependant que les pensions d'entreprise ou de collectivités sont vulnérables, voire défaillantes, et que "l'enfant unique" réduit les chances d'aide familiale. Vers 2040, ce péril atteindrait son maximum. Du côté des actifs, une autre tendance se fait jour : les inégalités de revenus entre urbains et ruraux qui étaient encore faibles en 1990 ont doublé de 1995 à 2005. On sait combien les expansions capitalistes distendent l'échelle des salaires et enflent les niveaux des profits et des surprofits. Or ce processus n'est amorcé en Chine que depuis deux décennies et n'est guère atténué par un revenu indirect (d'assistance sociale) en matière de pensions et de santé, voire même d'éducation secondaire et supérieure. Au nom de "l'harmonie sociale" dont il se veut le gardien, le gouvernement a esquissé des interventions ou des projets sur tous ces points, en donnant apparemment priorité au relèvement des revenus paysans, au freinage des très hauts salaires, à la taxation des profits élevés et à l'élargissement progressif des services publics d'éducation et de santé. Mais les moyens financiers qu'il semble affecter à ces fins ne garantissent pas des résultats rapides et généraux. C'est donc d'en bas que viennent des réactions significatives, qu'il s'agisse d'émeutes contre les confiscations de terre à diverses fins ou de poussées salariales qui deviennent sensibles dans les zones les plus touchées par la

surchauffe économique générale. A Shenzhen, ville pionnière de l'ère Deng Xiaoping, les recrutements deviennent difficiles, les salaires sont élevés, le marché de l'habitat est tendu. A Shanghai, ville tardivement libérée des restrictions de l'époque maoïste qui n'a pu s'élancer que dix ans après Shenzhen, mais a vite retrouvé son dynamisme ancien, on en vient à bloquer les projets nouveaux, d'ordre industriel ou immobilier, tant les prix et les coûts se sont tendus, y compris pour ce qui est des travailleurs qualifiés qui pourtant y affluent. Des forces embryonnaires pointent de divers côtés, des grèves "à la coréenne"⁸⁰ sont parfois signalées, les manifestations plus ouvertes ne sont plus réprimées brutalement, ni bannies de la presse. On a même vu, depuis 2006, des syndicats apparaître dans les sites de diverses multinationales venues d'Amérique et peu réputées pour l'accueil des organisations de travailleurs (Wal-Mart, McDonald's, Pizza Hut., etc.). A Pékin, la Fédération Panchinoise des Syndicats a soutenu, voire impulsé ces créations. C'est pourtant encore une fédération syndicale telle qu'on les concevait dans les sociétés communistes de naguère, mais on a vu en maints pays d'Europe et d'Asie de telles organisations briser tout ou partie des liens qui l'attachaient au pouvoir d'Etat ou au parti dominant celui-ci. En Chine, le ver est dans le fruit.

Mais rien n'indique encore que le (relatif) déploiement de la société civile* favorisé par l'expansion de l'économie, l'importation de FMN et une certaine ouverture aux médias étrangers, le tout sur fond d'internet, ouvert à tous vents, malgré diverses tentatives de blocage ou de canalisation, s'accompagnera de sitôt d'une égale évolution de l'Etat en tous ses rouages. Certes, des progrès manifestes s'accomplissent. Ainsi quand l'Agence *Chine Nouvelle* annonce que tous les interrogatoires de police doivent être filmés en vidéo, tandis que le Chef du Parquet Chinois indique que des interrogatoires violents sont à l'origine d'une trentaine d'erreurs judiciaires chaque année, une réforme des appareils judiciaires et policiers se profile assurément. Elle ne supprimera pas de sitôt les tortures et les brutalités moindres dont la police était coutumière, mais l'exemple de pays comme la France qui peinent encore à appliquer la même obligation prudente d'une vidéo des interrogatoires montre qu'il s'agit là d'une atteinte essentielle au "travail" traditionnel des polices sous maints climats. En outre, la Chine semble vouloir raréfier la peine de mort dont elle use plus que les Etats-Unis. Sa loi requiert désormais l'accord de la cour pénale nationale avant l'exécution de condamnations prononcées à l'échelon provincial. Quand, par ailleurs, la Chine s'apprête à réformer son droit des patentes et brevets pour se conformer aux normes de l'OMC⁸¹ qui combat les atteintes à la propriété commerciale, cependant que la réunion annuelle de l'Assemblée Nationale Populaire de la République chinoise, écarte une nouvelle fois, comme elle l'a fait depuis des années, une réforme qui donnerait aux paysans un droit de pleine propriété sur les terres qu'ils détiennent depuis 1980, à titre de location héréditaire, plusieurs leçons sont à tirer de cette coïncidence. L'inégal traitement du droit commercial et du droit de propriété atteste que l'OMC compte plus que la paysannerie dans l'essor chinois. Mais le blocage sur la propriété foncière souligne aussi la convergence des motivations hétéroclites de théoriciens nostalgiques de la propriété collective, d'administrateurs régionaux avides de terrains récupérables sans expropriation, ni indemnisation arbitrée par la justice et de dirigeants centraux hésitant devant ce qui freinerait la libre projection spatiale de leurs projets d'avenir. Là-dessous, une autre donnée se confirme elle aussi : la Chine vit sous un régime politique où l'on débat fermement et où les travaux de

⁸⁰ En Corée du sud où le syndicalisme est aujourd'hui épanoui, les arrêts de travail, sous la dictature militaire des années 1960-70, ont souvent pris la forme d'une poursuite effective du travail, par des salariés qui s'ornaient d'un brassard rouge et n'en venaient qu'exceptionnellement à un arrêt effectif. Les grèves ainsi "mimées" ont néanmoins aidé à l'amélioration de leurs salaires et de leurs conditions de travail.

⁸¹ Organisation Mondiale du Commerce

l'Assemblée Nationale, sinon ceux des Conseils ministériels, deviennent visibles via les medias. L'ajustement de l'appareil d'Etat, en ses cinq niveaux territoriaux et pour la plupart de ses activités civiles, semble être la préoccupation centrale des gouvernants chinois, d'une façon qui est d'ailleurs indissociablement mêlée aux visées majeures de la politique intérieure : poursuivre la croissance en tempérant sa surchauffe et renforcer continuellement "l'harmonie sociale".

Mais celle-ci est une formule vague qui fait écho aux meilleures doctrines de l'empire ancien, plus qu'aux thèses héritées de Mao Zedong ou à celles de Hu Yaobang, éphémère secrétaire général du PC chinois, d'inclination réformatrice, mais qui fut écarté du pouvoir en juin 1989, en raison de ses "faiblesses" devant les manifestants de la place Tien An Men. Formule vague, parce que tout en inspirant les commentaires des journaux et des médias, elle ne s'aventure pas vers les véritables débats qu'explorent sur internet, des intellectuels, des universitaires et même des officiers en retraite au sujet de la "démocratie socialiste" et de la "réforme du système politique". Les plus hardis invitent la Chine à imiter la Suisse, pays où les travailleurs sont respectés et où le gouvernement est de style démocratique. Pour sa part, le président Hu Jintao a réaffirmé que "l'harmonie sociale" devait être sauvegardée par une action persévérante en vue de réduire les inégalités et par un combat redoublé contre la corruption qui touche certains appareils centraux et provinciaux. Les recettes de l'harmonie seraient une meilleure distribution des revenus et une action décidée et continue contre les affairistes et profiteurs qui lèsent les intérêts du peuple. Mais peut-on attendre une telle action d'une organisation unique, qui garde le nom et le protocole centralisé du parti communiste, mais qui inclut désormais des cadres et patrons de l'économie privée aux côtés de cadres et agents des fonctions publiques et même de rares ouvriers et paysans non encore transformés en permanents du parti ? L'exemple du Mexique où un Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) de composition analogue a pu gouverner, pratiquement seul, des années 1920 aux années 1990, tout en devenant nettement moins réactionnaire et oppressif que maints autres gouvernements d'Amérique latine montre que la gageure peut être tenue. Mais elle sera exposée à de rudes tensions dans un pays immense, en plein essor économique, où le moteur capitaliste, puissant producteur de richesses et d'inégalités, tourne à plein régime. Les discours sur "l'harmonie sociale" n'étouffent pas les luttes de classes. L'avenir n'est nulle part écrit, mais il est probable que la Chine devra évoluer vers une souplesse croissante, faute de quoi des explosions moins "bien élevées" que celle des étudiants de Tien An Men et moins aisément confinables que celle-ci viendront amplifier les quelques milliers "d'incidents graves" et d'émeutes rurales que la Chine enregistre chaque année. Pour éviter ces périls, la Chine devrait apprendre l'art des compromis syndicaux, des débats politiques ouverts et se souvenir qu'en toutes les nations industrielles des élections suffisamment contradictoires et respectées noient dans des flots de salive des tensions qui, ailleurs se règlent dans le sang. L'affaire est d'autant plus importante que la Chine est une sorte de modèle pour l'Asie, car sa culture a fécondé beaucoup des nations voisines, tout comme sa langue a servi de matrice à certaines au moins de leurs langues usuelles. Autrement dit, elle n'en impose pas seulement par sa masse, mais aussi par l'inévitable reviviscence culturelle que sa richesse en devenir va faire surgir. Elle partage ce rôle avec l'Inde, fondatrice et héritière d'une autre civilisation millénaire et, elle aussi, engagée dans une longue marche vers la modernité et la puissance. Son évolution n'est pas qu'une affaire chinoise, c'est une transformation de portée pleinement asiatique, c'est-à-dire mondiale.

A la fin de l'année 2006, un documentaire présenté en vingt-quatre soirées consécutives par la principale chaîne de la télévision chinoise a été consacré aux neuf pays qui sont devenus de grandes puissances mondiales au cours des derniers siècles. Ce panorama, étalé de l'Espagne du 16^e siècle jusqu'aux Etats-Unis d'aujourd'hui, a été préparé par une équipe d'universitaires chinois. On dit même qu'il illustrerait un rapport présenté auparavant à

la direction du parti communiste. Cette émission qui a connu un grand succès d'audience a notamment souligné la volonté de défendre l'unité nationale affichée par Lincoln, fût-ce au prix d'une guerre civile; ou encore, les réformes de Roosevelt dont le *New Deal* a élargi le rôle du gouvernement, vis-à-vis du marché, allusions transparentes à Taïwan ou au rôle maintenu pour l'Etat central, dans l'économie nationale. La visée d'ensemble serait d'éveiller, chez les Chinois une plus grande attention au rôle croissant de leur pays dans le monde actuel, ce qui correspond, en effet, aux actions mises en œuvre par leur gouvernement, désormais plus attentif aux travaux de l'ONU et d'autres organisations internationales, mais aussi aux stratégies déployées par leurs entreprises qui prennent rang parmi les FMN les plus actives⁸², et peut-être même par des projets politico-culturels ambitieux : on pourra en juger par l'image que la Chine donnera d'elle-même lors de la Foire Internationale de Pékin, en 2012. Savoir ce que sera la dimension et l'orientation des forces militaires chinoises – question qui stimule la vigilance et peut-être aussi l'imagination des Etats-Unis, mais pas d'eux seuls – sera aussi un problème majeur des prochaines décennies, que l'on retrouvera dans un prochain chapitre.

D'autres grimpeurs, en Asie et ailleurs

Hormis le Proche et Moyen-Orient, la Sibérie russe et le Japon qui boitille encore vers un regain d'activité, la majeure partie de l'Asie est entrée, depuis vingt ans, mais en ordre dispersé⁸³, dans une période de forte croissance. En moyenne, elle atteint désormais près d'un doublement de la production tous les dix ans. La Chine n'est donc pas une exception, mais seulement la tête du peloton – ou plutôt l'un des principaux moteurs de cet élan continental. L'Inde la suit d'assez près, mais selon une trajectoire bien différente. Certes, le nord et l'ouest des Indes ont été le siège de plusieurs empires installés au long de l'Indus et du Gange, cependant que des Etats épars et parfois refoulés par ces empires ont occupé le sud du continent. Mais c'est seulement à partir du 17^e siècle que le plus habile des colonisateurs installés sur les marges de cet ensemble l'a assemblé tout entier, sans réduire son disparate, mais en l'arrondissant, du Cachemire à Ceylan et à la Birmanie. Quand cet énorme empire des Indes britanniques s'est disloqué en 1949, l'Angleterre lui a laissé en héritage une forte armée partagée entre ses successeurs, une économie et une monnaie déjà quelque peu modernisées et une langue qui est demeurée l'idiome principal de la vie politique et même culturelle, sinon de la vie quotidienne des peuples. Non sans guerres et troubles régionaux, le principal Etat issu de la Partition – c'est-à-dire l'Inde *stricto sensu* – a réussi à traverser ses premières décennies d'indépendance, en maîtrisant les famines dont souffrait sa population surexpansive, en élargissant peu à peu sa production et en affirmant son rôle international. Au début des années 1980, quand la Chine voisine entrait dans l'ère Deng Xiaoping, la République Indienne - où allait s'achever le "règne" démocratique de la "dynastie" Nehru - amorçait une libéralisation de son économie jusqu'alors "administrée", si bien que sa croissance s'accélérait, tandis que l'économie voisine commençait à réparer les dégâts de l'époque maoïste. Depuis lors, l'Inde où le ralentissement démographique est insuffisant, a finalement dépassé le total de la population chinoise. Quant au rattrapage du PIB réel global des Etats-Unis, les perspectives communément admises aujourd'hui le situent vers le milieu du 21^e siècle.

Tout comme la Chine, l'Inde est devenue un très important acheteur de pétrole et d'autres matières premières. Elle s'intéresse aux pays encore mal exploités, tels le Soudan ou

⁸² En 2000, le répertoire du magazine *Fortune* comptait cinq groupes chinois parmi les 500 plus grandes entreprises mondiales. En 2005, on en comptait déjà une quinzaine et l'extraversion chinoise se poursuivra.

⁸³ Du fait notamment des crises monétaires de 1996-97.

même l'Iran. Elle négocie l'installation d'un gazoduc vers ce dernier et l'Asie centrale à travers le Pakistan – ce qui ne plaît guère aux Etats-Unis – et s'est associée à plusieurs grands contrats internationaux de la Chine. Elle a également commencé d'exporter certaines FMN très ambitieuses, comme le sidérurgiste Mittal et diverses sociétés du groupe Tata, sans compter les prestataires de services informatiques, très développés à Bangalore, et qui commencent à projeter des annexes en pays voisins. Longtemps réticente, l'Inde accepte désormais l'installation de firmes étrangères sur son territoire, telle la *General Motors*, mais elle est encore loin loin de pratiquer une politique de la porte ouverte. Par une initiative singulière, mais peut être prometteuse, un conglomérat des Emirats Arabes Unis s'est associé avec des promoteurs immobiliers indiens en vue de financer la construction de deux villes nouvelles. La banque américaine Goldman Sachs estime que l'Inde compte déjà dix des trente villes mondiales à croissance ultra-rapide, mais elle n'évoque pas les immenses bidonvilles dont le "nettoyage" autour de New Delhi, Bombay, Calcutta et autres cités, est une tâche à reprendre sans cesse et souvent menée de façon parfois brutale, sans cesse reprise. Apparemment, l'élan des bâtisseurs semble plus vif en Chine, peut-être parce qu'aucune propriété privée ne l'entrave.

Les relations entre la Chine et l'Inde ont beaucoup perdu de leurs raideurs passées. Les bons rapports de la Chine et du Pakistan, hérités de la guerre froide, ont perdu de leur vigueur depuis que les Etats-Unis ont, en somme, sanctionné le nucléaire "clandestin" du Pakistan, par une pleine reconnaissance du statut ouvertement acquis par l'Inde en ce domaine, sans que la Chine en prenne ombrage. Le port financé par la Chine à Gwadar, dans la province pakistanaise du Baloutchistan, n'a guère d'activité, bien que les échanges sino-pakistanaïens soient en expansion rapide, mais par d'autres voies. Entre la Chine et l'Inde, le commerce s'est développé plus encore et les anciennes tensions diplomatiques ont été quasiment résorbées, qu'il s'agisse de la présence du dalaï-lama tibétain dans le nord-ouest indien ou de la frontière du nord-est entre ces deux pays, du côté du Sikkim. Les visites croisées des chefs d'Etat sont devenues fréquentes. Des firmes indiennes s'installent à Shanghai, des projets – ou de bonnes intentions – ont esquissé un mariage du *software* indien et du *hardware* chinois, dans une industrie informatique pleinement asiatique. Aucun des deux pays ne manifeste plus d'inquiétude à l'occasion des lancements de missiles de l'un ou de l'autre, depuis que les contacts politiques et militaires de haut niveau se sont établis entre les deux Etats. Bref, les ricochets de la guerre froide se dissipent et une bonne mais prudente entente s'est établie. Test de succès parallèles, les étudiants indiens inscrits dans des universités américaines sont encore les plus nombreux – en provenance d'un pays asiatique – mais les étudiants chinois les rejoignent et tous deux dépassent désormais les étudiants coréens ou japonais.

La Banque Asiatique de Développement (ADB) – qui est une banque continentale, de même vocation que la Banque Mondiale – souligne que la forte croissance du PIB continental en 2006 (+8,3%) a été tirée par deux locomotives, la Chine (+10,7%) et l'Inde (+9,2%) qui, à elle deux ont fourni 70% du résultat global. L'Indonésie dont l'exploit est presque égal à celui de l'Inde, mais plus irrégulier que celui-ci, est suivie de près par le Vietnam (+8,5%) désormais engagé dans un effort "à la chinoise". C'est donc bien l'Asie toute entière⁸⁴ qui est concernée. La position chinoise s'y affirme nettement, car les FDI⁸⁵ reçus par l'Inde sont nettement inférieurs à ceux qu'elle reçoit. Fermement liée à l'ASEAN⁸⁶, la Chine s'apprête à signer avec celle-ci un large accord commercial, tandis que l'ASEAN + 3 (qui adjoint à la première le Japon, la Corée du sud et la Chine) se prépare même à remplacer le réseau des

⁸⁴ Hormis le Moyen-Orient, la Sibérie et le Japon, comme il a été noté plus haut.

⁸⁵ Ces FDI (*foreign direct investments*) désignent les investissements étrangers opérés sans détour boursier.

⁸⁶ L'ASEAN est l'Association des Nations du Sud-Est Asiatique.

accords de swaps signés entre les banques centrales après les crises monétaires de 1997-98, par un fonds commun où sera placée une large partie des réserves de change de tous les pays concernés. Déjà, en 2000, le Japon avait proposé la constitution d'une sorte de FMI asiatique, mais cette offre s'était ensablée. Elle renaît, en 2007, sur l'initiative d'une Chine qui a accumulé dans l'intervalle des réserves supérieures à mille milliards de \$.

La Chine et l'Inde sont les deux *grimpeurs* émérites qui tendent à rejoindre, puis à dépasser le niveau réel du PIB américain. Mais il est, de par le monde, d'autres compétiteurs qui n'atteindront pas tous ce niveau, mais dont les probables évolutions au cours du 21^e siècle modifieront considérablement le classement des puissances économiques dans le système mondial. En Asie même, en écartant la Corée qui approche déjà du peloton de tête et qui le rejoindra assurément en une ou deux décennies, si elle finit par réunir (ou confédérer) son Nord et son Sud, quelques pays, comme l'Indonésie, la Turquie, la Thaïlande, l'Iran et le Pakistan ont des chances de s'en approcher; Mais, comme ils sont loin d'inclure plus d'un "milliard d'hommes", leur exploit global sera forcément plus modeste, sans compter les blocages économiques ou politiques que certains d'entre eux pourraient subir.

Une performance plus remarquable pourrait être attendue d'un Brésil accélérant son élan des dernières années et entraînant une part utile de l'Amérique latine – en particulier le Venezuela, riche de ressources pétrolières de longue durée. A suivre l'évolution des projets régionaux d'interconnexion des réseaux gaziers et pétroliers et d'assemblage d'une Banque du Sud qui sont esquissés, en 2007, on entrevoit l'élan qui pourrait porter le Brésil - neuvième puissance économique, logée entre l'Italie et la Russie, dans l'échelle mondiale des PIB. Mais pour réussir durablement un tel exploit, qui l'amènerait à dépasser plusieurs des pays d'Europe occidentale pour se rapprocher du Japon, il faut supposer que cet immense cœur de l'Amérique australe se libérerait des faiblesses intimes qui l'ont jusqu'ici condamné à se soumettre, plus encore que le Mexique, aux influences et aux pressions nord-américaines. Une pleine expansion de son immense richesse potentielle serait, en effet, une invention majeure du 21^e siècle ou des débuts du siècle suivant, qui scellerait une novation tricontinentale du monde entier. Les Etats-Unis en seraient dérangés plus qu'ils ne l'ont été par la lointaine Russie "rouge" ou qu'ils commencent à l'être par la nouvelle Chine, jadis "rouge" elle aussi.

A vues humaines, l'Afrique du 21^e siècle ne leur réserve pas de semblables surprises, tant ses rares grandes puissances, telles l'Egypte, l'Algérie ou le Nigeria sont loin de pouvoir réaliser de sitôt de très grandes novations. L'Afrique du sud qui les surclasse toutes trois – et qui occupe une position notoire, au 20^e rang des Etats classés par la Banque Mondiale – a déjà surmonté plusieurs des drames culturels et politiques qui inhibent encore la plupart de ses voisins. Elle dispose, en outre, de ressources naturelles de meilleure qualité et d'une industrie qui a dépassé le stade embryonnaire. Mais de là à parcourir deux ou trois siècles de modernisation en quelques décennies, il faudrait d'immenses remue-ménages "à la chinoise" dont on n'a aperçu jusqu'ici que de menus symptômes, épars et fragiles. L'activation commerciale qu'elle subit – tout comme l'Amérique latine – du fait de la Chine et de ses voisins semble plus prometteuse que le trafic néo-colonial où elle était cantonnée depuis sa décolonisation; pourtant ses éventuels effets bénéfiques requerront du temps.

La liste des *grimpeurs* vers le niveau américain – et au delà – se limiterait donc à la Chine et à l'Inde, si la course asiatico-américaine qui est d'ores et déjà engagée, ne réveillerait pas certains compétiteurs potentiels, aujourd'hui assoupis de différentes façons. A savoir : le Japon qui se réveille d'une longue crise; l'Europe dont la construction politique, à peine commencée, pourrait éventuellement prendre tournure; et, enfin, la Russie, à peu près dépouillée de son manteau soviétique. Trois ex-*grimpeurs* qui n'auraient pas à "repartir de zéro".

Depuis le début des années 1990, le Japon stagne : l'éclatement d'une bulle boursière, l'ensablement de plusieurs plans de relance, la dissipation d'une poussée inflationniste, le net ralentissement des FMN d'origine locale, tout s'est conjugué pour briser l'élan antérieur. Autour du Japon, les tensions entre les puissances du nord-asiatique se sont poursuivies, en boucle, sans qu'aucune se dénoue vraiment. Les Etats-Unis, hier leaders dans cette zone, n'y ont remporté aucun succès notable.⁸⁷ Finalement, le Japon y a conquis quelques degrés de liberté militaire et il a bénéficié de quelques ricochets de l'essor chinois, tout en opérant quelques réformes, notamment dans son appareil financier, si bien que, depuis 2004-05, il donne l'impression de reprendre vigueur, en esquissant un rapprochement avec l'Inde et en amorçant un dialogue politique courtois avec la Chine. Il se pourrait donc qu'il retrouve son plein dynamisme, mais après avoir languï pendant deux décennies, délai suffisant pour que sa jeune génération s'écarte des disciplines traditionnelles : retrouver son rang de "troisième grand" sera très difficile, sinon impossible.

L'Europe patine, elle aussi, depuis 1990, mais de tout autre façon. Elle n'effectue pas un quasi-surplace comme le Japon, mais souffre, au contraire, d'une expansion mal orientée. L'expansion l'a portée jusqu'à vingt-sept Etats membres, alors que sa liste d'attente comprend les Balkans en voie de pulvérisation politique et la Turquie en avant-garde d'un cortège disparate d'aspirants auquel les Etats-Unis aimeraient adjoindre l'Ukraine, voire la Géorgie. En effet, le pilote nord-américain, usant souvent du détour de l'OTAN, s'est efforcé avec succès de noyer l'Union Européenne (UE) sous un maximum de nouveaux venus récemment sortis de l'orbite soviétique. Seule l'implosion de la Yougoslavie est venue freiner cette manœuvre dont le succès le plus dommageable a été d'inhiber la maturation politique de l'UE. Celle-ci est, en fait, une zone de libre-échange qui serait pleinement ouverte sur le marché mondial, n'était la Politique Agricole Commune qui dilapide une large part de son budget propre. La création de l'euro renforcerait cette tendance si tous les Etats de l'UE s'y ralliaient, car la Banque Centrale Européenne qui est censée encadrer cette zone monétaire n'est soumise à aucune autorité politique – à la différence des Banques Centrales des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et des principales autres puissances du monde actuel. Pour se fidéliser l'Europe, les Etats-Unis l'ont empêchée de prendre une forme politique commune et autonome et ils continuent de l'empêcher d'acquérir une force militaire commune, en gardant la haute main sur leur OTAN. Bref l'Union Européenne est un géant empêtré dans ses "liens amicaux" avec les Etats-Unis.

Le cas de la Russie est plus simple. Vaincue de la guerre froide, déchirée par plusieurs de ses peuples allogènes et pillée par beaucoup de ses cadres "soviétiques", la Fédération de Russie demeure soumise à de rudes pressions américaines et n'a pas encore trouvé d'alliés potentiels, au sein de l'Europe, malgré de vagues tentatives allemandes et françaises. Les liens qu'elle a noués derechef avec la Chine se réduisent à des ventes d'armes et de pétrole et à une surveillance vigilante de leurs confins d'Asie centrale. Bref, la Russie est isolée, sa population continue de décroître, seules ses richesses minières et pétrolières lui procurent le moyen de revitaliser son Etat. Il faudra sans doute une ou deux décennies encore pour que la prolongation éventuelle de cette orientation récente lui permette de prendre un nouveau départ.

Vers un nouveau système mondial

⁸⁷ Voir *Comment solder un siècle de guerres inabouties en Asie du nord-est ?* sur le présent site.

Depuis les débuts de la révolution industrielle capitaliste, quatre systèmes mondiaux se sont succédé. A partir du 18^e siècle anglais, le premier s'est lentement extrait du monde marchand qu'avaient bâti les puissances européennes, fondatrices d'empires coloniaux. Ce système original a foisonné dans toute l'Europe et à partir d'elle, jusqu'au suicide collectif des puissances (impériales et impérialistes) que fut la première guerre mondiale, celle que l'Europe date de 1914-18.⁸⁸ Le second monde capitaliste a été une ère de guerres ouverte en 1914 et relancée à partir de 1939-40. Ses novations principales ont été l'écho mondial de la révolution communiste russe et la montée en puissance des Etats-Unis d'Amérique. Au sortir de la deuxième guerre mondiale, la ruine des puissances européennes et le rapide démembrement de leurs empires coloniaux ont conduit à un troisième système mondial qui a couvert la planète entière d'environ 200 Etats formellement souverains, mais inégalement indépendants. Une guerre froide opposant l'URSS (et ses rares alliés) à la majeure partie des autres Etats a sous-tendu l'organisation de ce troisième monde dont la dominante capitaliste s'est à tel point renforcée que l'URSS a perdu en quelques décennies ses alliés, puis ses subordonnés. En octobre 1989, son dernier rempart, le mur de Berlin s'est effondré. Ainsi, un premier système capitaliste industriel a duré deux siècles environ, puis a été remplacé par un second et un troisième mondes qui n'ont pas survécu plus de quelques décennies. Leurs scansions ont été déterminées, principalement, par des guerres et des révolutions, nées des crises économiques les plus exacerbées et des rivalités militaires des puissances principales.

Le quatrième système capitaliste, dans lequel nous vivons depuis les années 1990 va bientôt boucler sa seconde décennie et il se prolongera vraisemblablement pendant quelques décennies encore. En effet, les tensions économiques et les crispations guerrières qui le traversent visiblement ne semblent pas conduire, à brève échéance, vers un effondrement révolutionnaire ou militaire de son architecture présente. Aussi faut-il prêter attention, tout à la fois, aux évolutions profondes qui se laissent présager et aux freinages spontanés comme aux choix politiques qui semblent canaliser ces changements.

L'étape dans laquelle nous sommes aujourd'hui engagés s'achèvera probablement vers 2015. A ce moment, en effet, les cicatrices de l'échec américain en Irak seront sans doute effacées, sans que de nouvelles blessures guerrières au retentissement mondial aient grande chance de leur faire suite – même au Proche et Moyen-Orient où les désordres politiques aggravés par les Etats-Unis vont s'envenimer de plus en plus à mesure que s'épuisera l'énorme richesse pétrolière régionale. On peut douter que l'Iran soit assailli, tout comme la Corée du nord à l'autre bout de l'Asie. Un dérapage de Taïwan vers une indépendance formelle est plus improbable encore, car il ne lui procurerait aucun avantage. Dès le printemps 2005, Kissinger jugeait que "*conflict is not an option*". Une nouvelle guerre froide où la Chine remplacerait l'URSS serait inefficace, vu les orientations et les prudences présentes de cette puissance renaissante et les risques d'incompréhension de la part des alliés actuels ou potentiels des Etats-Unis. L'assainissement monétaire et budgétaire des Etats-Unis qui sera bientôt inéluctable pour éloigner le risque de crise économique et pour bien négocier le virage vers "l'après pétrole" calmeront sans doute cet Etat par trop impétueux, du moins jusque vers 2015, époque où la Chine aura vraisemblablement porté son PIB global à un niveau équivalent à celui des Etats-Unis. Alors viendra le temps où l'examen des orientations militaires de la Chine se fera vétilleux, où ses relations de bon ou mauvais voisinage avec l'Inde et ses autres principaux voisins asiatiques seront suivies de fort près, et où les attitudes potentielles du Japon, de la Russie et peut-être même de l'Europe seront soupesées. Mais la période ainsi ouverte aura également d'autres centres d'intérêt. Beaucoup d'Etats auront à juger si la solidité

⁸⁸ En fait, les révolutions russe (1905), mexicaine (1911) et chinoise (1911) ont inauguré cette transition qui s'est achevée au début des années 1920, avec l'effacement de l'empire ottoman.

politique et culturelle de la Chine s'est renforcée autant que sa vigueur économique, si des lézardes s'y dessinent, si "l'harmonie sociale" y aura été consolidée par d'habiles politiques ou si l'enrichissement médiatique, associatif et syndical de la société civile chinoise aura permis d'amorcer une réforme du régime politique dans cet immense Etat. A quoi s'ajouteront bien d'autres ajustements accomplis ou projetés dans maintes autres régions du monde, si bien qu'au total, la perspective d'une nouvelle guerre froide, polarisée par les Etats-Unis et la Chine ne peut être tenue pour inéluctable.

Une quinzaine d'années plus tard, la Chine de 2030 pourrait avoir dépassé de 60 % ou plus, le PIB global des Etats-Unis, ce qui ne réduirait pas encore de façon très sensible l'écart entre son PIB par tête et celui des Etats-Unis, d'autant que, d'ici là, quelques élans novateurs pourraient s'être manifestés en Amérique du nord ou dans les cantons les plus américanisés (ou américanophiles) d'un système mondial en mutation, cependant qu'en Chine même le recul de la pauvreté pourrait absorber une part significativement accrue de la production nationale et des importations destinées aux masses populaires. Le continent asiatique sera certes devenu le principal champ de préoccupations des Etats-Unis. Sera-t-il possible d'y trouver des appuis durables pour contenir la Chine, à la manière d'un Kissinger disloquant l'alliance russo-chinoise, pour se sortir du guépier vietnamien ? Quels alliés et à quel prix ? Retourner la Russie contre la Chine, mais comment ? Renouveler et enrichir l'alliance avec le Japon, mais en ayant nécessairement à reconnaître la pleine autonomie nucléaire de ce pays, sans réussir pour autant à empêcher la réintégration de Taïwan dans la République chinoise ? Réveiller les méfiances de l'Inde envers la Chine, mais comment fidéliser ce "non-aligné" plutôt philo-soviétique de jadis ? Même la Corée, sans doute réunifiée d'ici là, pourrait prétendre à une certaine autonomie nucléaire, en ayant hérité des tentatives nord-coréennes. Autrement dit, il est vraisemblable que l'Asie du 21^e siècle adjoindra à la Chine, à la Russie, au Pakistan et à l'Inde, déjà rangés au rang des puissances nucléaires (de taille; certes variable) deux ou trois autres Etats asiatiques.⁸⁹

Ce cheminement très périlleux pourrait peut-être conduire à une rénovation radicale du traité fondateur de l'Agence Internationale de l'Energie nucléaire, notamment si les Etats-Unis et la Chine conjoignaient leurs efforts à cette fin. En tout cas, il est vraisemblable qu'un réseau complexe de dissuasions mutuelles (et plurielles) sera l'issue la plus probable de cette évolution. Laquelle s'accompagnera d'une large réorganisation (peut-être par étapes) des institutions internationales, autour du Conseil de Sécurité ou du G8, si ce n'est d'une création nouvelle. Réorganisation qui pourrait probablement s'amorcer dès avant 2015 par une remise à niveau d'organisations financières (FMI, Banque Mondiale, plusieurs des Banques continentales, etc.) qui sont désormais inadaptées aux évolutions économiques et financières du système mondial.

Vers 2050, on sera entré dans un monde si différent de l'actuel qu'il ne serait pas surprenant – qu'avec ou sans de dramatiques convulsions guerrières ou autres – le quatrième système mondial, né en 1989-91, soit à considérer comme clos. On pourrait en juger, de façon fort hypothétique, mais pourtant significative, en prolongeant jusqu'au milieu du 21^e siècle, les tendances que j'ai jusqu'ici utilisées, en m'aidant peut-être trop prudemment des spéculations de Maddinson, mais je m'abstiendrai de pousser ce genre de calcul au delà de 2030⁹⁰, car la portée d'un demi-siècle d'innovations techniques, de bouleversements de la

⁸⁹ Sans pouvoir exclure l'Iran, si Israël ne se voit pas imposer un désarmement ou une neutralisation à cet égard.

⁹⁰ Limite que j'ai assignée à de tels calculs, au dossier n° 3 du tome 2 de *L'Inventaire du 21^e siècle*.

géographie économique mondiale, de guerres éventuelles (mondiales ou non), de crises économiques et financières, voire même de catastrophes naturelles ne peut être chiffrée et mêlée significativement à de très puissantes courbes de croissance économique. Un chapitre ultérieur soumettra à un contre-examen celui qui va s'achever ici, en se plaçant non plus du point de vue de la Chine et de l'Inde ou des autres *grimpeurs* aujourd'hui en plein effort, mais bien au point de vue des Etats-Unis eux-mêmes, c'est-à-dire de la puissance dont la prépondérance dans le système mondiale est visiblement remise en question. Dans ce chapitre futur, comme ici, la question sera de repérer les risques majeurs à éviter.

Pour ce qui concerne les *grimpeurs*, il est clair que la forte croissance chinoise – et asiatique – doit être soutenue plus que freinée, mais au moyen d'accords internationaux (OMC, FMI, etc.) rendant gérables, en Europe et en Amérique, les délocalisations qui vont se poursuivre. Que la pleine disponibilité des leviers économiques et financiers, d'ordre étatique, qui pourraient aider la Chine (et ses voisins) à accélérer les redistributions sortant les masses miséreuses de leur triste sort mérite d'être soutenue. Et que les ajustements des organisations internationales élargissant la représentation, en leur sein, de la Chine et de ses voisins doivent l'emporter sur les intérêts des puissances occidentales aujourd'hui prépondérantes en ces domaines. Quant aux équipements militaires aériens, maritimes et spatiaux de la Chine et de ses voisins, il importe d'en juger sans *a priori*, tant que les besoins défensifs de ces pays et les capacités offensives de leurs opposants potentiels ne seront pas évalués et infléchis par des organisations internationales réellement pacifiantes. La Chine ne doit pas essayer de prendre la tête d'une nouvelle guerre froide anti-américaine, les Etats-Unis ne doivent pas être encouragés à projeter contre la Chine (ou/et l'Inde) les forces et les fantasmes qu'ils ont longtemps cultivés contre la Russie (ou l'URSS). Au bénéfice d'une progressive multilatéralisation des principales organisations internationales et quelles que soient ses insuffisances propres, la non-ingérence dans la gestion et l'orientation des grandes puissances actuelles ou futures est préférable aux jeux diplomatico-militaires des alliances "à l'ancienne", celles qui formèrent la trame des guerres continentales, puis mondiales des siècles précédents, jusques et y compris le 20^e.

Annexe

PIB et comparaisons internationales

Le PIB est une famille d'indices statistiques relatifs au Produit Intérieur Brut d'un pays donné. Le fondateur de la lignée est né au milieu du 20^e siècle, lors de l'élaboration des premières "comptabilités économiques nationales". J'emploie délibérément cette référence imprécise, car un gros traité serait nécessaire pour retracer toutes les étapes de ce travail, spécifier les traits propres à chaque génération de cette lignée (ce qui requerrait un joli défilé d'équations) et attribuer à chaque auteur ou à chaque équipe les mérites qui doivent lui revenir. Je vais aller à l'essentiel, dans un langage aussi simple que possible, en visant non pas la précision mathématique qui serait indispensable pour les utilisateurs professionnels, mais bien en visant les confusions les plus graves qui résultent de comparaisons internationales ou

intertemporelles mal conduites, confusions qui sont rafraîchies, presque d'année en année, du fait des progrès énormes accomplis par des statisticiens qui, hélas, pratiquent une pédagogie rarement claire et bien exemplifiée.

Comme j'ai déjà déblayé le terrain dans *L'Inventaire du 21^e siècle*⁹¹ je vais partir de ses résultats pour indiquer les principales novations en cours, les progrès qu'elles apporteront et les perfectionnements ultérieurs déjà envisagés.

PIB en volume et en valeur

Pour un pays et une année donnés, cet indice mesure la variation du produit "au coût des facteurs" ou "aux prix du marché", différence que l'on peut négliger, si l'on veut centrer l'attention sur les comparaisons internationales ou intertemporelles. Ces dernières sont parfois dites "historiques". D'une année à l'autre, la variation est dûe aux évolutions des prix et à celles du produit réel. Quand aucun filtrage des effets de prix n'est effectué, le PIB est dit *en valeur*; sinon, le PIB est *en volume*.

Comparaisons intertemporelles pour un pays donné

Ce serait une simple chaîne d'indices (en volume ou en valeur) pour la période considérée, si des changements dans la production, les moyens mis en œuvre, les fluctuations marchandes, fiscales et autres des prix et parfois aussi les fluctuations intrinsèques des monnaies (dévaluation, changement d'unité monétaire, etc.) n'obligeaient, au bout de quelques années, à reprendre à zéro tous les calculs statistiques. Il en résulte un "changement d'année de base" qui permet d'évaluer les résultats des prochaines années par des investigations simplifiées et de redresser les résultats des années récentes, par interpolation avec ceux de la précédente année de base. Entre deux années de base, il peut y avoir un écart de cinq ans ou plus, sauf péripétie majeure.

Comparaisons internationales

Pour les réaliser, il faut non seulement filtrer les prix de chacun des pays concernés, mais aussi filtrer les variations propres à chacune des monnaies en usage dans les pays à comparer. Les méthodes utilisées à cette fin ont progressé, mais le progrès n'est pas homogène d'un pays à l'autre.

La méthode la plus fruste a d'abord été de comparer les monnaies deux à deux selon la variation, année par année, de leur taux de change moyen avec le dollar (\$) des Etats-Unis.

La Banque Mondiale a ensuite jugé que les écarts trop aléatoires pouvaient être éliminés en considérant non pas l'écart des taux de change avec le \$ sur une seule année, mais

⁹¹ Voir notamment le dossier 3 de la deuxième partie, annexe 2 *Sur le PIB PPA (et autres concepts)* dont quelques résultats sont repris ici, sans détailler une nouvelle fois la nature des filtres permettant de passer d'un concept à l'autre

sur trois années (celle en examen et les deux précédentes). Elle a baptisé cette façon de faire "méthode de l'Atlas", car son atlas annuel des PIB par pays en fait usage;

Un progrès plus manifeste a commencé, au sein de la Communauté Economique Européenne, en remplaçant la comparaison brute entre taux de change vis-à-vis du \$, par la recherche d'une parité de pouvoir d'achat entre les pays pris deux à deux, méthode dite des prix PPA.

L'étape suivante, accomplie par Eurostat et reprise par l'OCDE, a consisté dans une extension de la méthode PPA à un ensemble défini de pays : ceux de la CEE devenue Union européenne, en tenant compte de ses élargissements successifs; puis avec l'aide des Etats-Unis et du Japon, ceux de l'OCDE. La mise en œuvre de l'euro a fait disparaître, par étapes, la majeure partie des monnaies européennes.

L'étape en cours a généralisé la recherche des "parités de pouvoir d'achat". A cette fin, un panier international composé de plusieurs milliers de biens et services, marchands ou non marchands, a été constitué, afin que ses variations de prix (ou de coût), d'une année à l'autre, soient partout et simultanément appréciées, en même temps que les variations des monnaies concernées vis-à-vis du \$. Cette méthode produit des **PIB PPA en dollars internationaux (de telle année)**.

Cette dernière méthode gagne peu à peu du terrain. Elle embrasse désormais l'ensemble de l'OCDE. Elle a donné un sens nouveau aux "années de base" : ce sont les années où la réévaluation des paniers PPA est effectuée en détail, alors qu'entre les dites années de base, les changements sont estimés par interpolations simplifiées. L'écart entre "années de base" PPA est, en principe de trois ans. Toutefois l'OCDE qui a commencé d'élaborer, en accord avec les pays considérés, des statistiques portant sur les principaux pays "non-membres de l'OCDE" (dont la Chine, l'Inde, la Russie, le Brésil, etc.), n'a pas encore étendu l'approche "en dollars internationaux" aux dits pays. Cette étape sera sans doute parcourue prochainement et conduira peut être à ce que la Banque Mondiale en vienne à cette méthode pour l'ensemble de ses ressortissants. On peut s'attendre en outre à ce que cette future "mondialisation" du **PPA en \$ internationaux** soit elle-même suivie du remplacement du \$, comme référent mondial, par un panier de monnaies plus diversifié, peut-être dérivé des DTS (eux-mêmes révisés pour faire plus grande place au yuan chinois, à la roupie indienne et à quelques autres monnaies).

Rebonds des tableaux inputs-outputs ?

D'autres enrichissements du lignage des PIB sont peut-être à attendre de leurs cousins "à la Leontiev".

Ce cousinage tient au fait que les tableaux d'échanges inter-industriels (ou tableaux d'inputs-outputs dits aussi d'entrées-sorties) ont été forgés dans la période germinale des comptabilités économiques nationales. Les variantes européennes de ces comptabilités – notamment la française et la néerlandaise – ont fait grand cas de ces tableaux, que les comptabilités "à l'américaine" ont assez vite délaissés, peut être en raison des conclusions *unamerican* que Leontiev a formulées dans les applications qu'il en a tirées pour l'ONU (sur les bénéfices à attendre du désarmement...).

Or il se trouve qu'une équipe formée par B. Wixted, N. Yamano et et C. Webb qui s'active dans l'OCDE a publié en 2006 une *Analyse des entrées-sorties dans un contexte de*

mondialisation généralisée : utilisation des tableaux internationaux harmonisés de l'OCDE qui me semble ouvrir des voies novatrices pour faire éclater le cadre "national" des comptabilités économiques, sans rien perdre de leurs richesses acquises.

La direction visée par cette équipe déboucherait sur une étude sérieuse de ce que les nations économiquement les plus avancées tirent, à leur profit, de la mondialisation. J'ai la conviction que si cet énorme chantier se développe, la conception des PIB PPA pourrait en être substantiellement enrichie.

Sur les comptes chinois

La Chine est un pays difficile à comptabiliser, car elle mêle des campagnes encore proches de celles de l'Inde ou de l'Afrique à de vastes espaces en voie d'industrialisation rapide, mais dont les niveaux de développement effectif sont plus diversifiés que ceux de l'Europe. Le tout dans un contexte politico-administratif où – à de rares exceptions près – on apprend, depuis deux décennies à peine, à se soucier de la fiabilité des statistiques. Les efforts conjugués de l'OCDE et du Bureau National des Statistique (BNS) de Pékin, font connaître de multiples documents sur la Chine ou venus de Chine qui attestent que ce travail s'accélère. Les deux documents les plus intéressants, parmi les publications récentes sont : *New Features of China's National Accounts* de XU Xianchun qui est membre du Département des Comptes Nationaux du BNS et *Practical Methods to Estimate FISIM in China* de XU Xiongfei.

Gêné par la tradition qui laisse aux énormes provinces (et équivalents) le soin de calculer le PIB régional, le BNS qui calcule le PIB national, constate aujourd'hui encore, que l'écart entre la somme des PIB régionaux et le total du PIB national est considérable, en raison des insuffisances de l'appareil statistique, mais aussi du fait que certaines régions visent des taux de croissance trop rapides et "font la course" entre elles. La coopération entre le BNS et les bureaux provinciaux qui a été décidée en 1999 prendra sans doute quelques années encore, avant de produire des résultats pertinents.

La Chine souffre aussi de classements mal affinés. entre les opérations régionales et les opérations centrales, étant bien entendu que ces dernières s'exécutent pour partie au sein de régions où des entreprises et d'autres institutions centrales s'activent puissamment, par exemple à l'occasion de grands travaux. Elle entend aussi imposer une répartition des comptes des "ménages" (ou "households") entre villes et campagnes, pour éclairer des politiques nationales et locales qui ont à éviter maintes crises menaçantes, Dernier exemple, choisi parmi bien d'autres, elle s'efforce de détailler les comptes des institutions financières pour séparer les banques, des assurances et des *securities* (encore mal définies, qui pourraient correspondre à l'ensemble des activités boursières), tout en adjoignant à ces trois catégories nouvelles un groupe dit "autres institutions financières" lui aussi mal défini.

Le second des documents évoqués ci-avant montre qu'un important effort est en cours pour comprendre et mesurer les activités du secteur financier (dénommé *Financial Intermediate Services Industry* ou FISI). Depuis 1999, le BNS a certes adopté en principe, les normes statistiques d'usage international (SNA 1993), mais il lui faut du temps et maintes investigations pour se donner les moyens de les appliquer à un secteur financier en pleine ébullition comme toute l'économie chinoise, mais, plus encore, en plein chambardement. Les quatre banques d'Etat spécialisées autour de la Banque centrale au début de l'ère Deng Xiaoping sont submergées sous une avalanche d'institutions qui les aident à se défaire de leurs amas de créances douteuses ou qui les remplacent, selon diverses formules. Les banques internationales, elles-mêmes tardivement autorisées et souvent encore cantonnées dans certaines villes ou provinces, commencent à déployer leurs ailes.

Cette nouvelle vague de progrès statistiques ne suffira pas pour chiffrer les rôles désormais partagés entre l'Etat (central ou local) et les entreprises (publiques, mixtes ou privées), d'autant que les innovations structurelles surabondent. Ainsi, par exemple, l'arrivée massive

de firmes multinationales (FMN) dans l'espace chinois se double déjà d'une émergence de FMN chinoises qui commencent à foisonner hors les frontières.

Il faut donc faire attention plus que jamais à ce que peuvent signifier, dans les comparaisons internationales et intertemporelles, les statistiques venues de Chine (ou d'autres pays en pleine expansion, comme l'Inde, etc.) tant que lesdites comparaisons n'auront pas été pleinement harmonisées par l'OCDE et les autres institutions réellement qualifiées pour ce faire.

PAIX ET GUERRES ENTRE LES NATIONS-UNIES

Première section

Puissances et impuissances

Sous un titre qui fait allusion à l'ouvrage que Raymond Aron publia en 1962,⁹² je n'entends pas reprendre la célèbre conclusion par laquelle il résumait l'antagonisme entre Etats-Unis et URSS, piliers du système mondial en vigueur à l'époque, car, à l'aube du 21^e siècle, aucun "ni guerre, ni paix", ni aucune nouvelle guerre froide ne peuvent être escomptés entre les Etats-Unis et la Chine (ou quelque autre puissance qui surclasserait cette dernière). Le texte d'Aron reste sur le premier rayon de ma bibliothèque, mais je vais m'écarter de lui, car le système mondial en vigueur s'est distancé de celui qui régnait il y a un demi-siècle. La dynamique internationale qui se déploie aujourd'hui n'est déjà plus polarisable par un seul affrontement majeur, si bien que l'exploration complète du potentiel de guerres mondiales ou quasi-mondiales serait une impossible gageure. Mais le tri peut être guidé par quelques leçons bien établies depuis la fin du 20^e siècle. L'Afrique a donné plusieurs exemples de quasi-guerres mondiales et les Balkans post-yougoslaves ont montré que ce pourrissement n'était pas réservé au continent le plus miséreux. Autant qu'aux *puissances* établies ou émergentes, il faut donc prêter attention aux zones que j'appellerai *impuissances* car aucune puissance polarisante ne s'y manifeste déjà. Mais il faut surveiller également les guerres locales dont les Etats-Unis - détenteurs exclusifs d'une *surpuissance* manifeste - font grand usage, qu'il s'agisse d'incursions à l'ancienne où le missile de croisière remplace la canonnière du 19^e siècle, ou d'opérations plus soutenues contre un "ennemi global non-géographique"⁹³ (dénommé drogue, "axe du mal" ou terrorisme international, etc.), ou de pressions modernisées que matérialise l'immense arsenal aéro-satellitaire dont, d'ailleurs, les Etats-Unis n'ont déjà plus l'entier monopole. A quoi s'ajoute évidemment le stock énorme des conflits

⁹² *Paix et guerre entre les nations*, Ed. Calmann Lévy

⁹³ La formule est d'Alain Joxe dont *L'empire du chaos* (Ed. La Découverte, 2002) est un livre essentiel.

enkystés ou latents qu'un appareil politique, religieux ou autre⁹⁴ s'efforce d'envenimer à des fins aussi diverses que sottes. Je dis : sottes, parce que dans un monde où le "milliard d'hommes" surabonde, il est de plus en plus dangereux de "jouer avec des allumettes". Pour embrasser ces divers potentiels sous une même formule, j'ai mis au pluriel le titre d'Aron et j'ai souligné – avec plus d'espoir que d'ironie – que les paix et les guerres qui mijoteront, d'une décennie à l'autre, dans notre système mondial se joueront, pour l'essentiel, entre des Etats déguisés en Nations et même en Nations-Unies, quels que soient les retards et les défaillances de leurs "étatisations", de leurs "nationalisations" et de leurs "unions".

L'empire du Centre ou du Chaos?

Les Etats-Unis qui règnent au centre du système mondial actuel illustrent à leur manière la formule de Pascal, car ils y sont partout présents. Devenus, en somme, les voisins de tous les autres Etats, ils exercent, en chacun d'eux, une activité officielle et occulte que redouble leur surveillance aéro-satellitaire. Hier, encore, ils n'étaient gênés que par l'URSS et ses alliés-satellites qui s'étaient opacifiés pour déjouer cette curiosité absolue. Mais, depuis 1990 environ, le kyste soviétique s'est largement résorbé, si bien que les Etats-Unis peuvent se croire seul maître à bord de la Terre. Toutefois le plus ancien et le plus peuplé des Etats actuels ravive désormais les souvenirs de l'Empire du Milieu qu'il crut être pendant de nombreux siècles de son existence multimillénaire. Il est donc nécessaire de scruter notre actuel système mondial, en observant, sous les légendes et les traditions, ce qu'il en est effectivement des Etats-Unis comme centre du monde et de la Chine renaissant au milieu de l'immense Asie.

Centrale et prédominante, la civilisation américaine imprègne la plupart des cultures. Elle le doit à la langue anglaise dont elle a amplifié l'usage comme *lingua franca* des échanges de toute sorte, tandis que ses variantes de l'anglais ont été diffusées par tous les *mass-media* qu'elle a souvent initiés et dont elle a toujours accaparé les divers véhicules (cinéma, radio, télé, internet, musique, sport, etc). L'anglais proprement dit est demeuré le latin de cet empire aux côtés de quelques autres langues savantes souvent d'origine européenne, mais même dans les usages littéraires, techniques ou scientifiques les plus raffinés, les variantes américaines prédominent de par le monde. L'élite des sciences, des

⁹⁴ De création nouvelle, mais plus souvent séquelle ou surgeon de vieilles souches.

affaires et de l'industrie pense en américain. Les sabirs usuels des voyageurs et des migrants sont le plus souvent des *digests* de l'américain. D'où la supériorité qu'affichent les Américains à l'étranger : on les comprend, on doit les comprendre, ils paient en *real money*, ils se croient porteurs de la toute dernière modernité. De leur côté, les intellectuels et les politiques des Etats-Unis manifestent souvent une croyance en l'exceptionnelle destinée de leur pays qui a rendu tant de services à la vieille Europe, avant d'étendre ses interventions bienveillantes au reste du monde. La menue monnaie de cette foi est répandue par l'école et les medias, puis glosée par les églises qui abondent dans les libres Etats-Unis. Les autorités intellectuelles et politiques la traduisent en principes d'action, les appareils militaires (et leurs multiples "cousins" qui s'activent de par le monde) mettent en œuvre ces excellents principes.⁹⁵ Néanmoins, les dernières décennies ont imprimé dans l'idéologie américaine une obsession anti-communiste qui survit à son objet. Dès qu'une tension un peu vive se manifeste entre les Etats-Unis et la Russie, les pouvoirs américains calment le jeu, comme il convient envers une puissance qui reste dotée d'une capacité nucléaire tout à fait dissuasive, mais ils ne peuvent se retenir de grignoter davantage l'ex-empire soviétique, en travaillant à en détacher de nouveaux segments vers l'OTAN ou vers d'autres agencements esquissés en Asie centrale. Loin de Moscou, les Castro et les neo-Castro que semblent être les Chavez, prennent place aux côtés des Vietnam et autres Corée du nord, comme des germes délétères à diluer, s'il se peut, dans une forte dose de démocratie à l'américaine ou à cantonner selon les normes de la guerre froide. Les formes aigües de cette obsession se manifestent dans les courants les plus réactionnaires de la vie politique américaine et dans une partie hélas assez large de l'appareil militaire.

Toutefois la suprématie américaine a tant d'autres appuis que les milieux industriels, financiers et politiques les mieux informés gardent une confiance inébranlable dans le dynamisme de leur pays. Les fluctuations conjoncturelles de l'économie ne les inquiètent guère, tant les flux et reflux des marées capitalistes leur sont familiers. Les dégâts locaux que provoque la compétition internationale ne troublent que des industries vieillissantes et ne freinent nullement la poussée des délocalisations (*outsourcing*) par

⁹⁵ Un tableau plus pondéré ferait une grande place à l'audace des immigrants qui ont matériellement édifié les Etats-Unis, aux bénéfices que leur a procurés la vieille Europe – y compris quand l'hitlérisme a greffé sur les universités américaines une large fraction de l'intelligentsia juive, allemande et autre venue d'Europe. Mais les peuples sont ainsi faits que les greffons multiples qui ont transformé Hollywood en capitale mondiale du cinéma sont bien mieux connus.

lesquelles les multinationales (FMN) d'origine américaine poursuivent leur mondialisation. L'industrie automobile, fleuron des années 1930 à 1960 est vulnérable ? Certes ! mais seulement sur le territoire des premiers Etats (intra-américains) où ses usines ont poussé, alors que son expansion est vigoureuse en bien d'autres Etats (non-étatsuniens), plus rentable que jamais. Qu'importe si les industries informatiques ou aéronautiques commencent, elles aussi, à opérer une *globalization*⁹⁶ vagabonde ! La primauté économique des Etats-Unis est "globale", elle se détache du seul territoire étatsunien, même si des précautions sont prises pour que les productions les plus stratégiques restent sur ce territoire, tout comme les couveuses (scientifico-universitaires) les plus fécondes en industries nouvelles à haute valeur ajoutée. D'autant qu'au cœur de la suprématie économique, ce qui compte plus que tout, c'est la prééminence financière et peut-être aussi l'avance technique et créative dans l'ordre médiatique.⁹⁷ Plusieurs des chapitres précédents ont établi⁹⁸ le rôle central non pas des "services" financiers, mais bien des appareils financiers (banques, bourses et entreprises satellites) qui sont devenus, par étapes étalées de la seconde guerre mondiale à la dollarisation des ressources naturelles et des échanges internationaux, puis par une contagion encore imparfaite des modes d'action à l'américaine les pilotes de toutes les branches financières de l'économie mondiale. Le système financier mondial qui se construit de la sorte a pour capitale New-York.

Ne quittons pas la suprématie industrielle des Etats-Unis sans rappeler sa dépendance des industries militaires, gouffre budgétaire et foyer d'innovations techniques dont la diffusion est favorisée, malgré les multiples protégés-secrets qui la cloisonnent. Cette industrie résiste mieux que toutes les autres aux délocalisations, sans demeurer par trop enclavée dans l'espace étatsunien. En effet, de nombreux conseillers et techniciens

⁹⁶ Terme plus usité que "mondialisation" dans les écrits américains.

⁹⁷ Un schéma très utilisé dans les *business schools* américaines considère qu'avant 1960, les ressources principales étaient les matières premières comme le pétrole et la qualité des entreprises riches de main-d'œuvre (le textile, la chaussure, etc.) Ensuite, l'automobile, les industries chimiques et la production de machines-outils seraient devenues l'essentiel, avant d'être à leur tour surclassées par les produits électroniques et les télécommunications. Vers la fin du 20^e siècle, la primauté se serait déplacée vers les médias et les "services financiers", en attendant mieux. Le positivisme simpliste qu'un tel schéma plaque sur l'histoire et la géographie économiques d'un pays et de tout un monde est évidemment sans valeur essentielle. Mais il est éclairant pour qui veut comprendre les modes de penser américains.

⁹⁸ Voir ci-avant *La révolution financière* qui rappelle, en annexe, tous les textes par lesquels je justifie les propos ici résumés.

accompagnent ses produits dans ceux des pays étrangers à qui le Pentagone accepte de laisser vendre des engins d'inégale sophistication. Leur qualité est comme ces bons points que l'on délivre aux meilleurs élèves, elle gradue la fidélité (acquise ou recherchée) des pays "amis" ou "alliés" des Etats-Unis. Mais le réseau américain des bases, camps, aéroports et ports d'attache et facilités portuaires, escales, et commodités clandestines (officielles ou occultes⁹⁹) est pratiquement omniprésent. Je ne sais si les facilités procurées par la Chine aux radars américains surveillant l'URSS ont survécu à l'implosion de 1990-91, mais je pense que sur la carte mondiale des points d'appui américains, la Chine est l'un des très rares Etats à peu près vide d'implantations du réseau américain, surtout si l'on excepte les facilités "patriotiques" que certaines des FMN américaines qui affluent vers le territoire chinois peuvent procurer. Sauf erreur de ma part, la Fédération de Russie et l'Inde sont les seuls autres Etats de quelque importance qui soient dépourvus de sites américains. Mais on ne peut en dire autant de tous les Etats de feu la *Communauté des Etats Indépendants*, successeur virtuel de l'URSS qui n'a jamais réussi à prendre vie.

En laissant de côté les quelques corps armés à statut spécial, tels les garde-côtes ou les polices frontalières et en négligeant les contingents militaires propres aux Etats de l'Union, encore qu'en période de pénurie d'effectifs, le Pentagone puisse puiser dans ces gardes nationales placées à la disposition des gouverneurs d'Etat, les effectifs dépendant directement du Pentagone et de ses commandements régionaux disséminés de par le monde, sont aujourd'hui un peu supérieurs à 2,5 millions d'hommes et de femmes, non compris le million de réservistes appelables en renfort et les dizaines de milliers de personnels civils actifs dans les quinze agences de renseignement ou dans les services centraux du Pentagone et de ses succursales ou bien dispersés dans différentes besognes subalternes sur les bases aux Etats-Unis ou dans les pays étrangers. Le vague de ces données n'est pas de mon fait mais résulte des particularités juridiques des Etats, de la Fédération et de ses Agences, comme des fluctuations budgétaires et conjoncturelles qui affectent le recrutement de troupes. On peut néanmoins observer que les 40 divisions dont disposait l'armée de terre, en 1972, furent

⁹⁹ Officielles, quand l'Etat local est consentant, sinon pleinement conscient. Occultes pour le reste. Les stations d'écoute, les terrains de manœuvre, les camps d'entraînement ne sont pas seuls en cause. Il s'y ajoute des prisons clandestines, des tortures "délocalisées", des opérations médiatiques et bien d'autres tâches consacrées à (ou déguisées en) des actions humanitaires, éducatives, informatives, sanitaires, voire religieuses, etc. Savoir qui, des puissances européennes impérialistes des 19^e et 20^e siècles et de l'URSS et ses satellites et émules a été le plus inventif dans ces dives domaines est une question dont les historiens débattront longtemps, à mesure que leur documentation s'enrichira.

réduites à 28 après l'implosion de l'URSS et sont tombées à 18, aujourd'hui, nonobstant la guerre d'Irak. Mais, cette relative raréfaction des *grunts* (les "troufions") a été largement compensée en équipements terrestres et surtout aériens et maritimes : les budgets militaires qui avoisinaient 300 milliards de \$ en 2000, année inaugurale de Bush junior, ont atteint les 500 milliards en 2006 et continuent de s'enfler, du moins tant que les électeurs n'auront pas remplacé ce médiocre président et son très dangereux vice-président (Dick Cheney) par une équipe plus présentable. S'il n'en tenait qu'aux Etats-Unis, on peut craindre que leur volonté de former un front anti-Iran, soudant tout le Proche et Moyen-Orient, n'aboutisse d'ici 2015 à un surcroît de leurs dépenses, compte tenu des 30 milliards de \$ d'équipements sophistiqués (sur dix ans) offerts en juillet 2007, à Israël et à qui l'aidera. En attendant, les dépenses militaires mondiales qui étaient descendues de 1044 milliards de \$ en 1988, veille de l'effondrement du bloc soviétique, à un palier de 770-780 milliards lors du dernier quinquennat du 20^e siècle ont grimpé derechef à plus de 1200 milliards en 2006, par la grâce de Bush – ou par la faute de Ben Laden : on en discutera plus loin.

Au cours de ces années, la géopolitique militaire du Pentagone s'est largement étalée. Pratiquement aucune des bases et autres points d'appui installés avant 1990 n'ont été supprimés, mais de nouvelles zones ont été "conquises" par les militaires américains, à la faveur des guerres d'Afghanistan et d'Irak ou par suite de l'anémie russe. La situation reste fluide à cet égard en ce qui concerne le rattachement de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN, l'éventuelle contribution de la Tchéquie et de la Pologne à l'édification d'un barrage anti-missiles (théoriquement tourné contre l'Iran, ce dont la Russie doute à bon droit), l'ouverture de bases en Roumanie et en Bulgarie et la pérennité des bases établies en Ouzbekistan et en Kirghizie pour soutenir l'intervention des USA et de leur OTAN¹⁰⁰ en Afghanistan. Il est donc inutile de figer une carte géopolitique qui sera démentie, sans qu'on sache en quel sens.

Mais sous la carte, il y a le territoire. Qui ne voit que les bases, les banques, les autres FMN croit voir un empire bien centré. Qui observe l'ignorance des langues et des coutumes locales parmi les Américains répartis dans cet empire, qui constate l'absence de projet à long terme des Etats-Unis pour les zones où ils sont densément représentés et, surtout, qui prête attention aux refus et aux révoltes qui saluent la présence américaine, même loin du Proche et Moyen-Orient, aujourd'hui maltraité, découvre en réalité un "empire du chaos".

¹⁰⁰ Alain Joxe caractérise fort bien l'OTAN actuel, comme "une société de services apte à monter des coalitions *ad hoc* sous l'impulsion des Etats-Unis". (CIRPES, 20 avril 2007).

Pour qui voudrait imaginer la suite, telle qu'on la rêve au Pentagone, un article de Joseph Nuñez est éclairant.¹⁰¹ Comme l'actuel OTAN lui paraît fatigué d'avoir à servir pour le compte de l'ONU et comme il estime que vont se multiplier les Etats deliquescents (*failed states*) où des interventions multinationales de longue durée seront requises, il propose, pour prévenir cette anarchie croissante, que des Etats locaux et de grandes puissances soient associés de façon permanente pour assurer en chaque cas la défense et la sécurité régionales. La "défense de qui contre qui" ? ne retient pas son attention, mais il énumère les six OTAN supplémentaires que les "Etats-Unis et leurs alliés" devraient établir sans plus attendre, sur le modèle éprouvé de l'OTAN actuel. Aucun continent n'est oublié dans ce vaste dessein, puisque les six nouveaux OTAN devraient avoir pour capitale respectivement : Colorado Springs, Brasilia, Johannesburg, Pékin, New Delhi et Amman (Jordanie). Mons, en Belgique "wallone", serait peut-être flattée de se trouver en aussi belle compagnie, mais il n'est pas sûr que cette *globalization* du "modèle" OTAN suscite un enthousiasme mondial.

Le nouvel Empire du Milieu ?

En fait, la Chine surclasse la Russie parmi les obsessions américaines. Les gérontes de la politique américaine se souviennent encore des débats qui suivirent la "perte de la Chine" en 1949 et nourrirent l'hystérie maccarthyste. Leurs jeunes collègues, aujourd'hui septuagénaires, gardent un souvenir heureux de l'habileté déployée par Nixon et Kissinger pour préparer dès 1972 la "reconquête de la Chine". Mais les fluctuations majeures de la politique chinoise et l'impétuosité dont ce pays fait preuve depuis un quart de siècle ont assombri les perspectives des vieux quinquagénaires qui sont au pouvoir à Washington : la Chine est plus que "perdue", elle est devenue menaçante.

L'orgueilleuse prudence de la Chine se manifeste loin du centre américain qu'elle perturbe. Placée au milieu de l'Asie et évidente héritière du puissant Empire du Milieu qui s'effondra au cours du 20^e siècle, elle apparaît aujourd'hui comme une puissance adepte du "grand bond en avant" que Mao Zedong lui avait proposé, sans en trouver la voie. Les réformes circonspectes, initiées par Deng Xiaoping en 1978 et sans cesse prolongées depuis lors, lui ont donné les moyens d'un véritable grand bond économique, dont le monde entier est

¹⁰¹ Nuñez préside le *art of war department* à l'Institut d'Etudes Stratégiques du *War College* de l'Armée américaine. Un article publié dans le *New York Times* sous le titre *One NATO is not enough*, a été repris par l'*International Herald Tribune* du 29 janvier 2007.

aujourd'hui le spectateur ébahi. Avec des taux de croissance du PIB – dont j'ai discuté par ailleurs - qui avoisinent les 10 % annuels, elle n'a cessé de grimper dans l'échelle des puissances. En 2005, elle avait, semble-t-il, dépassé la France et le Royaume-Uni; en 2007, elle s'apprête à doubler l'Allemagne; il ne lui reste plus qu'à surclasser le Japon, pour engager avec les Etats-Unis, la course-poursuite que ceux-ci craignent tant. Sur cette lancée, la primauté chinoise sera acquise entre 2015 et 2020, si ce n'est plus tôt. Mais ce résultat, mesuré en PIB *global* est d'une signification encore douteuse, tant que les problèmes liés aux prix et aux taux de change n'auront pas été durablement clarifiés. Surtout, le chemin restant à parcourir prendra du temps pour que le PIB *par tête* d'une Chine encore misérable dans sa masse rejoigne celui des riches Etats-Unis : une ou deux décennies peut-être, sauf accidebnt majeur qui déplacerait les termes de comparaison. Néanmoins, une quasi-égalité de PIB global a déjà une forte signification internationale : par exemple pour qui veut mesurer les capacités de dépense militaire des deux pays. Mais la Chine d'aujourd'hui n'abuse pas de ses ressources à des fins militaires. L'armée de plus de 2 millions de conscrits est apparemment travaillée par diverses modernisations qui allègeraient plus vite son sureffectif paysan, si l'emploi des hommes en surnombre n'était pas – ici comme dans les restes de l'industrie lourde d'époque maoïste – une préoccupation politique majeure. Pour ce qui est de son équipement, il semble que la priorité chinoise est de moderniser son industrie d'armement plutôt que d'importer des équipements modernes. Les Etats-Unis qui tentent de réactiver une sorte de COCOM¹⁰² pour surveiller les acquisitions chinoises concourent involontairement à cette orientation.

La Chine a pour force principale une écriture enrichie et transformée pendant plus de deux millénaires qui a contaminé la plupart des sociétés voisines, via leurs langages écrits et parlés et leurs cultures souvent imprégnées d'apports chinois. Certes, le chinois n'est pas devenu pour autant une langue de masse, tant ses parlers sont distincts et ses écrivains sont rares. Ou du moins en allait-il ainsi, au 20^e siècle encore. Mais les efforts de simplification de l'écrit et les progrès non négligeables d'un enseignement devenu public ont été portés par les énormes vagues d'agitation politique et guerrière de ce siècle et noyés dans un bain de *mass-media* qui a favorisé la diffusion des variantes majeures de la langue parlée (notamment le mandarin de l'Etat et le cantonais longtemps promu par les marchands et la diaspora), si bien que le chinois d'aujourd'hui n'est pas sans ressembler à l'anglais d'aujourd'hui, ce mélange évolutif de langages savants, de parlers communément répandus et de dialectes survivant dans

¹⁰² Ce Comité dissimulé dans l'OCDE empêchait les importations russes de haute technologie militaire.

des provinces désormais labourées par la modernisation économique et l'exode rural. D'où ce résultat à noter : la Chine peut faire de sa langue écrite et parlée, une connaissance requise des étrangers, par exemple les dirigeants de firmes multinationales (FMN), ce qui commence à inquiéter les banquiers occidentaux qui affluent vers la Chine comme les mouches vers une tarte au sucre. Le chinois est assurément une langue d'avenir. Sa diffusion révélera peu à peu les richesses et les particularités d'une civilisation absolument non-européenne, découverte jusqu'ici réservée à de rares "sinologues" plus ou moins érudits...

A plus courte échelle temporelle, la force principale de la Chine est son immense réservoir de main-d'œuvre encore peu et inégalement qualifiée, mais communément endurcie par une exploitation millénaire souvent très dure et par un ou deux siècles de tumultes et de massacres. Cette force dont les souffrances se concrétisent notamment par une énorme épargne – qui est de survie plus que de précaution ou de promotion, nonobstant ses très courtes quotités par familles – est désormais mise en œuvre par une économie dont les jeunes ressorts capitalistes sont loin d'avoir surclassé le guidage venu "d'en haut", c'est-à-dire d'un parti, successeur des dynasties, pilotage qui acquiert enfin les savoir-faire industriels et financiers nécessaires pour déborder des méthodes foncières et marchandes de la Chine classique, sans sombrer derechef dans l'aventurisme des révolutions du 20^e siècle. La Chine construit plus de capital fixe, plus vite qu'aucun pays ne l'a fait jusqu'ici. Ses équipements en tout genre se diversifient progressivement, mais très vite. Une ligne ferroviaire électrifiée gravit le plateau tibétain aux flancs duquel des barrages pharaoniques ont commencé d'être établis. Les lignes aériennes dont le réticulaire s'étend sur un immense pays sont encore exploitées par des avions de fabrication étrangère, mais la Chine, déjà engagée dans l'aéronautique militaire, ne tardera pas à acheter plus de technologie que d'appareils commerciaux, avant d'en devenir exportatrice. Inutile de passer en revue toutes les branches de la production industrielle, agricole et de "services", la Chine veut être partout présente et elle y arrivera, comme elle l'a déjà fait en matière de ballistique, d'astronautique ou d'informatique. En s'aidant de Marx – aussi inconnu dans l'Occident actuel que le sont les grands auteurs chinois – on peut dire que la Chine réussit à piloter un développement économique accéléré en jouant de la maîtrise de la reproduction élargie du capital par une priorité soutenue à la section II.¹⁰³ Certes, les prouesses d'un Zhu Rongji et de quelques autres

¹⁰³ Je n'essaierai pas de résumer ici tout *le Capital* de Marx – notamment son Livre II – pour expliciter ce point.

dirigeants de premier plan¹⁰⁴ ne sont pas suffisamment répandues et affinées pour que toute l'économie chinoise puisse rouler sans cesse comme une locomotive "bien huilée". Mais le progrès est manifeste et va s'accéléralant.

J'ignore si les dirigeants chinois, aujourd'hui harcelés par les financiers new-yorkais (y compris Henry Paulson, *Secretary of Treasury* du gouvernement américain) pour qu'ils ouvrent largement leur pays aux banques, aux bourses et aux *hedge funds*¹⁰⁵ céderont à leurs appels ou s'ils manoeuvreront de façon à conserver bien en mains le gouvernail de leur économie, mais je présume qu'ils répugneront à perdre complètement le contrôle de leur avenir économique. Car ils peuvent satisfaire les desiderata des puissances, occidentales et autres, que les performances chinoises sur le marché mondial commencent à inquiéter, en jouant pleinement le jeu de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et même du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale, sans se laisser emprisonner par les interprétations ultra-libérales qui peuvent en être données.¹⁰⁶ Et aussi, en tirant argument de la satisfaction que ces performances économiques – et leurs ricochets bénéfiques – procurent à l'ensemble de l'Asie et de l'Amérique latine, c'est-à-dire à une large majorité de la population mondiale. Aux instances de H. Paulson qui la démarche, la petite Mme Wu Yi, vice premier ministre, répond que "la Chine s'ouvrira, mais à son propre rythme". Elle pilote ainsi les affaires financières de la Chine dans le style de Zhu Rongji, son ex-patron, aujourd'hui retraité. En matière financière, comme à tous autres égards, l'adaptation de la Chine au monde environnant demeurera longtemps une entreprise des plus délicates, car ce pays énorme qui est en train de battre des records historiques en matière de développement, subit de ce fait en peu de temps tous les chocs que les économies occidentales les plus complexes ont pu traiter au cours des deux derniers siècles. Les exemples du Japon et de la Corée montrent que la voie rapide est praticable, mais ils sont intervenus dans des pays qui sont petits, voire minuscules au regard de la Chine et dans un climat international tous comptes faits favorable à leur essor.

Toutefois le désaccord qui s'esquisse entre Paulson (ou la banque américaine) et Wu Yi (ou l'auto-contrôle chinois) est peut être le précurseur de difficultés majeures pour les prochaines décennies, que je vais supputer avec le même genre de vigilance qui m'a fait

¹⁰⁴ Voir, par exemple, l'excellent petit livre de Henri Eyraud - *Chine : la réforme autoritaire* – Jiang Zemin et Zhu Rongji, Ed. Bleu de Chine, Paris, 2001.

¹⁰⁵ Voir le chapitre sur *La révolution financière*.

¹⁰⁶ Mieux encore, en participant habilement à la définition des réformes de ces institutions qui sont réclamées par maintes puissances.

présenter les Etats-Unis comme principale menace pour la paix mondiale, dans l'étude présentée plus avant sur *Les grandes guerres du 21^e siècle – Pourquoi et comment éviter que les Etats-Unis s'en mêlent*. Là, je prêtai à l'Amérique une agressivité systématique au service de ce qu'ils croient être leurs "intérêts vitaux". Ici, je vais rechercher suspicieusement toutes les démarches chinoises qui pourraient être perçues comme très agressives par les Etats-Unis et par beaucoup d'autres puissances mondiales. Je ne crois pas que les rebuffades infligées à Paulson entrent dans cette catégorie, vu les réformes qui mijotent dans la Banque Mondiale et au FMI. En revanche, l'utilisation que la Chine fera de ses excédents commerciaux, tant qu'elle en aura,¹⁰⁷ pourrait perturber l'activité des FMN de la banque et de diverses autres branches de l'activité capitaliste. L'acquisition récente d'une part du capital de Blackstone a éveillé ce genre de réaction que la péripétie boursière de l'été 2007 a vite calmée. Mais la finance chinoise pourrait apprendre à mieux cibler ses acquisitions en bourse ou plus discrètes. En s'accumulant dans certaines firmes ou dans certains secteurs, elle pourrait susciter des réactions très négatives comme celles que les Emirats Arabes Unis ont subie, en tentant d'acquérir le contrôle de sociétés de manutention dans d'importants ports américains. Plus cette pénétration portera sur des firmes de grande taille et de haut niveau, par exemple dans les domaines de l'énergie, de l'aéronautique, de l'espace, du nucléaire, etc, plus les craintes seront vives – ou avivables. Une compensation sous forme de possibilités symétriquement offertes aux capitaux américains ou occidentaux ne sera pas nécessairement apaisante, si les percées "sinisantes" touchent à des firmes jugées stratégiques. Même des montages plus complexes, associant à la Chine des intérêts russes, japonais ou européens pourraient ne pas suffire pour écarter les suspicions, d'autant que les autres pays concernés peuvent n'être pas toujours tenus, par Washington, pour des "amis fidèles". Des tensions connexes pourraient naître du rôle que la Chine a des chances d'assumer dans une ou plusieurs des "banques régionales" complétant les actions de la Banque Mondiale, par exemple celle d'Asie (où les Etats-Unis ont difficilement accepté l'actuelle prépondérance japonaise) ou, pire encore, en Amérique latine, ou, d'ici quelque temps, dans la nouvelle "cousine" qui naîtra en Afrique. On peut généraliser ce point : pendant plusieurs décennies au moins, la Chine "marchera sur des œufs" en devenant une puissance financière mondiale, même si cette puissance est exercée par des capitalistes chinois.

¹⁰⁷ Surtout si elle en consacre une part substantielle à financer des banques et autres fonds de placement dont son gouvernement garderait l'entier contrôle.

Un autre terrain de conflits non ou peu militaires a commencé de se dessiner depuis que la Chine est devenue une cliente – et un fournisseur – de premier plan, pour de multiples pays d'Asie, d'Amérique du sud et surtout d'Afrique. En particulier dans ce dernier continent, la non-ingérence de style Bandung que la Chine pratique systématiquement – jusqu'au Soudan aujourd'hui travaillé par la crise du Darfour – choque les pays occidentaux plus que tous autres, pour des raisons où les vertueux argumentaires de l'anti-corruption et des droits de l'homme habillent, parfois très mal, des intérêts mercantiles et politiques d'autre nature. Les ricochets de ces actions dans diverses organisations internationales deviennent dérangeants. De tels désaccords s'envenimeraient aisément, si la Chine s'engageait sans précautions sur le marché ouvert des ventes internationales d'armes et d'autres équipements militaires ou même si elle avançait à trop grands pas dans le borbier des ventes semi-clandestines. Ils prendraient plus d'ampleur encore, si la Chine devenait partie prenante dans le bâti d'alliances internationales nouvelles, dans l'établissement ci ou là de bases semblant "marquer" celles des Etats-Unis et de ses alliés. L'offense deviendrait majeure, si la Chine acquérait une capacité de surveillance et d'action aéro-satellitaire, voire ballistico-spatiale. Le cauchemar d'une pluie de missiles qu'aucun parapluie ne pourrait tous écarter saperait l'un des fondements du rêve américain.

Les réflexions précédentes pourraient être enrichies de dives autres développements d'ordre diplomatique ou culturel, par exemple en matière d'alliances, de propagande, voire d'opérations clandestines. Mais ils n'ajouteraient rien à l'idée que je viens d'exprimer sur ce qui se passerait, si la Chine des prochaines décennies pratiquait une politique de grande puissance rivalisant frontalement avec celle des Etats-Unis. L'actuelle dissymétrie des deux rivaux potentiels rendrait improbable, pour un temps, la perspective d'une nouvelle guerre froide consolidée par une dissuasion réciproque, à moins que, par une hypothèse qui m'apparaît aujourd'hui des plus douteuses, la Chine et la Russie fassent durablement cause commune. Donc, je crains qu'une Chine vigoureusement offensive en tant que nouvelle grande puissance capitaliste, mâtinée d'une dose importante de capitalisme d'Etat, n'excite, aux Etats-Unis, une vive tentation interventionniste, indépendamment des fluctuations de l'électorat américain. Mais, il me semble que ce risque s'affaiblira - disons : d'un quinquennat à l'autre – si la prudence chinoise devient plus habile qu'orgueilleuse, autrement dit si les dirigeants de ce pays s'ont fructifier les résultats déjà acquis, plutôt que d'établir leur suprématie mondiale. Telle est la clé chinoise de la paix mondiale.

Autrement dit, l'intérêt de la Chine – qui va continuer de coïncider avec celui de la paix pour la très grande majorité de la population mondiale pendant une ou deux décennies

au moins – est de se consacrer prioritairement à résoudre au mieux ses propres problèmes, sans étaler d'ambitions dérangeantes pour leur voisinage asiatique et pour leur entourage mondial. La dernière tentative de Mao Zedong peut éclairer mon propos. A la veille de sa mort, dans les décombres de sa "grande révolution culturelle prolétarienne", la cure de réflexion à laquelle il invitait les dirigeants chinois était la lecture de la *Critique des Programmes de Gotha et d'Erfurt* (1875).¹⁰⁸ Plus utile encore serait l'étude du premier ouvrage d'Engels publié dès 1844 : *La situation de la classe ouvrière en Angleterre* que Jiang Zemin aurait pu mettre au programme lorsqu'il élargit son parti communiste jusqu'à y inclure les patrons. En effet, tout ce qui civilise les luttes de classes est à construire en Chine, à partir de rares ébauches et de faibles appuis, noyés dans le flux incessant des innovations réglementaires et des informations plus ou moins filtrées. Il faudrait notamment séparer le financement étatique de tous niveaux (impôts et budgets) du financement monétaire et bancaire, asseoir le droit du travail sur un fin réseau de syndicats, d'associations, de coopératives, etc., clarifier le droit du sol et l'adosser à des associations propres, agir de même dans chacun des domaines où la conflictualité mûrit (accès à l'habitat, à l'éducation, à la santé, à l'emploi, etc.), ouvrir à tous les organismes précédents et à toute la longue liste des compléments qu'on pourrait lui apporter, l'accès de tribunaux ne jugeant pas en opportunité (c'est-à-dire selon l'avis des autorités du parti et de l'Etat), mais selon des normes préfixées et publiées, etc. Réduite à sa plus simple expression la réponse de l'élite chinoise est qu'on fera tout cela plus tard et peu à peu, à mesure qu'on en aura acquis les moyens, y compris dans l'équipement mental des centaines de millions de ruraux chinois qui découvrent la modernité depuis fort peu de décennies. Jointe à la spontanéité des révoltes fragmentaires et éparées, cette réponse est de nature à favoriser les explosions, à laisser leur profusion s'étendre, à fragiliser le développement social dans un pays où le recours à des forces armées est la solution finale des conflits qui s'enveniment. La Chine doit se construire en ces domaines, comme à tous égards.

La réflexion sur la gestion des conflits qui sont et seront en pleine expansion dans tout le pays (car ils sont un aspect inéluctable de la surexpansion générale de l'économie et de la société) peut être enrichie en considérant les énormes périls écologiques auxquels la course folle des dernières décennies expose la Chine toute entière. L'avantage des risques

¹⁰⁸ Recueil de correspondances de Marx et d'Engels à destination des dirigeants du Parti social-démocrate allemand. L'objet théorique central de ces débats était la part du revenu national que l'impôt devait prélever pour répondre aux besoins légitimes de l'Etat.

La Chine est ombrageuse, pour ce qui est de ses frontières et de sa souveraineté propre. Pour s'en tenir aux exemples les plus récents, les Etats-Unis, accusés d'avoir délibérément bombardé l'ambassade de Chine à Belgrade, en 1999, se souviennent aussi de l'avion qu'ils durent récupérer en 2001, en pièces démontées ¹¹⁰ et de la destruction par les Chinois, en 2007 d'un satellite chinois d'observation "qui n'avait plus sa raison d'être", piques de guêpe signifiant que la surveillance de trop près ou de très loin des frontières et du territoire chinois n'agrée pas à ce pays. Les remarques, officielles ou non, rapportées par la presse américaine sur l'acquisition par la Chine d'un porte-avions ukrainien ou d'avions russes modernes et sur les autres emplois que la Chine fait de son budget militaire jugé trop ambitieux, sur le mystère qui entourerait le haut commandement militaire chinois sont souvent répétées par la presse de Pékin. Toutefois aucun organisme international de surveillance des dépenses militaires (le IISS londonien, le SIPRI suédois, etc.) ne relaie les commentaires américains. Il semble qu'aucune course aux armements ne soit engagée par la Chine. De fait, elle ne dispose pas de bases à l'étranger, ni d'alliés qui lui seraient liés comme les otaniens le sont à Washington. En mars 2007, au *Shangri-La Dialogue* sur la sécurité¹¹¹, le général Zhang Quinsheng, adjoint du chef d'Etat-major de l'armée chinoise a annoncé qu'il discuterait, en septembre, à Washington, avec son homologue du Pentagone, de l'établissement d'un téléphone rouge (*hotline*) leur permettant à tous deux d'éclaircir sans délai les questions qui les préoccuperaient, mais qu'il n'entendait pas pratiquer, pour la Chine, une transparence de style américain. Quand on jugera un peu plus loin du traitement par les deux pays des questions coréennes et du sort de Taïwan, force sera de constater que la Chine a des positions bien définies, qui ne peuvent paraître offensives qu'à qui projette de séparer cette île de la République continentale.. Les souvenirs de la guerre froide ne sont plus de saison, mais les Etats-Unis n'en ont pas encore pris une pleine conscience.

Les Etats-Unis demeurent fermement ancrés au centre du monde, mais la montée en puissance de l'ex-Empire du Milieu leur fait problème. Les vétérans de la guerre froide et divers autres courants politiques ou religieux commentent cette évolution en termes d'endiguement ou d'actions préventives plus raides encore. Mais leur crédit est assez court, d'autant que la défaite militaire en Irak et dans les conflits voisins oblige l'administration Bush-Cheney à une réserve croissante. Du côté chinois, on s'accoutume à un regain de puissance qui s'affirme d'une décennie à l'autre, mais le quotidien est si fiévreux – par surexpansion et par surcharge de problèmes massifs à traiter "d'urgence" – que l'avenir est considéré avec circonspection. Le "rattrapage global" du PIB américain par celui de la Chine,

¹¹⁰ Avion abattu "par accident" sur l'île de Hunan, indûment survolée.

¹¹¹ Conférence périodiquement organisée à Singapour, dans l'hôtel de ce nom

d'ici deux décennies environ, est une perspective, d'ailleurs incertaine, qui n'exacerbe pas encore les craintes américaines, mais le "rattrapage détaillé" qui s'amplifiera vraiment lorsque le PIB par tête des deux pays tendra vers l'égalité, par exemple vers le milieu du 21^e siècle, pourrait créer des occasions d'hostilité manifeste qui déborderont peu à peu du cas singulier de Taïwan, vers une pluralité de tensions bien ou mal fondées – et surtout bien ou mal traitées par les diplomates et les militaires. Les lignes générales de fracture ont été repérées plus haut. La coopération - relative et méfiante - dont les deux Etats font preuve actuellement pourrait être mise à rude épreuve. Tous les autres pays du monde actuel ont intérêt à calmer ces deux-là.

Puissances (et impuissances) entre Washington et Pekin

Les démêlés des Etats-Unis et de la Chine vont probablement emplir tout le premier 21^e siècle, jusqu'à ce qu'un suffisant rattrapage diversement acquis ait tramé un nouveau champ de forces qui pourrait prendre la forme d'un nouveau système mondial, aussi différent de l'actuel – coagulé au début des années 1990 – s'était différencié de son prédécesseur, enfanté par la deuxième guerre mondiale. Je reviendrai plus loin sur ces hypothèses que je pose pour aider chacun à ordonner ses idées. Au préalable, la question est de savoir comment l'émergence et l'essor de la Chine, en présence d'Etats-Unis prépondérants, vont transformer le monde actuel ? Pour assembler des éléments de réponse, sans se perdre dans un fouillis d'hypothèses, il faut commencer par adjoindre à la considération des positions actuelles et des dynamiques propres aux deux acteurs principaux, un repérage des autres puissances aptes à interférer, à l'échelle mondiale, avec ces deux – comment dire ? compétiteurs ? prototypes ? riches héritiers de civilisations fécondes, mais différentes ? je dirai simplement : puissances promises à une prééminence durable, pour ne pas préjuger de conclusions à venir. Donc, à côté des deux prééminents, qui pèsera le plus au cours des toutes prochaines décennies ? et comment ?

Le Japon est le premier exemple à considérer, en raison de l'élan vigoureux qu'il a montré durant les derniers siècles, de son poids économique actuel et de son positionnement géopolitique sur la ligne de faille entre les deux prochains prééminents. L'anémie qui l'a frappé depuis 1990 et la médiocrité de son rétablissement attestent que la société japonaise n'a pas encore retrouvé son plein ressort, au stade actuel des bouleversements mondiaux, mais ses positions acquises et ses performances historiques interdisent de le tenir pour une puissance déclinante. On peut en juger par les deux études que j'ai déjà consacrées à ce pays¹¹² ou, mieux encore, par l'extrême attention que lui portent les deux puissances majeures, notamment dans la question de Taïwan.

Annexée par le Japon en 1910 et restituée à la Chine en 1945, l'île de Taïwan (Formose) a servi de repli, en 1949, aux nationalistes battus par les communistes chinois. Les Etats-Unis ont alors pris cette île et ses réfugiés sous leur protection. Toutefois, dès 1972, les accords négociés par Nixon et Kissinger avec Mao Zedong et Chou Enlai ont reconnu derechef la souveraineté de Pékin sur cette province chinoise et ont permis au gouvernement chinois continental d'occuper le siège de membre permanent du Conseil de Sécurité que le gouvernement nationaliste de Tchang Kaï Chek avait gardé. L'affaire serait réglée si le Sénat

¹¹² Voir *Inventaire du 21^e siècle*, tome 1, chap. 6 et *Comment solder un siècle de guerres inabouties en Asie du Nord-Est*, textes disponibles sur le présent site.

américain¹¹³ n'avait conduit à greffer sur l'accord de 1972 une législation protectrice de Taïwan qui autorise notamment la fourniture d'armes à son gouvernement local. De 1972 à nos jours, les Etats-Unis ont ainsi balloté entre l'aide à Taïwan et la reconnaissance de la souveraineté chinoise sur cette île. L'élan économique et le développement politique de cette province ont renforcé les intentions protectrices des Etats-Unis, d'autant que le "porte-avions insubmersible" qu'elle offrait au temps du *containment* de l'URSS et de son (ex-)allié chinois était jugé stratégiquement précieux; Pour sa part, la Chine n'a jamais varié, en réclamant l'entier contrôle de Taïwan. La politique intérieure de cette île, influencée notamment par les appétissants débouchés offerts par un continent désormais en plein essor, s'est mise à balancer entre l'autonomie prolongée (voire l'indépendance explicite) et le ralliement à Pékin, d'autant que le rattachement de Hong-Kong à la Chine a montré, depuis 1996, que la proposition chinoise ("un seul pays, deux régimes") pouvait fonctionner de façon satisfaisante. Les Etats-Unis de l'ère Bush-Cheney ont, au contraire, manifesté à plusieurs reprises l'intention de resserrer les liens politiques et militaires avec Taïwan, notamment en 2005, lorsqu'ils ont obtenu que le Japon déclare que sa sécurité propre était concernée par le détroit de Formose. Cette formule alambiquée signifie que le Japon qui s'emploie obstinément à desserrer les contraintes que les Etats-Unis lui ont imposées après 1945, a saisi l'occasion de cette nouvelle crise "formosane" pour allonger un peu plus la laisse qui le contrôle.

La Chine a maintes fois confirmé qu'elle entendait récupérer Taïwan – fût-ce à la hong-kongaise – et qu'elle n'accepterait pas que les Etats-Unis ou leurs alliés interviennent militairement sur ce territoire. Elle semble avoir pris des dispositions militaires¹¹⁴ pour contrer (ou prévenir) une déclaration taïwanaise d'indépendance qui serait militairement soutenue par Washington. Bref, le sort de Taïwan pourrait déclencher une guerre à résonance mondiale. Parallèlement à ces manœuvres, assorties de gestes militaires pas tout-à-fait "au bord du gouffre" malgré les tentations de militaires jusqu'aboutistes de part et d'autre, la Chine s'efforce de contrer les efforts, taiwanais et surtout américains, par des approches diplomatiques régulières avec le Japon et la Corée du sud, (y compris en veillant à calmer la Corée du nord) et par un mélange de pressions politiques et de séductions économiques à destination du pouvoir en place à Taïpeh.

De son côté, le Japon resserre ses liens avec l'Inde pour élargir sa marge de manœuvre, non pas contre la Chine, mais en vue d'une sorte d'organisation régionale panasiatique dont l'Inde, le Japon et la Chine seraient les co-pilotes. L'heureuse évolution des négociations à six qui ont camé les Etats-Unis et la Corée du nord et l'action encourageante que mène de plus longue date l'ASEAN en liaison avec la Chine, la Corée et le Japon semblent riches de promesses.¹¹⁵ Mieux, il est permis d'escompter qu'un ralliement de Taïpeh à Pékin, agencé de façon à conserver à Taïwan toutes ses libertés économiques et politiques, serait de bon augure pour l'évolution politique des provinces continentales de la Chine elle-même. Mais rien ne sera acquis à ce sujet, tant que les Etats-Unis et la Chine n'auront pas trouvé le chemin d'un accord moins ambigu que celui de 1972.

¹¹³Le Sénat dispose du pouvoir de ratifier les traités internationaux des Etats-Unis, souvenir de ce qu'étaient jadis de tels traités. Il est devenu un fréquent perturbateur de la politique étrangère des Etats-Unis, par exemple en rejetant le traité de Versailles (1919) négocié par Wilson.

¹¹⁴ Batteries de fusées couvrant le détroit, destruction d'un satellite chinois pour signifier sa capacité de brouiller les liaisons aéro-satellites de la Marine et de l'aviation américaines, disposition de missiles à portée suffisante pour tenir à distance la flotte adverse.

¹¹⁵ Les textes visés par la note 18 détaillent ce point.

Le cas de Taïwan valait d'être détaillé non seulement en raison des risques qu'il présente, mais aussi parce que les configurations asiatiques qui se sont esquissées autour de lui peuvent être riches d'avenir si le gouffre perd de son attrait maléfique. En cherchant comment pacifier d'autres potentiels de conflit, on pourra se souvenir qu'en dessous de la dissuasion nucléaire¹¹⁶ qui surplombe l'Asie du nord-est, des rapports de force régionaux, c'est-à-dire de plus court rayon d'action peuvent devenir des stabilisateurs fort utiles, pour un temps au moins.

L'Inde est une autre grande puissance asiatique, parfois considérée comme un compétiteur des Etats-Unis, plus vraisemblable que la Chine. Si l'on néglige le *wishful thinking* qui sous-tend cette idée, notamment dans la partie de l'élite américaine qui aimerait "gagner l'Inde" – cet ex-allié de l'URSS – pour équilibrer, en quelque sorte, la "perte de la Chine", les seules justifications objectives de cette hypothèse tiennent à l'accélération de la croissance économique indienne grâce à diverses réformes libérales et à la transformation du climat politique dans l'ensemble des Indes, favorisé par une volte-face des Etats-Unis sur le nucléaire. La performance économique est réelle, mais plus faible que celle de la Chine.¹¹⁷ Elle donne néanmoins aux observateurs américains l'impression que l'économie indienne s'ouvre plus facilement que la chinoise aux capitaux américains. Toutefois l'offensive contre la *hot money* et les *hedge funds* que la Banque centrale de l'Inde semble décidée à mener (son projet est de l'été 2007) pourrait tempérer ce jugement. Quant aux perspectives diplomatico-politiques, elles méritent, en effet, discussion.

Les Indes sont plus calmes que naguère. Les conflits frontaliers avec la Chine sont du passé, les tensions avec le Pakistan, à propos du Cachemire, semblent apaisées par une dissuasion nucléaire réciproque désormais officialisée, les troubles du Sri Lanka se prolongent, mais sans contaminer l'Etat indien du Tamil-Nadu. New Delhi ne s'en mêle plus. Il ne reste guère que le Bangla Desh pour inquiéter l'Inde par la pression de ses migrants miséreux, si bien que cette frontière-là se durcit de barrières. L'effondrement de l'URSS a libéré l'Inde du soupçon de philo-soviétisme, les malheurs guerriers des Etats-Unis en Irak les a rendus plus attentifs aux intérêts pakistanais et plus souples à leur égard. Cette relative détente a été consacrée par les Etats-Unis qui ont ensuite reconnu à l'Inde – qui ne s'en était jamais cachée – le statut de puissance nucléaire de plein exercice. Depuis 2005, à la suite d'une visite de Bush à New-Delhi, les diplomates indiens et américains travaillent à établir un pacte détaillé entre les deux pays, les Etats-Unis essayant d'établir leur contrôle sur le nucléaire indien au moyen d'une généreuse aide technique *ad hoc*, tandis que l'Inde s'emploie à protéger ses marges de manœuvre et sa fidélité aux principes de Bandoung et aux traditions du non-alignement. Qui plus est, elle entre désormais dans le grand jeu panasiatique, comme le montre le projet de pacte qu'elle prépare avec le Japon, après la visite du premier ministre Manmohan Singh à son homologue japonais Shinzo Abe, en décembre 2006. Ces deux pays envisagent de porter, en une décennie, leurs relations économiques réciproques à un niveau supérieur à celui des relations entre le Japon et la Chine, d'une part et les Etats-Unis d'autre part. Cet ancrage renforcé du sud et de l'est asiatique ouvre la perspective d'une coopération politique entre les diverses grandes puissances d'Asie; Pour l'avenir, la clé principale pourrait être l'acceptation par l'Inde et par la Chine d'une accession du Japon à une pleine souveraineté nucléaire qui favoriserait sa complète autonomie vis-à-vis des Etats-Unis et qui ouvrirait la voie à une sorte

¹¹⁶ Et à laquelle le Japon brûle de se mêler.

¹¹⁷ Au mieux le PIB global croîtrait de 8 % par an depuis quelques années contre 10 % depuis plusieurs décennies en Chine. Par l'emploi du conditionnel, j'évoque les discussions menées ailleurs sur la comparabilité de tels indices dans l'état présent des sociétés considérées et de leurs appareils statistiques.

de Conseil de Sécurité pour l'Asie, assis sur ces trois puissances – accompagnées peut être par la Russie et d'autres Etats asiatiques. En tout cas, la coopération politique et économique des trois puissances précitées serait pour toute l'Asie du sud et de l'est, comme pour tous les archipels du sud-est un puissant pacificateur.

La Russie est une autre grande puissance, asiatique autant qu'européenne. Sa remontée économique et politique se profile nettement depuis qu'elle a ressaisi le contrôle de ses ressources naturelles et industrielles les plus dommageablement pillées pendant l'ère Eltsin, que la hausse des prix pétroliers est venue renflouer ses budgets.¹¹⁸ Sa position s'est maintenue dans les industries spatiales grâce à ses robustes fusées. Elle envisage d'ouvrir son système, rival du GPS américain, aux Etats et même à la clientèle privée, ce qui pourrait intervenir avant que le projet européen, Galileo, ait fini de voir le jour. Elle poursuit de façon assez stable ses ventes d'armement, sans rivaliser avec les équipements sophistiqués des Etats-Unis, mais en offrant un rapport qualité / prix qui a de l'attrait. Elle continue également à équiper de centrales nucléaires l'Inde, la Chine, l'Iran, etc. Mais c'est surtout dans le domaine pétrolier que son poids se fait sentir, de l'Europe à l'Asie orientale, y compris par entraînement d'une bonne partie des républiques d'Asie centrale. Pour cette dernière zone son influence est favorisée par la culture russe bien enracinée dans les classes lettrées de populations à destination desquelles Moscou poursuit un effort soutenu de scolarisation et de bourses d'études. Les tensions locales liées notamment à l'arrivée de bases américaines "tournées vers l'Afghanistan" sont contrebalancées par l'organisation dite "de Shanghai" qui l'associe à la Chine et à plusieurs des républiques d'Asie centrale pour la défense de leurs intérêts communs. La Russie continue de piétiner aux portes de l'OMC et n'occupe pas une place à sa mesure dans diverses institutions internationales, pour des raisons qui tiennent au veto américain ou à ses refus antérieurs, mais qui sont de plus en plus périmées. Parmi les arguments dont les Etats-Unis usent et abusent depuis 1990 pour nourrir leur obsession anti-russe figurent les guerres de Tchétchénie, la base russe en Transnistrie, les troubles qui agitent diverses régions du Nord-Caucase et les républiques de Transcaucasie, ainsi que les contre-maîtrises que la Russie oppose aux manœuvres américaines visant à entraîner l'Ukraine dans l'OTAN, sans compter l'hostilité multiforme de Moscou aux boucliers anti-missiles américains qui mettent en péril les capacités de dissuasion mutuelle qui ont, vaille que vaille, survécu à la guerre froide. Les politesses glaciales et les chaudes rebuffades que les deux pays s'adressent souvent ne changent rien à la chose. Les Etats-Unis se comportent comme s'ils n'avaient pas fini de gagner la guerre froide et la Russie tient à garder le contrôle de la majeure partie de l'ex-URSS. Il faudra, d'un côté ou de l'autre (ou des deux côtés) opérer des révisions stratégiques radicales pour sortir de ces affrontements, mais cela pourrait prendre plusieurs décennies, car la dissuasion nucléaire empêche de les modifier en force. Donc les évolutions majeures ont toutes chances de venir d'ailleurs : la Russie et les Etats-Unis l'ont bien compris, si l'on en juge par l'attention croissante qu'ils portent à la Chine, à l'Inde et au Japon – et à leurs divers abords. Mais peut-être paient-ils une insuffisante attention à l'Europe.

En effet, l'Europe qui pourrait devenir une puissance mondiale de premier plan – en son entier ou en une part significative de son espace et de sa richesse – n'est pas encore sortie de la lente gésine qui a fait d'elle une Union formelle et un sac de puissances – et de quasi-impuissances – de portée moyenne, voire médiocre. J'ai analysé ailleurs son histoire

¹¹⁸ En 2007 l'intérêt porté par la Russie aux fonds marins sous le pôle Nord qui seraient riches en pétrole ou gaz risque d'ouvrir une querelle internationale.

structurelle depuis la deuxième guerre mondiale.¹¹⁹ Pour l'essentiel, une reconstruction réussie et une coopération multiforme l'ont conduite de Communauté en Union jusqu'à son stade présent, en trébuchant à chaque étape. La guerre froide l'a intégrée dans un OTAN – première manière – qui l'a empêchée de mûrir politiquement au rythme de ses progrès économique et ce, malgré un rapprochement franco-allemand inescompté, mais profond. Sitôt l'URSS agonisante, une poussée américaine impétueuse, soutenue localement par la Grande-Bretagne et renforcée de l'extérieur par les Pologne et autres Tchécoslovaquie désireuses, avant tout, de s'abriter d'hypothétiques retours de flamme russes a poussé un maximum d'Etats vers l'OTAN (devenu une sorte de Légion étrangère des Etats-Unis) et vers une Union Européenne élargie, mais non enrichie de budgets additionnels et de pouvoirs mieux assis. Le miroir aux alouettes était l'abri anti-russe et l'espoir de rattraper les niveaux de vie aussi vite qu'avaient pu le faire l'Espagne, le Portugal ou l'Irlande, dûment subventionnés après leur arrivée en 1974. Sans ressources suffisantes, l'Europe obèse s'est retrouvée aux prises avec les guerres balkaniques qui ont provoqué un désaccord germano-français et de multiples manœuvres américano-britanniques qui l'ont laissée mal en point. L'affront subi par les Etats-Unis, du fait des attentats de 2001, a parachevé ce blocage. Leur croisade "anti-terroriste" a entraîné l'OTAN jusqu'en Afghanistan, a adjoint la Turquie à la série des entrées souhaitées par Washington et a souligné la "fidélité inconditionnelle" de la Grande-Bretagne à son énorme ex-colonie. En outre, l'Union Européenne n'a pas fini de digérer les conséquences de la réunification allemande, les palinodies de la France chiraquienne et divers autres épisodes de chacun pour soi où, de la Grèce des années 1970 à la Pologne actuelle plusieurs pays se sont illustrés. L'Europe Unie a aujourd'hui une monnaie propre, mais pour seulement 12 de ses 27 membres. Elle comprend également deux ou trois armées intentionnellement unifiées — mais fort peu de forces communes et pas du tout d'Etat-major unique qui lui soit propre. Elle "préfère la non-guerre par politique" (Joxe) mais sans outil pour appuyer ses velléités. Elle caresse des projets multiples, mais n'a pas de vrai gouvernement, si l'on excepte la Commission Européenne qui est, en somme, un collège d'ambassadeurs et son quasi ministre des Affaires Etrangères qui n'est, en fait, qu'un ambassadeur itinérant ne représentant personne.¹²⁰

Sur sa lancée actuelle, l'Union Européenne ne périra sans doute pas. Elle aura même de temps à autre des ressauts parfois utiles, par exemple si elle réussit à se défaire d'une

¹¹⁹ Voir *L'Europe ou les Europes*, sur le présent site.

¹²⁰ Le poste est occupé par Javier Solana, qui fut ministre des Affaires Etrangères d'Espagne, puis Secrétaire général de l'OTAN et qui fait le meilleur usage possible d'un pouvoir qu'il n'a pas.

Politique Agricole Commune qui assèche son maigre budget dans une Europe bientôt "sans paysans". Mais elle ne deviendra une puissance mondiale d'un poids significatif que si elle réussit à se débarrasser de l'OTAN intégré sous l'autorité des Etats-Unis. Cette perspective est combattue par de bons esprits souvent réactionnaires ou atlantistes d'avant la guerre froide, qui continuent de penser que le maintien – voire le réarmement¹²¹- de l'Europe est requis pour faire face aux puissances montantes d'Asie. Mais une transformation de l'OTAN pouvant aller jusqu'à sa suppression pure et simple est une condition de l'essor européen et sans doute aussi de la réduction des risques de guerre mondiale au cours des prochaines décennies.

L'OTAN est devenue une branche organique des forces armées américaines Sa direction relève du Pentagone, sa hiérarchie propre est sous un commandement toujours américain, formée d'officiers généraux des divers pays membres dûment criblés par les services spéciaux étatsuniens, y compris leurs antennes incorporées dans l'OTAN même. Les Etat-majors des armées intégrées, les procédures opérationnelles, les équipements militaires, les commandements établis pour les opérations dans lesquelles l'OTAN est engagé sont totalement inscrits dans cette grille, si l'on veut bien déchiffrer le saupoudrage multi-européen par lequel la prédominance américaine est à demi-camouflée. Cet ordre ne peut être dérangé que par une quasi rupture politique d'intensité et de durée d'ailleurs variables : le maximum fut atteint par de Gaulle en 1966, lorsqu'il retira les armées françaises de cette organisation intégrée et chassa du territoire national l'Etat-major otanien et les bases (aéroports, pipelines, etc) qui n'étaient pas sous contrôle purement français;¹²² une autre variante, beaucoup plus limitée, mais néanmoins gênante a été en 2002 le refus de la Turquie, de se joindre à l'invasion de l'Irak dont les préparatifs s'achevaient et de laisser les forces américaines attaquer ce pays par la frontière irako-turque¹²³. D'autres gestes de "mauvaise volonté" sont intervenus de temps à autre, à mesure que les Etats-Unis entraînaient leur Légion Etrangère loin de l'Atlantique Nord, par des décisions unilatérales mal enrobées de consultations internationales. Parmi les multiples incidents mineurs qui ont marqué l'histoire de l'OTAN, avant et après 1990, les plus notoires concernent les confusions entre état-majors

¹²¹ En juin 2006, un banquier français notable (Bouton, PDG de la Société Générale) a recommandé un réarmement de l'Europe pour faire face aux périls que la mondialisation lui promet d'ici vingt ans. Il ne dit mot de l'avenir de ses rapports avec les Etats-Unis.

¹²² Non sans tergiversations, cette rupture a été réparée, de façon partielle, par les gouvernements ultérieurs, Mitterrand n'ayant pas été le moins décidé à "faire la paix" avec les Etats-Unis.

¹²³ Cette décision est à apprécier en tenant compte du fait que la Turquie possède l'armée terrestre la plus nombreuse, de l'OTAN, et que sa population est à dominante musulmane

formellement otaniens et les états-majors officiellement états-uniens, notamment en ce qui concerne la Méditerranée et le Proche et Moyen-Orient, ou encore le jugement des coupables d'accidents graves¹²⁴, exemples dont il ne faut d'ailleurs pas déduire que l'Italie y est particulièrement vulnérable (ou soumise), car le florilège de l'OTAN est véritablement européen.¹²⁵

L'Europe de 2007 n'est pas prête à rompre ses liens avec l'OTAN ni à les réduire à ce qu'il faudrait de symboles pour que les Etats-Unis n'aient pas à "perdre la face" tout en abandonnant leur organisation intégrée, leurs bases et leurs autres points d'appui apparents ou occultes. Pour le moment, plusieurs des Etats naguère soumis à la tutelle soviétique et de plus rares Etats d'Europe occidentale – dont la Grande-Bretagne – y sont hostiles. Mais à l'échelle des décennies, cette situation peut évoluer, soit que les Etats-Unis redoublent d'aventurisme en matière de guerres idéologiques trans-territoriales, soit que la Russie sache panser les plaies encore vives dans l'ex- domaine soviétique, soit enfin et surtout que plusieurs des évolutions attendues – ou inattendues – du système mondial, dans ses parties ou ses aspects qui intéressent le plus directement les pays européens, n'aboutissent à un réaligement des Etats. On peut douter que la Grande-Bretagne se laisse aller à une telle réorientation, mais l'histoire est longue et l'Angleterre a derrière elle des siècles d'opportunes habiletés. Chacun dans son style propre, les autres Etats européens pourraient évoluer de même. D'autant que la diversité des situations successives, la mobilité des intérêts étatiques et l'habileté des diplomaties – voire des états-majors – pourraient conduire à des formules transitoires ou à des étapes temporaires. Le renvoi de l'OTAN aux archives de l'histoire pourrait n'être pas un événement bien tranché, mais l'effet de toute une phase historique. Il en ira d'ailleurs de même en bien d'autres régions du monde où la réorganisation des puissances sur leur échelle de perroquet prendra du temps et sera sans doute riche de transitions avant qu'un relatif rééquilibrage se stabilise pour quelques décennies au moins.

¹²⁴ Tel cette rupture d'un câble de téléphérique provoqué par des aviateurs américains de la base italienne de Vicenze, jouant "au cow-boy" sous ce câble et tuant une pleine cabine de plaisanciers, accident dont les autorités italiennes ont été totalement déssaisies.

¹²⁵ Et comparable à celui du Japon et de la Corée, où des troupes américaines abritées par un privilège de juridiction consenti aux Etats-Unis ont été, de temps à autre, à l'origine d'émeutes locales.

Dans cette perspective à moyen et long terme, quelles pourraient être les stratégies des principales autres puissances européennes et quels seraient les objectifs les plus souhaitables pour celles des forces politiques et idéologiques européennes, non figées dans le respect des automatismes marchands du capitalisme ? La question vaut d'abord pour l'Allemagne qui n'a pas tout-à-fait fini sa réunification culturelle, mais qui ne manifeste pas pour autant une hostilité à la Russie semblable à celle de ses voisins de l'est et du sud-est. Cet Etat doté d'une économie "à jour", d'une force de travail bien qualifiée, d'une aptitude éprouvée à intégrer des contingents additionnels de main d'œuvre ex-yougoslave¹²⁶ et turque et qui souffre d'un chômage point trop massif, ni durable, est devenu, pour peu de temps d'ailleurs, le troisième Grand de l'économie mondiale. Depuis 1950, il a reconstruit une armée respectable qui occupe une position importante dans l'OTAN, mais il ne semble pas être lié à cette Organisation par des liens "d'amitié éternelle". De sa part, une présence renforcée dans l'OTAN et dans sa hiérarchie ne serait durablement acceptable que si la politique américaine devenait moins unilatérale et aventuriste. Ce pourrait être le principal bénéficiaire d'un réel rééquilibrage euro-américain de cette institution. Mais il est concevable également que l'Allemagne se tourne plus largement vers la Russie où le besoin d'un capital fixe modernisé et d'un encadrement hautement qualifié offrira de longues chances de coopération. Finalement, la bascule allemande entre Ouest et Est pourrait faire de ce pays le fléau de la balance des forces européennes, voire son centre si l'anti-européisme récurrent de l'Angleterre finissait par mûrir. En effet, la Grande-Bretagne qui fait aujourd'hui bonne figure auprès de ses voisins européens va bientôt perdre le renfort que lui a procuré le pétrole de la mer du Nord. En continuant de cultiver plus que jamais ses "liens spéciaux" avec les Etats-Unis, elle pourrait resserrer ses liaisons de tous ordres avec la part vive de l'ex-empire britannique (Australie, Nouvelle Zélande et, peut-être, Canada et Afrique du sud) tout en visant à se bâtir des points d'appui rénovés, par exemple au Nigeria et au Kenya ou, sait-on jamais en Asie du sud-est, voire en Argentine. Le tout, sans oublier les confettis de l'ex-empire britannique dont elle joue habilement pour son compte propre ou pour aider les Etats-Unis, par exemple à Chypre ou à Diego Suarez. Ainsi serait-elle portée à prendre le large vis-à-vis d'une Europe qui s'orienterait davantage vers l'affirmation autonome de son potentiel collectif.¹²⁷

¹²⁶ A dominante slovène et croate.

¹²⁷ Dans une telle perspective, l'Irlande probablement réunifiée deviendrait, dans le dispositif européen, le pendant de l'enclave russe de Kaliningrad, encore que bien d'autres variantes soient envisageables.

Mais pour que cette perspective se concrétise, il faudrait assurément que l'Allemagne et la France renouent des liens plus serrés, c'est-à-dire plus égalitaires qu'à l'époque gaulliste et moins versatiles qu'à l'époque chiraquienne. Védrine qui fut le conseiller, puis le ministre des Affaires étrangères de Mitterrand évoque souvent "un consensus gaullo-mitterrando-chiraquien" pour lier plusieurs époques et souligner sa propre unité de pensée.¹²⁸ Son analyse a peu à peu perdu de sa valeur, d'année en année, de 1975 à aujourd'hui. "Une des erreurs des quinze ou vingt dernières années" souligne-t-il dans l'entretien précité "a été de croire qu'on allait faire une Europe plus forte, un système multilatéral plus efficace, un monde meilleur, avec des Etats affaiblis". En effet, les élargissements successifs de la Communauté européenne, dans le contexte otanien que l'on sait, a été scandé par des inflexions politiques aux conséquences finalement négatives : le référendum Pompidou de 1969 n'a guère produit les "bénéfices démocratiques" escomptés, mais a donné un vigoureux pilier au néo-libéralisme économique; "l'Acte Unique" de Delors en 1986 a renforcé les capacités de "libéralisation" du marché commun sans muscler les capacités communautaires de régulation dudit marché; le traité de Maastricht (miterrando-delorien) de 1992 a créé l'euro sans soumettre la Banque Centrale Européenne à aucune orientation politique sérieuse, faisant de cette banque le successeur de la *Bundesbank* ultra-libérale allemande, annulant du même coup les (maigres) capacités d'une Banque de France habituée à plus de respect pour l'autorité politique et tenant à l'écart de l'euro la Banque d'Angleterre (et sa £), accoutumée de très longue date à un discret et habile dosage de la décision proprement politique et de la gestion financière "autonome". Comme ces médiocres péripéties se sont étalées sur toute une période (gaullo-mitterrando-chiraquienne) où le capitalisme libéral a triomphé dans toute la vaste partie du marché mondial contrôlée par les puissances occidentales, on peut résumer cette époque, de façon très schématique, mais non inexacte, par ceci : l'Europe "en construction" a travaillé à renforcer le marché contre l'Etat, contre tous les Etats européens, mais non contre l'Etat américain qui continuait à "surveiller" de fort près cette "Europe naissante" en provoquant son anémie grasseuse.¹²⁹

¹²⁸ Outre ses ouvrages propres, voir notamment son "grand entretien" publié dans Le Monde du 22-23 avril 2007, sous le titre "*La France, l'Europe et l'Irrealpolitik*".

¹²⁹ Pour une justification plus détaillée, voir sur le présent site *L'Europe et les Europes*.

L'Europe des premières années 1970 était orientée par des Etats où le capitalisme d'Etat* surclassait le marché libéral et où le *welfare State*¹³⁰ disséminait ses bienfaits. Faute de s'être adaptée, étape par étape, à toutes les péripéties de l'histoire économique mondiale, l'Europe rendue obèse est peu à peu devenue politiquement impuissante. Après 1990, les Etats-Unis en ont profité pour convertir l'OTAN devenu inutile en une Légion Etrangère à leur service. Faute d'oser et de savoir bâtir un suffisant pouvoir politique à l'échelle d'une Communauté déjà trop large pour ses maigres habits politiques et d'une Union réellement énorme, mais dépourvue de tailleur sachant l'habiller à ses mesures, l'Europe est – pour ce qu'il en existait à chaque moment – devenue aboulique et bureaucratique. Pendant ce temps, les Etats qu'elle assemblait ont souvent dérivé et parfois fait novation. L'Allemagne réunifiée a pris un élan propre; l'Angleterre thatcherisée (puis blairisée, pour l'essentiel c'est la même chose) a retrouvé sa trajectoire capitaliste de jadis, mais dans le sillage des puissants Etats-Unis. La France a bricolé, crispée sur sa Sécu et sa PAC, accrochée à son porte-avions et à son Afrique et perdant de ses vertus formatrices, inventives et novatrices. Et ainsi de suite avec maintes variantes dont certaines ont beaucoup gagné au peu d'Europe qui a pris forme (sinon force) : l'Irlande ou le Portugal, par exemple.

Pour sortir l'Europe du marécage politique où elle s'enlise, plusieurs questions décisives sont à trancher. Védrine en cite plusieurs¹³¹, de façon parfois trop vague (le concept d'"Europe puissance" ou les questions "globales" : environnement, énergie, pandémies, etc) mais qui devient pertinente en visant des cibles plus précises, telles que "la façon de se comporter vis-à-vis des Etats-Unis", " la question russe" ou "la question proche-orientale sous l'angle concret", mais il omet deux autres questions que je crois tout aussi fondamentales pour l'avenir de l'Europe: la question nucléaire et la question britannique. Par ces adjonctions, je vise la clé de tout dispositif militaire pour une puissance mondiale et la condition première pour dissocier l'Europe-pour-soi de toute Europe mariée aux Etats-Unis. Vue de 2007, cette problématique ouvre sur d'immenses allées non ou mal explorées. La seule certitude que je puisse avoir est que, de les laisser béantes, comme elles le sont aujourd'hui, conduira à des politiques internationales différentes, voire divergentes, des principales puissances européennes (celles que j'ai évoquées, mais aussi l'Espagne, l'Italie, les pays scandinaves et l'Est européen, plus tard suivis par les Etats balkaniques), si bien que l'on aboutira, au cours

¹³⁰ Formule anglaise de Beveridge envopant, après 1945, toutes les prestations sociales qui ont proliféré en Europe occidentale.

¹³¹ Voir note 34.

de l'une ou l'autre des prochaines décennies, à une Europe-non-puissance, mais suiveur désordonné des impulsions américaines. Pour le reste, l'avenir est riche de possibilités, allant du médiocre à un (difficile) ressaisissement.

L'Europe n'est pas seule en position douteuse. Il se pourrait que le Brésil continue d'émerger en Amérique latine et y conquière une autonomie entraînant pour l'ensemble de cette vaste région,¹³² mais la vitesse acquise ne garantit pas une telle éventualité, si bien que cette zone pourrait demeurer le *backyard* que les Etats-Unis souhaitent, sauf à subir de ci de là des éruptions populistes-révolutionnaires, comme celle que Chavez préfigure peut-être. En Afrique, les perspectives d'émergence de puissances mondiales sont plus douteuses encore, quelles que soient les perspectives apparentes de l'Afrique australe, du Nigeria, de l'Algérie ou d'autres encore. En Asie, enfin, la pluralité des puissances d'échelle mondiale que l'on a explorée ci-avant ne doit pas cacher d'autres promesses réémergentes ou nouvelles. En effet, l'Iran, la Turquie, la Corée (finalement réunifiée et qui prend quelques distances d'avec les Etats-Unis), le Pakistan sans doute, le Vietnam peut-être, la Thaïlande (si elle se défaisait de ses visées khmères), la Malaisie (si elle trouvait la voie d'une coopération intime avec l'Indonésie) pourraient devenir, sinon des puissances mondiales, du moins des puissances régionales tout à fait considérables.

Mais en observant ces hypothétiques maturations, on se gardera d'oublier que d'autres sources de guerres peuvent s'empoisonner jusqu'à devenir mondiales. Ces sources se trouvent soit dans les interstices de puissances mondiales et régionales, actuelles ou potentielles, (comme une Corée du nord par-ci, un Nepal par là, un Guatemala ou un Kirghizstan par ailleurs, soit encore dans les vastes zones non ou faiblement étatisées comme l'Afrique en contient plusieurs (du sud-Soudan au Mozambique et de la Corne de l'Afrique aux rives du Niger, soit enfin dans les potentiels de scission et de "réunification" qui trainent un peu partout de par le monde et qui peuvent déclencher des guerres en gigogne, comme celles qui pulvérisèrent la Yougoslavie, émancipèrent la (ou les ?) Bosnie et le Montenegro, cependant qu'à l'est de ce chapelet la Serbie derechef isolée résiste au détachement de "son" Kosovo au sein duquel mitonne déjà la révolte de la minorité serbe que l'indépendance de ce dernier inclurait. Et ainsi de suite à l'infini, un peu partout, par exemples multiples dans la Fédération russe. Le tour du monde des peuples "baladeurs" peut en compter des dizaines, si ce n'est des centaines.

¹³² Voir Alain Rouquié, *Le Brésil au XXI^e siècle*, Ed. Seuil, 2007

En déclarant ces peuples "baladeurs", je n'accuse pas de légèreté les élites politiques, religieuses ou autres qui tentent de les déplacer de telle souveraineté actuellement "subie" vers telle autre souveraineté "regretée", "espérée" ou "rêvée". Mais j'insiste lourdement sur le fait que, dans le système mondial actuel (ou prochain), la mise en œuvre du "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes"¹³³ est devenue une menace permanente pour la paix, à l'échelle locale, régionale et mondiale, dans l'état présent des rivalités entre puissances, des interdépendances entre elles comme avec les zones "d'impuissances" et de la vaste diffusion des armements dont aucun ne disparaîtra de sitôt : ni le nucléaire par lequel les puissances majeures se tiennent en respect, ni les équipements plus ou moins sophistiqués dont la plupart de ces puissances font commerce, ni les armes archaïques et les sauvageries éternelles auxquelles les peuples "impuissants" finissent par avoir recours. Le remplacement général et inconditionnel de toutes les idéologies déclinant "le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes" par un droit des peuples à jouir d'un maximum d'autonomie au sein d'Etats s'imposant les uns aux autres d'améliorer sans cesse les conditions de vie des peuples qu'ils incluent est une nécessité absolue pour pacifier le monde présent et prochain. Mais non une nécessité qui s'impose d'évidence.

L'invention du 21^e siècle - Troisième partie- Vers un autre système mondial – Chapitre 15
Juillet-Août 2007

¹³³ Qui était déjà une orientation douteuse et parfois sournoise dans l'Europe du 19^e siècle, car on n'y pensait pas à exporter les principes "sacrés" de la Révolution française ou du libéralisme à l'anglaise, dans les vastes colonies collectionnées par les métropoles européennes.

PAIX ET GUERRES ENTRE LES NATIONS-UNIES

Deuxième section

Difficile naissance d'un nouveau système mondial

Pour bien juger des transformations en cours dans le système mondial, il faut prendre des repères précis quant à la durée et aux caractéristiques des transitions précédentes.

Le premier système mondial capitaliste pleinement développé*¹³⁴ est né de la révolution industrielle qui a transformé, à partir du 18^e siècle, les systèmes mondiaux de taille et d'organisation variées, répandus sur la planète. Déjà enrichies par un capitalisme marchand* aventureux et désormais renforcées par les industries nouvelles, les puissances européennes se sont partagé peu à peu, au prix de multiples guerres locales, les empires anciens de toutes tailles et les maigres réseaux marchands étirés sur le reste de la planète. En deux siècles, ces métropoles se sont assuré le contrôle de la Terre entière, tout en se disputant la prééminence en Europe même.

De leur entrechoc général est né, entre 1910 et 1920, un deuxième système mondial capitaliste au centre duquel les Etats-Unis ont rejoint l'Europe, tandis que la révolution russe faisait partout entendre ses échos, que la colonisation de l'Afrique et de l'Asie se parachevait et que la rivalité des puissances européennes s'exacerbait derechef dans ce "monde des guerres et des révolutions" (comme disait Lénine).

La guerre mondiale des années 1940 a produit une troisième variante du capitalisme où les Etats-Unis ont affirmé leur prépondérance croissante, tout en enveloppant l'énorme masse rebelle que formaient autour de la Russie, puis de la Chine, une douzaine d'Etats communistes. Pendant un demi-siècle, ce troisième monde capitaliste s'est figé dans une "guerre froide" durant laquelle un contraste croissant s'est établi entre l'essor économique et culturel des riches régions capitalistes et les zones communistes moins efficaces et en perte

¹³⁴ Rappel : les concepts marqués d'un astérisque (*) sont explicités dans *La Société*.

d'attrait, cependant qu'une décolonisation massive émancipait des dizaines d'Etats nouveaux ou renaissants.

Ce monde de la "guerre froide", au centre calme et aux périphéries turbulentes – spécialement en Chine - a pris fin, non par une nouvelle guerre mondiale, mais par la débandade du "camp socialiste" européen et par l'implosion de l'URSS. Ainsi, vers 1990, un quatrième système mondial capitaliste a débuté, à l'ombre d'Etats-Unis devenus la seule superpuissance mondiale. Ce monde est celui dans lequel nous vivons aujourd'hui.

Les ruptures manifestes qui permettent de repérer ces quatre étapes relèvent de deux "modèles" (guerre chaude ou froide) et rien ne garantit qu'il doive en aller de même à l'avenir: comme toujours, l'histoire future reste à écrire. Les césures précédentes n'ont pas affecté avec une égale intensité le centre et les périphéries de chaque système mondial et ne doivent pas masquer les évolutions plus continues des techniques, des industries, des marchés, des banques, des armées et de maints autres appareils d'Etat, ni les transformations saccadées, parfois réversibles et souvent novatrices qui ont travaillé les activités politiques et culturelles, de façon inégalement contagieuse. Partout la vie des peuples, eux mêmes enflés par une énorme expansion démographique, a été plus ou moins transformée. Par dessus les bousculades guerrières ou révolutionnaires, le capitalisme a épanoui ses potentialités mondiales (décelées de longue date par Marx) tandis que toutes les contradictions mondiales ont été polarisées par – et vers – les Etats-Unis.

De ce fait, la recherche ci-avant sur les puissances et impuissances en tant que ressort premier des catastrophes auxquelles notre monde est exposé, souligne certes les risques de guerre, mais n'aventure aucune hypothèse sur l'effet global à attendre des évolutions de toute sorte qui viennent d'être évoquées. Qui plus est, elle n'anticipe pas les cataclysmes naturels qui pourraient sévir au cours du 21^e siècle, en déclenchant, par eux-mêmes ou par les erreurs de réponse des sociétés, des conséquences plus ravageuses que les guerres ou les crises mondiales. Il faudra donc prendre en compte ci-après les aggravations ou les novations dommageables qui pourraient advenir à ces deux titres, non point par culte morbide d'un pessimisme méthodologique – qui est, en soi, une sage précaution – mais bien parce que les sociétés imprévoyantes arrivent à un tournant de leur histoire. Dans les civilisations européennes, le progrès des sciences et des techniques qui est devenu général et assez continu depuis trois siècles, a fait naître l'illusion que le bonheur pouvait être une idée neuve en Europe, comme disait (à peu près) Saint-Just. Au cœur de cette illusion figurent à la fois l'idée

d'une maîtrise croissante de la nature par l'espèce humaine et l'idée d'une maîtrise possible¹³⁵ des sociétés par les hommes qu'elles rassemblent. Les idées socialistes s'inscrivent dans ce courant progressiste. Ce que j'appelle volontiers la bascule de Gramsci – pour résumer la dialectique qu'il établit entre la contrainte exercée par l'Etat et le consentement du peuple à l'ordre que l'Etat établit - me semble offrir le meilleur test des expérimentations socialistes et continuera évidemment d'inspirer ma réflexion. Mais le troisième larron de notre devenir¹³⁶ - c'est-à-dire la pesée des conditions naturelles d'existence devra également être considérée, tant il est clair que "l'ordre éternel des champs" et les autres représentations du donné naturel comme cadre immuable de la vie sociale à l'échelle de la vie humaine ont été démentis au 20^e siècle – et pas seulement à Hiroshima ou à Tchernobyl.

Le désordre mondial

Les Etats-Unis sont en train de perdre les guerres qu'ils ont lancées ou envisagées contre "l'axe du mal". L'Irak leur fait faux bond; l'Afghanistan tombe en morceaux (et bat son record de production d'opium); l'Iran, tant dénoncé, échappe à l'aggression souhaitée par Cheney, car l'Europe, la Russie et la Chine s'efforcent de l'éviter; la Corée, tirée d'affaire par la diplomatie chinoise, avec l'accord méfiant du Japon, renoue ses relations nord-sud; Taïwan est peu désireuse d'allumer un incendie dont les pompiers japonais ne veulent guère se mêler; l'après-Castro se prépare à Cuba, sans que les Etats-Unis aient l'envie ou le temps de s'en mêler; l'affaire du Darfour échappe à l'entraînement américain. Etc.

Privés de guerre gagnable – et supposée démocratisante à leur manière – les Etats-Unis souffrent de difficultés intérieures mal maîtrisables. La dissidence règnerait au Congrès, n'était le veto dont le Président use et abuse; l'appareil judiciaire secoue le carcan établi par Bush, lequel s'avance vers les élections présidentielles de 2008 que son parti perdra probablement. Les soutiens internationaux de Guantanamo ou des prisons clandestines à l'étranger s'érodent, même en Angleterre. L'anémie politique et militaire est aggravée par des crises économiques et financières que les remèdes ultra-libéraux ne peuvent endiguer : la baisse des impôts a produit d'énormes déficits budgétaires; la balance des paiements n'est

¹³⁵ Possible, mais non acquise, nonobstant les espérances ou les rêves de maints penseurs humanistes, rationalistes, socialistes et autres. Mais possible quand même, malgré les ravages des famines, des colonisations, des guerres, des crises économiques et autres "cavaliers de l'Apocalypse". Ici ou là, de temps en temps, la vie d'une portion significative – et plutôt croissante – de l'humanité a été nettement améliorée.

¹³⁶ Aux côtés des caractéristiques propres à l'espèce animale-humaine et des structures constitutives des agencements sociaux, ce "larron" est évidemment l'évolution de notre planète. Norbert Elias ou Edgar Morin n'oublie jamais d'embrasser ces éléments d'un même regard, quel que soit l'objet singulier sur lequel leur attention se centre.

équilibrable que par les centaines de milliards de \$ prêtés par le Japon et la Chine; d'autres placements tentent la Chine; les bourses new-yorkaises sont secouée par une crise qui risque de s'approfondir, d'autant que les gadgets financiers empilés par Wall Street et les virtuoses des dérivés et des *hedge funds* aident à sa contamination mondiale; le dollar se déprécie; l'évolution du FMI et de la Banque mondiale ne permet plus de renflouer cette monnaie "à la Volker", c'est-à-dire aux dépens du reste du monde.¹³⁷ La situation financière du pouvoir américain est si piteuse que les accidents (tels l'inondation de la Nouvelle-Orleans ou l'effondrement d'un pont sur le Mississippi) tardent à trouver remède.

Les Etats-Unis ne sont pas seuls à souffrir de la sorte, même si leur cas est le plus grave parmi les pays avancés. Les déséquilibres budgétaires ne sont pas rares en Europe (notamment en France), nonobstant les rigoureux "critères de Masstricht". Les contagions boursières sont plus fortes ici qu'en Asie et en Amérique latine, contrairement aux alertes précédentes. L'activité économique demeure médiocre, insuffisante en tout cas pour résorber le chômage. Même dans les pays qui redoublent d'efforts (Allemagne, Angleterre, Scandinavie), les dépenses de recherche en vue de produits nouveaux, de processus de production plus efficaces et de conquête des nouveaux marchés d'Asie sont plutôt médiocres. La crise de l'énergie réactivée par les hausses de prix pétroliers se traduit par l'exploration brouillonne d'une gamme de produits de remplacement qui semble pencher vers un rajeunissement de la Politique Agricole Commune, tandis que les économies d'énergie disciplinant les transports, les fabrications, l'habitat et l'équipement urbain ne prennent guère d'élan. Les industries de récupération des matières premières tardent, elles aussi à démarrer.

Sans noircir exagérément le tableau, force est de constater qu'au centre du système mondial actuel (c'est-à-dire en Amérique du nord, en Europe et au Japon) la montée en puissance de l'Asie est souvent vécue comme une calamité, au lieu d'être traitée comme la chance historique qu'elle représente. On craint les tigres et les dragons sans trop chercher à coopérer avec eux pour résoudre les difficultés des uns et des autres par un donnant-donnant plus sensible aux faiblesses des nouveaux venus qu'aux rhumatismes des pays déjà riches. La vaine recherche de nouveaux accords à l'OMC qui se traîne de Seattle (1999) à Doha (2002) et autres lieux, ainsi que les retards apportés à la rénovation du FMI et de la Banque Mondiale procèdent de la même difficulté à faire place aux nouvelles puissances. Les contrecoups de ce blocage ne se font pas sentir dans les régions malheureuses d'Afrique, du

¹³⁷ Ce point particulier, tout comme les autres allusions financières sont justifiées dans le chapitre sur *La révolution financière*.

Proche et Moyen-Orient et (partiellement) d'Amérique latine, parce que la soif d'énergie et de matières premières des grands pays asiatiques a, pour le moment, quelques ricochets bénéfiques dans plusieurs de ces zones. Mais il en va de ce répit comme de celui que les deux guerres mondiales du 20^e siècle ont procuré à l'Amérique latine, au temps d'un précaire développement par "substitution aux importations".

Or il se trouve que beaucoup de ces régions à demi délaissées seront particulièrement vulnérables aux effets catastrophiques du grand dérangement climatique annoncé depuis des décennies et qui étale désormais ses conséquences. Certes l'hémisphère nord y sera tout autant exposé, mais comme il est richement équipé et fortement industrialisé, il pourra, non sans retards et tâtonnements, faire face aux cataclysmes les plus dramatiques ou les plus durables. Même les Etats-Unis dont le refus du "protocole de Tokyo" est un scandale de portée mondiale et d'échelle historique, finiront par trouver dans leurs nouveaux ouragans, blizzards et autres inondations majeures l'occasion de rebondir, de réorganiser leurs administrations souvent défailtantes et de soutenir leur croissance économique propre, en relais (espérons-le) des stimulants militaires dont ils ont abusé depuis le milieu du 20^e siècle, hormis une brève accalmie quand l'URSS s'est effondrée. Par contre, les pays émergents d'Asie et les régions plus "impuissantes" du reste de ce continent, ainsi que la majeure partie de l'Afrique et d'une part encore importante de l'Amérique latine souffriront les intempéries comme un handicap supplémentaire, hormis les cas où, par exemple, les fluctuations de la pluviométrie rendraient vie au Sahara, au sertão brésilien et à d'autres savanes, tout en allégeant les moussons rageuses du golfe du Bengale, etc. Mais, comme aucun dieu météorologiste ne guidera les évolutions du climat pour réserver leurs bienfaits aux miséreux et diriger leurs méfaits vers les méchants, force est de craindre que le regain de catastrophes naturelles vienne joindre ses effets à ceux de la misère et du sous-emploi qui suscitent déjà des flux migratoires importants vers des frontières presque jamais accueillantes. Qui plus est, le gonflement de ces flux pourrait réveiller d'épouvantables craintes médiévales (épidémies,¹³⁸ hordes, pillages) ou alimenter des poussées provenant directement – ou en cascades – des foyers belligènes existants ou qui mûriront au cours des prochaines décennies.

Qu'il s'agisse des zones côtières de maintes régions, des îles du Pacifique et d'autres rivages exposés au relèvement du niveau de la mer ou des vallées et plaines inondables par des crues majeures que susciteraient la fonte des glaces ou le regain des pluies, il est

¹³⁸ On se souviendra de "l'internationale des microbes" activée par les "grandes invasions" de l'Europe romanisée et, plus encore, par la colonisation des Amériques, etc.

vraisemblable que les besoins d'aide humanitaire, comme ceux d'aide au développement requerront de nouveaux moyens. On peut les imaginer en songeant aux précautions qu'il serait sage de prendre en matière de stocks alimentaires et sanitaires de secours, d'entrepôts, de moyens d'action pour transporter, abriter et vêtir les populations ravagées par des intempéries durables. On peut songer de même aux accords plus ou moins internationaux qui devraient régler prévisionnellement la géographie de ces "soldats du feu, de l'eau, etc" de cette intendance (non militaire) d'un nouveau type et la fourniture des hélicoptères, des barques et des moyens de levage, etc qui garantiraient leur disponibilité rapide. On pourrait même songer à l'organisation des corps de secours professionnels pour encadrer les flux de volontaires ou de requis que ces interventions devront mettre en œuvre. Mais il me semble que le seul moyen d'arriver – sans doute par étapes – au bâti mondial de tels modes d'action, sera de mettre à profit chacune des catastrophes majeures – comme celles qui ont frappé en 2007 l'Asie du sud-est, au Nepal, au Bangla-Desh, et en diverses parties de l'Inde et de la Chine. – pour remplacer les quêtes et les plaintes "humanitaires" par des actions politiques mieux ciblées et plus constantes.

De telles précautions ne sont pas sans précédents, mais les dispositifs aujourd'hui existants sont insuffisants. En les étoffant et en les disséminant de façon bien réfléchie, on donnera un peu de substance à ce fantôme politico-diplomatique que les journaux appellent "la communauté internationale", laquelle est, en fait, un panier de crabes entremêlés de quelques organisations plus bavardes qu'efficaces. Je reviendrai sur ce point en évoquant les réformes et novations qui pourraient accroître l'utilité pacifiante de certaines de ces coopératives d'Etats, en retenant l'idée qu'en amont des explosions belliqueuses on trouve souvent des ravages naturels comme ceux dont l'amplitude ira croissant et toujours des tensions sociales profondément enracinées dans la structure même des sociétés.

Si je pousse plus loin le rêve sur ce qui pourrait être l'une des très grandes inventions du 21^e siècle, il m'apparaît que la Chine et l'Inde opérant conjointement avec le concours des autres voisins pourraient porter à une échelle immense ce que fit la France des années 1940 et 1950 en harnachant les fleuves et les rivières qui descendaient du "château d'eau" national, l'Auvergne. Au cœur de l'Asie le château d'eau est formé par les chaînes himalayennes et autres qui entourent le plateau tibétain. De là coulent presque tous les grands fleuves asiatiques. De là proviennent les crues parfois dangereuses que le réchauffement climatique va aggraver. De là coulent, notamment, le Gange et le Brahmapoutre dont le delta commun, mêlé aux marées et typhons de la mousson, inonde le fond du golfe du Bengale. Là pourrait se déployer le talent dont les Chinois ont fait preuve en équipant leur barrage des

Trois Gorges. De cet ensemble coopérativement mené pourrait provenir une énorme production d'électricité, en même temps qu'une optimisation de la gestion des eaux dans une grande partie de l'Asie. Ainsi, les essors prodigieux de la Chine et de l'Inde pourraient être prolongés, d'ici quelques décennies par un réseau de chantiers npharaoniques qui consacrerait l'éminence de ce continent.

Mais pour passer de tels rêves aux réalités du 21^e siècle, la condition première est de raréfier les guerres où les Etats dilapident leurs populations et leurs capitaux, de prévenir autant que possible les destructions d'hommes et de capital fixe dont le désordre climatique brandit la menace et de poursuivre obstinément les efforts visant à contenir, voire à résorber l'exubérance démographique qui multiplie les "milliards d'hommes". Pour cela, il faut cesser de regarder le monde "à plus de mille mètres au-dessus des intempéries homicides du siècle" (René Depestre) et redescendre sur le terrain banal, mais mondial, des luttes de classes.

La difficile transition depuis les spéculations trop générales vers le lourd terrain des réalités acquises ou prochaines peut être facilitée par quelques réflexions bien datées. La première est de Linda Bilmes¹³⁹ qui calcula le coût probable de la guerre d'Irak, si elle devait durer jusqu'en 2010, en incluant dans ce coût, outre les pensions aux familles des soldats défunts et les soins présents et futurs aux blessés et autres engagés, les intérêts sur l'endettement supplémentaire et les surcoûts pour l'économie américaine des hausses pétrolières.¹⁴⁰ Le total faramineux est de 1372 milliards de \$. La presse américaine a commenté les emplois alternatifs qui auraient pu être donnés à ce très gros trillion de \$, mais rares ont été les participants qui ont réfléchi à ce que l'investissement de pareilles sommes en Afghanistan et en Irak, sous forme d'habitat et d'écoles, d'usines et d'emplois, de routes et d'hopitaux aurait pu produire pour débiter effectivement la mise en route d'une décratisation de ces pays.¹⁴¹

Faisant retour de ces calculs vers l'époque où l'administration Bush-Cheney commit ses erreurs stratégiques de 2001-2003, j'ai repensé à la prédiction formulée en 1988

¹³⁹ Qui fut secrétaire-adjoint au Département américain du Commerce (1999-2001) et qui reprit son enseignement à Harvard après l'élection de Bush Jr.

¹⁴⁰ Publié par le *New York Times* et repris par l'*International Herald Tribune* en août 2005.

¹⁴¹ En élargissant cette réflexion, le gouvernement américain aurait puse demander, enfin, ce qu'il pourrait faire pour que soient mariés productivement les énormes capitaux tirés du pétrole par les Etats du Proche et Moyen Orient et les énormes masses de chômeurs juvéniles et mal scolarisés qui surabondent dans cette région.

par Georgi Arbatov (conseiller de Gorbatchev) : *l'URSS va faire quelque chose de terrible aux Etats-Unis en les privant d'ennemi !* Avec ou sans l'aide de Ben Laden, n'importe qui (ou n'importe quoi) aurait fait l'affaire, l'islamisme radical ou l'axe du mal ou la drogue afghane ou la prolifération nucléaire potentielle ont joué ce rôle pour apaiser les terreurs d'un peuple américain dûment apeuré et pour donner aux intérêts économiques et stratégiques des va-t- en guerre un ennemi de secours.

Maintenant que les signes annocateurs d'une défaite américaine se multiplient, il convient plus que jamais de *civiliser les Etats-Unis* ¹⁴² et, à cette fin de les priver d'ennemi de remplacement, non en se pliant à leurs foucades, mais en contrant leurs velléités agressives. Explorer les voies et moyens utilisables à cette fin est tout-à fait nécessaire et urgent, en évitant autant que possible d'irriter le lion vaincu mais aux griffes acérées.

Civiliser bon nombre de puissances durant les prochaines décennies

La prochaine décennie a de fortes chances de souligner le contraste entre la Chine et les Etats-Unis sous divers angles. En termes politiques, elle s'ouvrira par l'installation, en 2009, d'une nouvelle administration américaine, après la probable défaite des successeurs choisis par le parti Républicain, pour succéder au lamentable duo Bush Jr-Cheney Dick. Quels que soient les challengers élus sur proposition du parti Démocrate, il n'en résultera aucun revirement soudain de la politique américaine. Il faudra des années pour réparer les dégâts de leurs prédécesseurs sans décevoir une opinion toujours attachée à *la superbe des Etats-Unis*.¹⁴³ Déguiser les guerres perdues d'Irak et d'Afghanistan, en retraites "dans l'honneur", faute de pouvoir les refiler à l'OTAN (à moins d'abandonner aux Européens le pilotage politique exclusif de cette institution); contenir néanmoins le Proche et Moyen-Orient dans son désordre actuel en essayant une nouvelle fois de calmer la zone Syrie-Liban-Israël et d'isoler l'Iran; ne pas trop perdre la face devant une Corée peut-être unifiée, mais en tout cas apaisante pour tout son voisinage; ni devant un Iran vers lequel les capitaux amoureux du pétrole, mais inhibés par Washington, se précipiteront peu à peu; tel semble devoir être le plan de charge international le plus urgent. D'autant qu'en politique intérieure, il faudra bien redresser plus ou moins le budget, la balance commerciale, l'équilibre des comptes et la tenue du \$, toutes activités complexes quand on ne peut pas imposer toutes ses

¹⁴² L'ouvrage que j'ai publié sous ce titre en 2003 est disponible sur le présent site.

¹⁴³ Voir sur le présent site le chapitre de ce titre dans *Civiliser les Etats-Unis*.

volontés au FMI, à l'OMC et quand le Congrès nouvellement élu se laissera moins aisément entraîner vers de nouveaux impôts, alors que son prédécesseur acceptait d'enthousiasme les énormes faveurs fiscales consenties aux classes fortunées.

Pendant ce temps, la Chine dopée par les Jeux de Pékin en 2008 et la Foire Internationale de Shanghai en 2012, aura peut-être à supporter diverses catastrophes climatiques ou autres qu'elle compensera plus ou moins par une poussée de vigilances écologiques et elle pourrait subir en outre plusieurs accidents économiques et sociaux. Les premiers seraient dûs notamment aux péripéties du commerce mondial si la crise boursière amorcée en 2007 se prolongeait ou rebondissait. Les seconds, plus politiques, seraient entraînés par des ONG diversement démocratisantes, utilisant les afflux médiatiques internationaux de 2008 et 2012, mais aussi – et plus gravement – ils pourraient être enflammés par les appétits d'emploi et de revenus que ces gloires nationales laisseraient insatisfaits. D'autant qu'une bonne partie des 200 millions de travailleurs supplémentaires attendus en Asie d'ici 2015 se trouveront en Chine, nonobstant son sévère climat démographique et sa probable poussée d'émigration. Mais, à tout prendre, ces événements exaltants ou dramatiques s'inscriront sur la toile de fond d'une expansion économique qui a de bonnes chances de se maintenir à des niveaux élevés, même si, comme le souhaitent les autorités chinoises, un certain freinage réussit à prendre.

Durant une telle période, la Chine qui aura toutes raisons de poursuivre sa politique internationale fière mais souple et les Etats-Unis qui chercheraient à retrouver grâce aux yeux de l'opinion publique internationale pourraient s'accorder avec les autres puissances importantes, pour ranimer et réformer quelques traités internationaux pacifiants. La lente montée de la Corée (réunifiable) et de l'Iran (non attaqué) vers un développement de leurs capacités nucléaires, leur ferait éventuellement dépasser l'enrichissement du combustible nucléaire à des fins civiles, jusqu'à se doter de modestes équipements militaires, ce qui implique évidemment que le statut nucléaire du Japon soit révisé (ou, en tout cas révisable, si l'opposition post-Hiroshima demeure dominante). Dans ce contexte, l'intéressante prise de position de Kissinger pourrait se révéler féconde,¹⁴⁴ car elle permettrait aux Etats-Unis et à la Russie de "refroidir" leur chaude empoignade autour des projets américains de bouclier anti-missiles à installer en Tchéquie et Pologne, tout en apaisant les craintes de l'Union européenne et en offrant même à l'Iran une chance de progresser vers son objectif propre. Les

¹⁴⁴ Son article du *New York Times*, intitulé *Joint missile defense – Don't rule out Putin's initiative*, a été reproduit dans *l'International Herald Tribune* du 10 août 2007.

deux "victimes" potentielles d'une initiative russo-américaine qui réformerait utilement le traité fondateur de l'AIEA ¹⁴⁵ seraient Israël et la Chine, mais ce dégat collatéral est tout-à-fait évitable. Pour Israël, car le bâti d'une dissuasion réciproque entre Israël et l'Iran, avec l'appui des deux grands nucléaires et de l'Union Européenne donnerait à Israël de réelles chances de durer.¹⁴⁶ Et pour la Chine, car ce pays, indirectement visé par Kissinger – qui réussit en 1972-75 à retourner la Chine contre l'URSS et qui aimerait sans doute réaliser l'exploit inverse – échappera à ce risque si, en bâtissant sa propre capacité de dissuasion à l'encontre des Etats-Unis (et, s'il le faut, de la Russie ou de quelque autre puissance) – elle concourt à l'enfermement des autres couples de pays en dissuasion mutuelle, dans un prudent réseau international de freins au surarmement et de contrôles valant garanties. Car, contrairement aux visées de Lellouche et autres anciens combattants de la guerre froide, le monde à neuf "milliards d'hommes" déjà doté de huit puissances nucléaires (d'envergure diverse) doit apprendre non point à se désarmer, mais bien à acclimater des politiques de dissuasion minimisées.¹⁴⁷

A supposer que cette sagesse toute relative réussisse à s'affirmer, les deux prochaines décennies pourraient être dépourvues de tensions militaires majeures au centre du système mondial, ce qui favoriserait la poursuite d'une croissance du PIB par tête dont la moyenne annuelle mondiale se maintiendrait au-dessus de 4 %. Ce qui permettrait d'atténuer, de ci delà les inégalités les plus graves au sein des pays assez bien administrés et de mobiliser à peu près autant que de besoin les ressources en hommes, en matériels et en capitaux nécessaires pour calmer les conflits régionaux et locaux les plus dangereux. Mais cette hypothèse bénéfique deviendra pleinement irénique à mesure que l'on débodera des années 2015 à 2020, car à ce moment là, si ce n'est plus tôt, le système mondial entrera dans une zone de tempêtes.

Sauf guerre majeure et plus proche, la zone des tempêtes d'aujourd'hui prévisible – sinon datable avec précision – sera abordée à mesure que la crise de l'énergie mûrira, tant par raréfaction des nouveaux gisements pétroliers exploitables, que par retard dans la mise en exploitation des réserves de substitution (gaz, bitumes, etc.). Elle s'aggravera

¹⁴⁵ Association internationale de l'Energie Atomique

¹⁴⁶ Voir sur le présent site *Comment bloquer la politique suicidaire d'Israël*.

¹⁴⁷ Voir *Urgence pour le désarmement* par Pierre Lellouche, député UMP de Paris, *Le Monde* 24 mai 2007.

si les produits de remplacement du pétrole tardent à se concrétiser dans des proportions et avec des prix convenables et si les adaptations du capital fixe installé aux produits relayant le pétrole prennent du retard. Elle se diversifiera géographiquement selon la qualité des précautions prises par les sociétés et les pays concernés. Elle atteindra son acuité maximale en cas de discontinuités locales ou relatives à tels produits et à tels équipements.¹⁴⁸ Les compagnies productrices et distributrices concernées feront évidemment usage de toutes leurs ressources de stockage et d'investigation pour prévenir ces ruptures, tandis que les sociétés de conseil et d'équipement qui les desservent feront fortune. Mais au total, l'acheminement de l'économie mondiale vers l'épuisement d'une ressource naturelle, sans relève immédiate partout disponible et utilisable, est inéluctable. Le problème principal n'est pas de préciser le calendrier de ce processus qui pourrait se prolonger assez avant dans le 22^e siècle, mais bien de localiser les zones où à l'approche – même lointaine ou imprécise – de cette pénurie majeure, le contexte géopolitique dans lequel elle se fera sentir et les réactions plus ou moins adaptatives auxquelles elle donnera lieu, zone par zone, ne suffiront pas pour éviter les éruptions guerrières ou d'autres crises politiques contagieuses. Les zones qui deviendront vulnérables dans ce contexte sont relativement nombreuses, du Venezuela où la mise en valeur des "sables" de l'Orénoque allongera la durée de vie d'abondantes réserves que les Etats-Unis brûlent d'envie de soumettre à un "coup de CIA", jusqu'au delta du Niger où divers peuples du Cameroun et du Nigeria se disputent le pillage d'oléoducs de compagnies rivales, elle-mêmes liées à des Etats pas toujours coopératifs, comme la France et l'Angleterre, et ainsi de suite dans maintes autres régions, du sud-asiatique, par exemple. Qui plus est, la soif de pétrole mariée à quelque regain d'aventurisme militaire pourrait porter le risque bien au delà d'une néo-guerre du Biafra ou d'un nouveau coup anti-Chavez, par exemple si de nouvelles péripéties taïwanaises incitaient à envenimer les relations russo-japonaises, là propos du pétrole de Sakhaline, etc.

Pourtant je pense que, parmi les multiples éventualités belligènes de cette période très dangereuse, la plus difficile à écarter concernera le Proche et Moyen-Orient (PMO). Là en effet, maintes combinaisons peuvent advenir, au milieu de masses arabes juvéniles rapidement croissantes mais souvent sans emploi, dans la plus riche région rentière du monde. Bordée par des puissances musclées comme l'Iran et la Turquie, mais aussi d'Etats surprotégés comme

¹⁴⁸ Par exemple si tels oléoducs ou gazoducs étaient mis hors d'usage, si des voies maritimes devenaient très périlleuses, si des sous-produits particuliers (le naphte pour les industries textile, le kérosène pour l'aviation, etc.) venaient à manquer sans relève.

l'Arabie et Israël, cette région contient beaucoup d'autres Etats d'inégale vigueur et d'orientations variées ou, parfois, variables. J'ai détaillé dans l'étude citée par la note 4 ci-avant, les risques que courrait alors Israël, fédérateur inconscient de beaucoup de ces conflits potentiels et les audacieuses novations qui seraient requises pour consolider durablement cet Etat. Mais bien d'autres révoltes seront possibles ici, par exemple celles des masses de travailleurs yéménites, pakistanais et indiens employées par les émirats du Golfe, ou celles qui mijotent dans d'autres Etats aux appareils détruits ou aux frontières mal assurées. Il me faudrait être plus optimiste encore que dans les pages précédentes pour imaginer que le PMO sortira inchangé des années 2020-2050.

Au de tels risques, je prône la multiplication des formes locales et régionales de dissuasion réciproque plutôt qu'un désarmement imposé de loin par de grandes puissances que les Etats-Unis continueraient de coaliser, car la distance, le temps et la diversité fluctuante des intérêts de ces puissances en font de médiocres gardiens de la paix. L'autre novation souhaitable est la formation partout où ce sera possible de groupements régionaux de puissances locales adaptant à leurs besoins propres les mesures de confiance et de contrôle que le traité d'Helsinki avait établi en 1975 à l'échelle européenne (Russie et "camp socialiste" inclus), avec le tiède consentement des Etats-Unis. Les Etats qui vont probablement continuer à prendre du poids et de la vigueur au cours de la première moitié du 21^e siècle¹⁴⁹ dans leurs continents respectifs (Mexique, Brésil, et peut-être Afrique du sud et Algérie) ou dans leur voisinage asiatique gagneraient à favoriser de tels agencements, surtout s'ils le font en "désinfectant" leurs potentiels de discordes : par exemples, pour la Chine, en favorisant l'accès du Japon au nucléaire le désolidarisant des Etats-Unis ou l'associant d'un côté à la Russie et d'autre côté à l'Inde, pour des coopérations économique-diplomatiques plus ambitieuses (et entraînant) que celles de l'ASEAN. Tout ceci en avançant pas à pas, zone par zone et étape par étape, afin d'étaler l'apaisement des tensions et d'accoutumer les peuples à diverses variantes de coexistence pacifique. Les bons esprits férus de *Realpolitik* qui rangeraient de telles orientations au rang des angélismes devraient méditer les leçons de Georges Kennan, le fameux X qui publia, en 1947, un essai qui fut lu et relu pendant toute la guerre froide; ils prendront garde, notamment, au contresens que les intérêts militaires et industriels provoquèrent en orientant le *containment* préconisé par Kennan non vers l'*enveloppement* visé, mais vers le *refoulement* de l'espace soviétique à contenir, contresens d'ailleurs prolongé

¹⁴⁹ Nonobstant les occasionnelles "années perdues" du fait des crises de toute nature où elles seront, les unes ou les autres, transitoirement impliquées.

quand la guerre froide fut achevée. La poursuite du grignotage de l'ex-URSS est, pour ces mêmes intérêts, le moyen de préparer, par delà l'éradication supposée de "l'axe du mal", un *containment* appliqué à la Chine avec l'aide d'une coalition *ad hoc* (*coalition of the willings*) incluant, si possible, aux côtés de la Corée et du Japon, l'Inde (ou même les Indes, si le Pakistan y met du sien) et la majeure partie de l'ASEAN, entraînable aux côtés de la Thaïlande et des Philippines. Rêveries contre rêveries, je pense que les miennes sont moins dommageables en vies humaines et potentiellement plus productives en croissance économique, nonobstant les arguments des producteurs d'armes et d'innovations militaires, car le "milliard d'hommes ne se nourrit pas de fusées et ne se cultive pas au son du clairon.

En 2027, l'auteur du présent essai sera centenaire ou défunt de longue date. Il aura pourtant l'outrecuidance de pousser ses réflexions jusqu'aux dernières décennies du 21^e siècle, car certaines des promesses et beaucoup des inquiétudes, préfigurées par les dynamismes brumeux de notre temps, esquissent déjà quelques traits du monde où mon arrière-petit fils, né ce mois-ci, pourrait, à son tour, devenir centenaire si les "milliards d'hommes" ne l'en empêchent pas. Avec l'aide de Maddison¹⁵⁰ les grands changements économiques attendus pour les années 2030 à 2060 peuvent être résumés ainsi :

Les leaders de l'Asie (Inde et Chine) accompagnés des pays d'Asie du sud-est qu'ils entraînent produiraient en 2030 :		43 % du PIB mondial
et ils atteindraient en 2060		49 % du PIB mondial

Les ex-leaders de l'économie mondiale (Amérique du nord et Europe) qui Produisaient en 2030		33 % du PIB mondial
n'atteindraient plus, en 2060, que		28 % du PIB mondial

Quant au reste du monde, sa quote-part évoluerait comme suit :

en 2030	24 % du PIB mondial
en 2060	23 % du PIB mondial

¹⁵⁰ Les projections de Maddison et les rares adjonctions que je leur ai apportées sont résumées dans le tome 2 de *L'Inventaire du 21^e siècle* (dossier 3).

Cette évolution est compatible avec les réflexions précédentes, y compris dans le cas où quelques années seraient "perdues" ici ou là, pour fait de guerres ou de crises. Elle s'accompagnerait évidemment de nettes modifications dans le rôle politique et culturel des Etats. L'Amérique du nord et une partie de l'Europe pourraient encore contenir les Etats au niveau de vie le plus élevé, nonobstant leur perte de poids dans la production mondiale. Cette richesse maintenue permettrait aux ex-puissances centrales de conserver une forte influence dans les affaires mondiales, mais non de les orienter à leur guise. L'Allemagne nettement plus puissante que la France et les grappes de pays groupés par affinités dans les débats du Parlement européen donneraient un nouveau tonus aux politiques communes mais sans unanimité factice. Chacun peut imaginer à sa convenance ce que cette Europe-là devrait à Thatcher-Blair ou aux traditions social-démocrates germano-scandinaves, à moins que les pays "latins et méditerranéens" aient fait mûrir quelque nouvelle variante de "politique sociale", plus proche de leurs propensions traditionnelles. Mais le point le plus délicat concernerait, comme aujourd'hui, l'orientation fondamentale de la politique internationale : autonomie ou fidélité aux Etats-Unis ? accouplement d'un capitalisme d'Etat* remis à jour avec le capitalisme privé ? Ces questions seront décisives, car la tradition européenne fait, des options qui semblent de pure "politique intérieure", le centre de gravité d'une politique internationale encline à l'ingérence dans les affaires d'autres pays. Les Etats-Unis qui oscillent depuis le début du 20^e siècle, entre un isolationnisme manifeste et une ingérence parfois agressive ou la Chine, si elle conserve les orientations de Bandoung qui sont cohérentes avec sa civilisation introvertie offrent d'autres modèles. Comme en outre le nombre des puissances aptes à formuler et à défendre des orientations diverses de politique internationale s'accroîtra assurément, il se pourrait que les débats aujourd'hui enfermés et assourdis dans les enceintes onusiennes et plus encore dans les institutions opérationnelles du type FMI ou Banque Mondiale, deviennent plus bruyants, plus divers et mal réductibles, faute de superpuissance à l'éminence reconnue – ou subie – partout. Même la centaine d'Etats sortis de la modestie à laquelle leur misère du début du 21^e siècle les contraignait, pourraient constituer un ou plusieurs nouveaux groupes successeurs des "non-alignés" de Bandoung et de la guerre froide, se mêlant de ces débats avec une vigueur semblable à celle dont l'Inde, le Brésil, l'Afrique du sud et d'autres pays ont fait preuve depuis la fin du 20^e siècle. La plus raisonnable des orientations à suggérer face à ces éléments d'une nouvelle dynamique mondiale me paraissent être ceux qui ont déjà été esquissés précédemment : avancer à petits pas, vers une pluralité de groupements d'échelle "régionale-continentale" pour encadrer le plus possible de conflits

locaux dans un réseau de d'engagements ou, mieux, de traités, voire d'institutions de nature à fonder entre les Etats concernés une confiance bien contrôlée.

De ces (hypothétiques) remèdes régionaux, on ne peut inférer que toutes les crises d'échelle mondiale se laisseraient soigner de même. En effet, ces crises ne naissent pas à cette échelle, mais y atteignent par un enchaînement de troubles localisés, de conflits adventices, de complications inopinées qui, par surcroît peuvent s'envenimer ou se calmer de par le jeu des puissances principales. Une guerre devient mondiale quand des puissances de cette échelle s'y décident ou s'y résignent comme ce fut le cas dans l'Europe du 20^e siècle. La novation opérée vers la fin de ce même siècle, par KO de l'URSS a clos cette perspective, car la prédominance américaine interdit cette montée aux extrêmes, sauf lorsque les Etats-Unis l'acceptent ou la souhaitent, ce qui n'a pas encore été le cas jusqu'à présent, malgré leurs dérapages stratégiques depuis 2001-2003. Reste à se demander si la transition vers un nouveau système mondial qui ne serait plus centré sur la seule prééminence américaine va modifier cette conclusion provisoire – et en quel sens ?

Mon sentiment est que la Chine ne se risquera pas à exciter le géant américain de façon directe ou sournoise, ni à forger une alliance quasiment panasiatique, car elle exposerait sa richesse et sa puissance nouvellement construites à des répliques épouvantables. Et que les Etats-Unis résisteront durablement à leurs va-t-en guerre les plus extrêmes, qui voudraient décocher un, plusieurs ou beaucoup de missiles vers la Chine continentale¹⁵¹, car le Vietnam et l'Irak¹⁵² leur ont appris qu'une armée ultra-moderne ne peut vaincre des peuples encore capables de produire une armée de va-nu-pieds ou même de fantassins contraints comme ceux qui battirent la *Wehrmacht* à Stalingrad. Donc que le duel à mort entre un supergrand et son challenger ne pourrait advenir que par un enchaînement long, complexe et tronçonnable, durant un laps de temps qui ne sera pas éternel, mais de l'ordre de quelques décennies, à mon sens une douzaine tout au plus. Ledit délai étant nettement raccourcissable, si plusieurs puissances étaient en marche vers un système mondial centré sur une bonne dose de multilatéralisme. Si bien que ce qui importe, pour le 21^e siècle, ce n'est pas la (supposée) montée vers le (supposé inéluctable) conflit frontal entre la Chine et les Etats-Unis; c'est de jouer aussi habilement que possible de la pluralité potentielle des challengers, en encourageant l'escalade de plusieurs puissances et en aidant à débloquer les obstacles mis par

¹⁵¹ *"Quand il en est temps encore, avant d'être surclassés".*

¹⁵² Plus le souvenir de leurs vaines aides à Tchang-Kaï-Chek contre Mao Zedong.

les Etats-Unis (et leurs alliés actuels ou potentiels) sur le chemin de l'une ou l'autre de ces puissances. Cette réponse n'est pas à rechercher simplement dans l'évolution des rivalités inter-étatiques, elle doit aussi prendre en compte les ravages d'ampleur nouvelle qui peuvent naître des déchirements internes d'Etats établis à l'échelle du "milliard d'hommes" – ou qui s'en approchent – et les ravages inconnus qui pourraient advenir du fait d'une évolution planétaire, stimulée par les conséquences écologiques de la révolution industrielle, mais peut-être aussi par des facteurs d'ordre géologique.

Le futur système mondial, aujourd'hui en gestation, doit être examiné sous ces divers angles, sans qu'on puisse préjuger du poids relatif de chacun des trois faisceaux de facteurs qui le meuvent : une planète exposée à des turbulences apparemment climatiques; une société dont le centre mono-étatique (récent) semble remis en cause; et parmi les challengers virtuels de cette superpuissance lourdement réelle, des Etats-mamouth sans précédents dans l'histoire. De ce dernier point de vue, la Chine et l'Inde présentent des différences manifestes qui sont, certes, marquées par des millénaires de civilisations originales bien distinctes, mais qui dépendent aussi, à court et moyen terme, de profondes différences actuelles dans l'appareillage et la culture politiques. La Chine qui fédère des Etats dotés d'institutions particulières et de pouvoirs non négligeables, a adapté leur nombre et leurs contours de façon à mieux maîtriser les tensions ethniques et religieuses. Sans y être parfaitement arrivée, elle dispose ainsi d'amortisseurs et d'écluses qui fractionnent les tensions et les révoltes, en aidant à les traiter Etat par Etat. Elle tend également à les prévenir par le jeu d'élections, de Parlements et d'une hiérarchie de conseils délibératifs qui remplit ce rôle non sans succès. Ainsi bâtie, l'Inde fédérale réussit à faire vivre "la plus grande démocratie du monde", ce qui est une énorme exagération : la démocratie met des siècles à s'enraciner jusqu'au fond des villages et à s'ancrer dans la culture commune du peuple (qui est ici légion). Mais sous cette exagération, un demi-siècle de vie commune a déjà produit quelques effets bénéfiques. Néanmoins, ce système politique sert souvent à conforter les hiérarchies sociales héritées d'un passé où la grande propriété foncière prédominait et il nuit aux capacités de manœuvre et de décision d'un pouvoir fédéral qui n'a commencé à s'adapter à l'économie mondiale, telle qu'elle devient, que depuis une bonne décennie. L'éléphant indien, toujours plus surchargé en population, a réussi à accélérer son allure, mais il restera longtemps à la traîne de la Chine.

Celle-ci avance plus vite, avec une population énorme, mais dont la croissance est assez bien ralentie, quoique par des méthodes dont l'efficacité doit beaucoup à la contrainte et pourrait donc se réduire si la société s'assouplit. Comparées à l'Afrique et au Proche et Moyen-Orient, les deux populations évoluent de façon enviable, mais il est encore possible que l'une ou l'autre retrouve, pour un temps, une croissance démographique excessive, ce qui

pèsera lourd dans l'histoire mondiale du 21^e siècle. Néanmoins, les désordres à craindre, pour la Chine, ne viendront pas principalement de ce côté., ni même des dégâts écologiques qu'elle accumule depuis trois décennies. Il est vraisemblable, en effet, que les alertes de ce dernier type, déjà évoquées, seront peu à peu traitées, sauf si le dérèglement climatique leur donnait durablement une ampleur extraordinaire. Par contre, les risques de crise économique pourraient, de temps à autre, se concrétiser brutalement, par contagions internationales, comme par l'effet des déséquilibres internes : le capitalisme chinois en produira, comme tout autre capitalisme. Mêlées de diverses façons à ces spasmes économiques, des crises sociales plus ou moins amples adviendront également. L'une des très grandes inconnues du 21^e siècle concerne leur fréquence et leur ampleur, mais aussi et surtout leurs effets structurels : assistera-t-on à l'établissement d'un véritable syndicalisme chinois ? sera-t-il élitique et unifié à l'américaine ? mieux généralisé à l'européenne ? intimement mêlé aux transformations politiques ? Quant à ces dernières, on peut supputer la portée multi-décennale des "coexistences politiques" à la chinoise, dont les statuts de Hong Kong et Macao – et, demain de Taïwan – donnent déjà des exemples. Surtout, il faut s'interroger sur les chances d'un parti unique (de tradition communiste ?) qui cumule à sa manière toutes les fonctions exercées, en France, par la présidence "élyséenne", les cabinets ministériels, le parti majoritaire, l'administration préfectorale, la haute hiérarchie policière, les loges, cercles et clubs d'influence et quelques hauts échelons des principales églises, etc. Fonctions hétéroclites incarnées dans les noyaux de divers appareils* mais qui sont rendues à peu près cohérentes par un mélange d'élections périodiques, de parlementarisme chichement mesuré et de démocratie locale de forme pyramidale. La Chine est riche d'une tradition dont deux traits sont potentiellement évolutifs : la nette autonomie de provinces vastes comme des Etats européens et la diversité des "envoyés du Palais" qui assistent, contrôlent et remplacent éventuellement les autorités locales. Il lui reste beaucoup de chemin à parcourir – et d'abord à tracer – pour réussir à faire fonctionner les provinces à l'égal des Etats indiens, pour lier celles-ci au centre par des procédures (électorales ou autres) perméables aux courants ascendants et descendants. A cette fin, le parti chinois qui est censé représenter toutes les classes, des riches patrons d'aujourd'hui aux plus miséreux des paysans est une impossible gageure. Il pourra peut-être survivre quelques décennies encore, comme décor de rites quinquennaux, mais il est déjà et deviendra de plus en plus, un faisceau de tendances et de clans ayant chacun une certaine spécificité : d'origine, d'école, de profession, etc. Une architecture plus souple et plus solide est nécessaire pour la formation politique* chinoise, faute de quoi, elle retombera dans quelque variante de la dictature militaire, comme le furent à bien des égards, les règnes de Mao et de ses premiers successeurs. En 2007, le chemin parcouru pour sortir de ce borbier est déjà important, mais inégal et diffus.

Les transformations économiques et politiques de l'Inde et de la Chine pourraient jouer au 21^e siècle (et ensuite) un rôle comparable à celui que les réformes et révolutions – différentes et souvent rivales – que l'Angleterre et la France accomplirent aux 17-19^e siècles¹⁵³ ont pu jouer pour l'Europe et (par ricochets plus coloniaux que culturels) pour maintes autres régions peu à peu aspirées dans le système mondial capitaliste.

Esquisse du futur système mondial

¹⁵³ Mais aussi la Hollande, un peu plus tôt, et l'Allemagne, nettement plus tard

Vers la fin du 21^e siècle, l'Amérique ne pèsera plus que 20 % du PIB mondial et l'Europe (Russie incluse) 15 %. Par contre l'ensemble des sociétés asiatiques aura porté sa part de ce même PIB à 60 %, les 5 % restants concernant l'Afrique. A ce niveau, cette dernière pourrait néanmoins s'être extraite de sa misère présente, car les pourcentages se réfèrent à un PIB *global* qui aura gagné en moyenne annuelle, non sans aléas temporaires, au moins 3-4 % et peut être plus, ce qui peut permettre un gain de PIB *par tête* dont l'importance dépendra de la maîtrise démographique atteinte ou non par les Etats africains et les autres retardataires à cet égard.¹⁵⁴ L'inégal dynamisme économique des grandes régions ainsi souligné et les multiples tensions et évolutions politiques annoncées dans le présent chapitre conduisent à penser que le 21^e siècle sera marqué par de profondes transformations des institutions internationales. Tout en gardant présentes à l'esprit les diverses crises potentielles attendues pour ce siècle et les multiples orientations – souvent apaisantes, voire naïves – que j'ai suggérées au passage, je n'essaierai pas d'en tirer un tableau "futurible"? mais quelques indications d'allure concrète peuvent aider le lecteur à faire sa propre religion.

Il me paraît vraisemblable que beaucoup de transformations singulières, concrétisées par des traités ou se traduisant par la désuétude ou la novation des institutions aujourd'hui bien établies, comme de celles qui seront créées à frais nouveaux durant les prochaines décennies, ne s'assembleront jamais en un tableau bien ordonné, même si une guerre mondiale profonde et durable venait offrir l'occasion d'amples mises à jour, comme celles qui suivirent les deux grands conflits du 20^e siècle, mais non l'achèvement de la guerre froide. Les changements seront fréquents, mais pas toujours "notariés" expressément. Des retouches les corrigeront, des interprétations diplomatiquement discrètes les amodieront. Bref, les manuels de sciences politiques ou de relations internationales seront, me semble-t-il, à réviser aussi fréquemment au 21^e siècle qu'au précédent.

Sans ordre entre eux, ni datations hypothétiques, les changements à attendre concernent d'abord l'OMC, le FMI et la Banque Mondiale. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ne pourra rester longtemps inerte, alors que les échanges internationaux s'amplifient et connaîtront sans doute diverses secousses plus sérieuses que l'affaire des jouets chinois. Les désordres provoqués par les fuites d'entreprises vers certains pays émergents, les ruées d'exportations vers les pays riches, les concurrences pour certaines ressources naturelles et les mouvements contradictoires des diverses catégories de main-d'œuvre ne seront plus

¹⁵⁴ Les chiffres cités découlent des travaux de Maddison qui ont été analysés dans *L'Inventaire du 21^e siècle*, (tome 2, dossier 3).

longtemps masqués par les querelles sur les protections dont jouissent les fermiers américains, européens et japonais. De craquelures (par accords bilatéraux) en procès hypocrites (du type Boeing-Airbus), des pas s'accompliront régionalement ou à meilleure échelle, pour créer un système plus évolutif qui deviendra stabilisable quand deux conditions auront été remplies. La première se traduira par des équilibrages périodiques de portée pluriannuelle qui rendront prévisibles (et limitées) toutes les ruées très dérangeantes, tandis que des décisions judiciaires rapides et exécutoires viendront sanctionner le non-respect de ces équilibrages. La seconde condition qui sera difficile à admettre pour les Etats-Unis et d'autres pays, demandera de plus longs délais ou une fragmentation des réformes envisagées. Ainsi, par exemple, le Fonds Monétaire international (FMI) aujourd'hui éveillé par la rotation rapide de ses directeurs généraux et, plus encore, par les crises d'un genre nouveau inaugurées en août 2007 par l'affaire des *subprime*¹⁵⁵ progressera, de crise en crise, dans une direction représentant mieux la réalité financière mondiale et adaptée soit à la très dangereuse mondialisation des banques à l'américaine, soit à une relative différenciation régionale des politiques d'épargne, de crédit et d'investissement. La Banque Mondiale, quant à elle, accompagnera ces réformes en y adjoignant éventuellement de réelles capacités de crédit privilégié et de contrôle anti-corruption¹⁵⁶, mais elle pourrait tout aussi bien disparaître au bénéfice des banques régionales-contininentales réajustées.

Dans le sillage de l'actuelle ONU plusieurs agences, fonds, conférences permanentes et autres commissions pourraient elles aussi être modifiées, fusionnées ou même supprimées, le plus probable étant que leur liste sera allongée. Sans sous-estimer l'utilité de plusieurs de ces éléments (CNUCED, PNUD, OIT, etc.) et sans être disposé à verser des larmes sur la Commission des Droits de l'Homme, si elle venait à disparaître, je laisse de côté ces entités, sauf à retenir deux cas : l'UNESCO et l'AIEA. Au prix d'une révision complète, voire d'une réinvention, l'UNESCO devrait étendre son action dans plusieurs directions, tant les prochaines décennies seront riches de développements culturels d'intérêt mondial, touchant aux médias, aux télécommunications, à la profusion télématique et aux mille problèmes souvent neufs ou minés par les souvenirs d'innombrables guerres passées que fera affleurer l'entremêlement de peuples, d'étudiants, de travailleurs, de touristes, mais aussi de

¹⁵⁵ Qui est, en effet, le premier dérapage dû aux excroissances bancaires qui se sont enflées après 1990 (dérivés et *hedge funds*), Voir *La révolution financière* ci-avant.

¹⁵⁶ Dont les cibles principales seraient les gouvernements des pays aidés, les FMN prestataires de services ou fournisseurs de grands travaux et les gouvernements des ex-puissances coloniales.

groupes ethniques, religieux, nationalitaires ou autres, que les prochaines décennies multiplieront de tous côtés. Tout un monde d'interprètes, d'enseignants, de guides et d'apaiseurs de tensions sera requis à ces divers titres, monde à former et à piloter dans des logiques plus riches et variées que celles dont l'ONU a acquis l'expérience. Quant à l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), elle devra nécessairement être réformée pour s'adapter à une prolifération nucléaire (bénéfique¹⁵⁷), liée aux problèmes que poseront le développement de l'électricité nucléaire du fait de l'après-pétrole, et sans doute aussi à la multiplication des "Conseils de Sécurité" d'échelle régionale-continentale (évoquée ci-avant). A ce dernier titre, deux questions délicates devraient être mûrement réfléchies. L'une est de bien agencer les rapports entre les Conseils de sécurité continentaux et le Conseil mondial logé dans l'ONU (ou son successeur) : je pense que son autorité devrait être entière à l'échelle de sa région continentale, sauf faculté d'appel chichement mesurée. L'autre est de tirer d'exactes leçons de l'expérience de la Conférence sur la Coopération et la Sécurité en Europe (CSCE), issue du traité d'Helsinki (1975) et renouvelable à d'autres échelles que l'Europe, en sachant que la conversion de cette Conférence diplomatique en une Organisation permanente (OSCE) l'a gravement abîmée.¹⁵⁸ Dans ces deux cas, la clé est que l'équilibre des forces pourrait bouger plus vite et plus utilement à l'échelle régionale, qu'à l'échelle mondiale, si bien que la probable hystérésis du pouvoir américain serait éludée. Il se pourrait que, d'époque en époque, des méthodes informelles soient plus fécondes qu'une institutionalisation trop rapide. Certes, la médiocre performance du G7¹⁵⁹ converti en G8 par l'adjonction (pas encore bien affermie) de la Russie, mais qui tarde à accueillir la Chine, n'est guère prometteuse à cet égard. Mais je pense néanmoins que la réunion, chaque année, autour d'une table, chez l'un puis chez l'autre des dirigeants de pays comme les Etats-Unis, la Chine, l'Inde, la Russie, le Brésil et "l'Europe"¹⁶⁰ pourrait devenir utile, si les tensions à calmer se multipliaient par trop;

¹⁵⁷ Voir *L'Inventaire du 21^e siècle*, (tome 2, dossier 5).

¹⁵⁸ Voir Maurice Bertrand – *De l'Europe apaisée à l'Europe pacifiante ?* – Hérodote n° 108, 1^{er} trimestre 2003.

¹⁵⁹ Groupe des sept pays les plus industrialisés dont les chefs d'Etat se réunissent annuellement pour des réunions "informelles" longuement préparées et sans grandes conclusions.

¹⁶⁰ L'Union Européenne si elle prenait suffisamment corps, sinon (hélas !) un petit paquet d'ex-grands pays : l'Allemagne, assurément, la Grande-Bretagne peut-être, ou la France ou les deux. Mais il faut bien comprendre que ces pays européens, quinze à vingt fois moins peuplés que leurs éventuels voisins asiatiques

A la faveur de ces ajustements répétitifs qui tendraient à remplacer le système ONU-G7 par un appareillage mondial, en partie informel, qui cesserait de mettre "à plat" comme des égaux la Chine et le Belize,¹⁶¹, pour le remplacer par un dispositif plus réaliste, c'est-à-dire échelonné, mais variable, comme le sont les puissances et spécialisé comme le seront les problèmes à résoudre. La question du droit international pourrait prendre une nouvelle allure. Quoi qu'en pensent les Etats-Unis, les décisions de leurs tribunaux internes n'ont pas de portée internationale sauf traité préalable le prévoyant; leur refus des tribunaux fondés par traité international quand ils prennent des décisions jugées dérangeantes devrait être raréfié et sanctionné; les pouvoirs que la constitution américaine accorde à l'ensemble du Congrès – spécialement au Sénat – devraient être rabotés pour tenir compte de ce qui a changé dans le monde depuis le 18^e siècle; etc. Bref le bâti d'un système international de réelle signification juridico-judiciaire devrait être remis en chantier, comme il conviendrait à un 21^e siècle finissant, organisé selon un nouveau système mondial.

Peut-être aussi pourrait-on voir naître une sorte de fiscalité internationale indépendante des appareils fiscaux des divers Etats (qui sert de prétexte aux refus actuels) en inventant des taxes bénignes, mais dûes par les compagnies d'activité internationale ; transports aériens et maritimes, etc.). Sur cette lancée, les fréquents scandales des pavillons de complaisance joyeusement délivrés par des Etats quasiment inexistant, tels Le Libéria et Panama, désormais rejoints par divers Karibati. De même, certaines fonctions, telles le contrôle des détroits maritimes les plus exposés à la piraterie ou aux attentats politiques ou le contrôle des modèles prévisionnels des banques initiatrices de produits dérivés du crédit.¹⁶² Et ainsi de suite. Que les fonctions d'intérêt international qui vont se multiplier servent de support à des actions politiques de nature supranationale n'a rien d'extravagant : ce devrait être, au contraire, une étape logique vers le dépérissement de l'Etat.

Cette formule inhabituelle, hors les milieux anarchistes et certains courants socialistes inspirés notamment par *Le Manifeste Communiste* de Marx et Engels (1848) vaut d'être réexaminée, notamment par qui veut réfléchir aux inventions sociales qui seront utiles au 21^e

devenus plus riches et plus puissants qu'eux, ne pourront conserver un peu de leur prééminence ancienne que s'il réussissent à s'inviter un rôle mondial utile, ce dont leurs voisins auraient à juger.

¹⁶¹ La Russie et le Kiribati, l'Inde et le Guatemala, la France et le Lichtenstein, etc.

¹⁶² Voir ci-avant le chapitre sur *La révolution financière*.

siècle. J'en ai discuté le principe dans le tome 5 de *La Société*¹⁶³, mais les progrès de la "mondialisation" plus d'un siècle après la mort de Marx – qui en avait fort bien analysé le moteur principal – impose d'y revenir. Les Etats qui peinent à émerger d'un paquet de chefferies tribales, comme c'est le cas en Afghanistan ou en Somalie attestent de l'utilité première de l'institution étatique, lorsqu'elle est suffisamment appareillée pour garantir l'ordre public sur son territoire. Ce calme est appelé différemment, d'une discipline à l'autre; c'est, par exemple, la "paix d'empire" de beaucoup d'historiens ou de spécialistes des relations internationales. Plus cette paix est garantie par des moyens durablement violents, plus elle exacerbe les luttes de classes produites par les divers modes de production actifs dans la société considérée. Le pouvoir d'Etat renforce la propriété et ses formes d'exploitaion, à moins que des assouplisseurs divers viennent l'en empêcher. La variété des types d'Etat* et de leurs formes de régime* exprime la diversité de ces assouplisseurs, elle correspond aux divers équilibres qui peuvent s'établir entre l'Etat et la société civile*, ou pour le dire à la manière de Gramsci, elle marque les diverses positions de la bascule entre contrainte étatique et consentement à l'ordre établi.

La démocratie prônée et souvent promue par les forces politiques libérales¹⁶⁴ se concrétise par des formules souples et "vivables" qui ont assis la gloire des révolutions hollandaise, anglaise, américaine et française des 17^e et 18^e siècles. La révolution russe de 1905-17 et ses suites n'ont pas acquis une semblable réputation pour des raisons détaillées dans mes divers livres. En particulier, elle n'a nullement favorisé un dépérissement de l'Etat, bien au contraire. Ailleurs, des transformation éparses – soutenues ou dénigrées par les tenants des divers courants socialistes ou réformateurs – ont effectivement allégé les méthodes d'exploitation capitalistes et les modes de domination politique qui les accompagnaient, le tout dans un brouillard idéologique incessamment renouvelé, mais percé de trouées nouvelles. Dans ce contexte social qui est, en gros, celui de beaucoup de sociétés européennes et américaines du 20^e siècle, la bascule de Gramsci a oscillé du fascisme extrême jusqu'à de rares régimes capables de maintenir à peu près leurs institutions libérales, même au pire des guerres mondiales. Dans le présent système mondial, celui d'après 1990, la clairière démocratique qui s'était rétablie, mais peu élargie après 1945, a commencé derechef de s'étendre, mais de façon nominale plus que réelle. Les vrais et faux débats sur les "droits de

¹⁶³ Les six tomes de *La Société* sont disponibles sur le présent site.

¹⁶⁴ A ne pas confondre avec les diverses forces économiques neo-libérales qui cherchent à rejeter tout ce qui, dans l'Etat, leur paraît gêner "le bon fonctionnement du marché".

l'homme" permettent d'en juger. Il serait, aujourd'hui, beaucoup plus important de creuser les débats sur "l'ingérence", quels que soient les qualificatifs généreux accolés à celle-ci

En effet, les erreurs parfois bien intentionnées, mais souvent grossières, qui se sont répandues à mesure que l'Europe diffusait son capitalisme et répandait "la civilisation" dont elle se croyait le parangon, se reproduisent présentement. Les Etats-Unis apportant "la démocratie" au Proche et Moyen-Orient par les méthodes que l'on sait, transposent la bonne conscience de l'Angleterre victorienne ou de la France républicaine, mais dans un monde profondément transformé par les effets entrecroisés du fascisme, du communisme, de la décolonisation et, déjà, des résultats acquis par la "mondialisation" économique, informatique et autre. J'ai évoqué à plusieurs reprises les périls des "impuissances" autant que les dangers dûs aux grandes puissances courant sur leur erre. Pour être théoriquement plus clair, il me faut reprendre une distinction que j'avais esquissée en 1981 dans le tome 5 de *La Société*, distinction entre les deux voies apparemment contradictoires qui permettraient de progresser plus que le libéralisme ne l'a permis, dans la voie du dépérissement de l'Etat : la voie de *l'Etat plus* et celle de *l'Etat moins*. A l'époque j'avais en vue principalement la place de l'Europe dans le monde et la place de chacun des Etats européens dans la Communauté européenne. Porté à l'échelle du monde actuel, *l'Etat plus* signifie qu'un renforcement du pouvoir d'Etat est souhaitable dans chacun des ensembles "régionaux-continentaux" qui se profilent, afin qu'ils puissent négocier et appliquer ce qu'il faut d'accords marchands et financiers pour lisser la nouvelle géographie économique en devenir¹⁶⁵ et pour accéder peu à peu aux accords politiques permettant de canaliser les tensions liées au remplacement d'une superpuissance mondiale unique par un collège d'Etats puissantes, sans *primus inter pares*. Ceci implique évidemment que la "paix par l'empire" n'a aucune chance de s'établir à l'échelle mondiale avant que d'éventuelles transformations majeures et de très longue haleine aient pu être menées à bien. Mais à mesure que plusieurs *Etats plus* s'affirmeront dans le monde, il deviendra possible de multiplier les *Etats moins* au sein de chacun d'eux. Car il est évident qu'en Europe comme ailleurs, les Etats aujourd'hui bien établis n'accepteront pas de s'effacer dans quelque Union (européenne, latino-américaine, est-asiatique, etc.) que ce soit. Pour rendre "vivable" *l'Etat plus*, il faut équilibrer les droits et devoirs des Etats préexistants qui auront abandonné certaines de leurs prérogatives à ce dernier, tout en laissant ce même *Etat plus* exercer, d'une manière qui se définira à son niveau, les nouveaux pouvoirs qu'il acquerra

¹⁶⁵ C'est-à-dire transformer les drames des délocalisations et des réformes structurelles, en problèmes politiques échelonnés par des accords internationaux, donc mieux maîtrisables.

dans un système mondial mieux agencé. Dans un monde s'organisant de la sorte, de nouveaux degrés de liberté seront conquis. Les effets libéraux des grandes révolutions européennes ont permis de bâtir des collectifs sociaux non ou peu dépendants des Etats : des sociétés anonymes, des associations, des syndicats, des partis, etc. Le couple *Etat plus / Etats moins* permettra d'inventer et d'expérimenter des novations plus riches encore, par exemple l'organisation quasi-étatique de peuples ne voulant pas se fixer ou l'entreprise industrielle de caractère plus richement socialiste que les rares et souvent médiocres tentatives du 20^e siècle ont permis ?

Dans un tel contexte régional, puis mondial, des questions politico-culturelles très complexes pourront être traitées à frais nouveaux. Je pense notamment à l'établissement d'un statut international pour les diasporas, afin de leur donner à toutes une voix mieux audible que celle d'une simple ONG et d'accorder aux plus massives d'entre elles pleine capacité de participer, aux côtés des Etats-membres aux institutions de l'*Etat-plus* qui engloberait ceux-ci. Je pense aussi au statut international des religions qui débordent sur plusieurs Etats actuels. Autre exemple : la dissociation des religions d'avec les Etats. Une religion qui professe des vérités politiques irréfragables est impensable dans un *Etat-plus*, mais de multiples nouvelles formes de coexistence pacifiée entre des religions distinctes sont plus aisément inventables et négociables. J'en dirais autant des rapports entre les identités collectives, fruits de l'histoire et ancrées dans une culture commune, et l'exaltation d'une nation, car un *Etat-plus* ne peut être "national" dans l'un ou l'autre des sens que l'Europe a figés au 19^e siècle. Un *Etat-plus* et sa phalange d'*Etats-moins* ne peut être que le mélange de peuples ou d'éléments de peuples véhiculant chacun sa culture propre (langue, religion, genre de vie, etc.) dans un entreînement de citoyennetés locales, régionales et de toutes autres échelles selon l'organisation d'un *Etats-plus*. Il se pourrait même que les réformes radicales des organisations et des méthodes éducatives dont les familles et les écoles sont les principaux acteurs soient considérablement enrichies par un cheminement, fût-il tortueux vers un système mondial riche d'*Etats-plus* en beaucoup plus petit nombre que les deux cents Etats environ qu'assemble la pauvre ONU d'aujourd'hui.

Les principales réformes institutionnelles internationales que je viens d'évoquer me semblent être dans l'air des temps à venir, quoique leur panorama soit très incomplet et parfois biaisé par mes propensions personnelles. Mais telles qu'elles sont, elles renforcent une conclusion à laquelle m'a conduit l'étude des dynamismes politiques, économiques et culturels

qui s'achève ici . C'est que l'actuel système mondial, né vers la fin du 20^e siècle d'une non-guerre ("d'une guerre froide") a des chances d'ouvrir une nouvelle série : celle des transformations d'ensemble du système mondial qui ne se cristallisent plus par l'effet de guerres mondiales – comme celles de 1914-18 ou de 1939-45 - mais de façon plus lente comme un fleuve prend en glace. Aux Etats-Unis qui trébuchent vers une "fin" de guerre en Afghanistan et en Irak sans mettre fin, bien au contraire, aux désordres du Proche et Moyen-Orient; en Europe qui vacille en s'éloignant de ses Trente Glorieuses; en Russie qui tâtonne à la recherche d'un nouvel avenir; en Chine et autres pays asiatiques qui galopent aveuglément vers cet avenir; et dans toutes les autres régions du monde où règnent des espoirs et des désespoirs étonnamment contrastés; partout, des peuples et des gouvernements pressentent de grands changements dans le système mondial et le disent, en termes belliqueux ou rêveurs, mais imprécis.

En effet, aucune limite n'est en vue, aucune échéance n'est repérable, aucune convergence ni aucune synchronisation des changements en cours ne se laissent deviner. Les questions d'avenir sont d'autant moins clairement imaginées qu'elles sont les plus décisives. : Ainsi de la relève des Etats-Unis par la Chine comme pivot du système mondial ou, à l'extrême inverse, de l'entrée globale de l'Afrique dans une modernité à sa mesure et, plus ou moins, à sa manière. Le temps est donc ouvert aux prudences et aux espoirs, aux réformes et à la recherche, à toute échelle, de coexistences pacifiques entre peuples, de fertilisations croisées entre civilisations ou, pour dire la même chose à l'envers, de contraintes pacifiantes, de dissuasions réciproques, d'équilibrages locaux, régionaux, continentaux, jusqu'au mondial. Car rien, dans le monde actuel et dans son devenir supputable, n'est prometteur de pain pour tous, d'espoir et de paix pour chacun. La sagesse est donc de *gagner du temps*, de retarder et diluer les conflits belligères, conseil qui vaut pour les Etats-Unis, puissance prépondérante et mêle-tout d'aujourd'hui, comme pour la Chine et les autres prépondérants à venir. Les éruptions guerrières et révolutionnaires sont comme les secousses sismiques et les autres cataclysmes naturels, ni les sciences sociales, ni les sciences naturelles n'ont encore acquis de valeur prédictive à cette échelle. La seule précaution qui puisse être efficace, c'est de déraciner les guerres et les révolutions, en s'employant à guérir les misères, les manques, les soifs qui les sous-tendent. J'ai explicité la morale de cette histoire dans le *Civiliser les Etats-Unis*¹⁶⁶ que les agressions américaines m'ont inspiré au début du 21^e siècle, elle mérite d'être transposée et appliquée dans le monde entier durant tout ce même siècle, en combattant les

¹⁶⁶ Ouvrage publié en 2003 sur le présent site.

idéologies galvanisantes et guerroyantes, les dominations répressivement conservatrices et les économies profitablement sur-exploiteuses. De quoi s'occuper longtemps encore ! Mais sans l'illusion d'une réussite assurée : il faut donc aussi savoir prendre parti dans les guerres ou les révolutions qui éclatent, mais sans romantisme révolutionnaire¹⁶⁷, et sans exaltation nationaliste dans les guerres qui se répandent !¹⁶⁸

¹⁶⁷ *"Que demande l'enfant grec ? De la poudre et des balles !"*

¹⁶⁸ *"Nach Berlin !:"*